

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Abonnement de soutien **50€** euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

**Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont besoin
de l'opinion de leurs lecteurs !**

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Sommaire

des Cahiers du mouvement ouvrier n° 76

26 octobre 1917-7 janvier 1918

« Les premières réformes du gouvernement des commissaires du peuple »

– Erratum et courrier des lecteurs	p. 5
– Le point sur la création du site des CMO	p. 6
– Présentation de la conférence de Guillaume Davranche le samedi 20 janvier 2018 : Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)	p. 7
Présentation	p. 9
Chronologie du 26 octobre 1917 au 7 janvier 1918	p. 12
Les témoignages d'acteurs de la révolution	
– Mouralov : « <i>Les journées de combat à Moscou</i> »	p. 17
– Eugénie Bosch : « <i>Les journées d'octobre à Kiev</i> »	p. 21
– Lénine : « <i>Le gouvernement de coalition ou les marins</i> »	p. 23
– Schlichter : « <i>Un commissaire du peuple</i> »	p. 25
Biographies de militants révolutionnaires	
– Chatzkine, Kamkov, Kareline, Dingelstedt, Drobnis, Smilga.	p. 27
Les premiers décrets et lois de la révolution russe (octobre 1917-mars 1918)	
(les dates correspondent en général à celles de publication du décret)	
La révolution d'octobre, premier chaînon de la révolution mondiale	
– L'année 1917 en Espagne, l'échec de la grève révolutionnaire d'août 1917 par Jean-Pierre Molénat	p. 57
– L'impact de la révolution russe en Allemagne (1914-1918) par Philippe Bourrinet	p. 69
– Les anarchistes et 1917, entretien avec l'historien Guillaume Davranche	p. 77
– Exposition : Et 1917 devient Révolution, exposition de la BDIC aux Invalides par Roger Revuz	p. 83
– La question de la violence dans la révolution russe : L'exemple de l'Ukraine (1917-1921) par Eric Aunoble	p. 85
– Destins croisés : Russie révolutionnaire et Italie dans la tourmente aux lendemains d'octobre 1917 (1 ^{ère} partie) par Frank La Brasca suivi de deux appendices	p. 95
– Les artistes et la révolution d'octobre 1917 par Gisèle Grammare	p. 107
– <i>Clarté</i> (1919-1928) : de la révolution d'Octobre 1917 à la définition d'une pensée et d'une esthétique d'essence prolétarienne par Alain Cueno	p. 115

- Le Goulag, héritage ou conséquence de la révolution d’Octobre ?
par Jean-Jacques Marie _____ p. 131
- Délégué = bureaucrate... ? Une invention de Marc Ferro très à la mode
par Jean-Jacques Marie _____ p. 133

Notes de lecture

- Moscou sous Lénine d’Alfred Rosmer
par Roger Revuz _____ p. 137
- Genèse et structuration du Front populaire à Grenoble
et dans l’Isère (1934-1936) de Pierre Saccoman (1934-1936)
par Jean-Jacques Marie _____ p. 139

Une nouvelle rubrique : Démystification

- « *On n’est pas tous les jours poètes* ». A propos d’Aragon et Staline
par Frank La Brasca _____ p. 143
- Antonov Ovseenko et la prise du Palais d’Hiver
par Jean-Jacques Marie _____ p. 145

* * *

A NOS LECTEURS ET COLLABORATEURS

Nous avons dû opérer des choix douloureux et reporter la publication au numéro 77 des *Cahiers du mouvement ouvrier* qui paraîtra au premier trimestre 2018 les articles suivants :

- la seconde partie de l'article d'Odile Dauphin et Rémy Janneau
« *la révolution russe vue par les manuels scolaires* » ;
- le texte de Trotsky intitulé « *syndicalisme et communisme* » ;
- un article de Philippe Bourrinet sur les conseils ouvriers en Allemagne.

ERRATUM

Un lecteur, Didier Schein, nous a alerté sur une (grosse) bourde page 123 du numéro 75 des *CMO* : sous la photo des mutins du 17^e régiment figure une légende « *les mutins du 17^e régiment devant le théâtre de Béziers en juin 1917* »... La révolte des « *braves soldats du 17^e* » ayant eu lieu en juin 1907... Cette erreur démontre que la relecture par la rédaction doit être plus fine.



Les mutins du 17^e devant le théâtre de Béziers en 1907. D.R.

COURRIER DES LECTEURS

Chers amis,

Je me permets de relever une erreur sur la photo page 41 parue dans le numéro 74 des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Photo représentant d'après la légende une assemblée générale à Poutilov en 1917. L'erreur est souvent faite, mais le texte de la banderole « *Réparer une locomotive, c'est rapprocher la fin de la famine et de la misère et frapper définitivement le capitalisme* », montre bien que c'est postérieur [...]. La photo date de 1920 et provient du fonds Souvarine.

Eric Aunoble



Les ouvriers de Poutilov en 1920. D. R.

Création d'un site des *Cahiers du mouvement ouvrier*

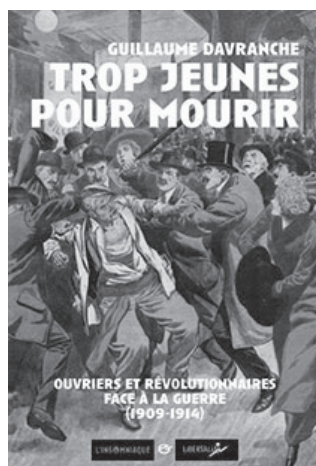
Chers lecteurs, chers souscripteurs,

Dans le n° 75, nous espérions pouvoir mettre en ligne notre site des *Cahiers du mouvement ouvrier* dès la fin de l'année 2017 ou au début de l'année 2018.

Aujourd'hui, nous confirmons que ce sera fait au printemps 2018. La commande ferme est passée pour la création du site et pour la mise en fichiers PDF des quatorze premières années de la revue. Ce qui permettra à de nombreux étudiants, chercheurs, militants ou simplement à toute personne intéressée par l'histoire du mouvement ouvrier d'accéder facilement aux articles de la revue et d'utiliser la richesse des documents qui, pour certains, ne figurent nulle part ailleurs ou n'ont jamais été publiés en français.

Il nous permettra aussi de présenter les numéros les plus récents, les activités du Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*, notamment les conférences, et de favoriser les liens entre les abonnés.

Bientôt nous pourrons faire connaître davantage autour de nous les *Cahiers du mouvement ouvrier* auxquels nous sommes tous très attachés.



Conférence

des Cahiers du mouvement ouvrier

Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)

par Guillaume Davranche

Chercheur indépendant, auteur du livre

Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)

**Samedi 20 janvier 2018 à 14h15,
AGECA - 177, rue de Charonne - 75 011 Paris
M° Alexandre Dumas**

Ils étaient trop jeunes pour mourir, ces militants qui, à l'orée des années 1910, s'activaient pour empêcher la catastrophe. À 20 ans, la grande poussée ouvrière de 1906 les avait fait vibrer. La CGT était devenue leur seconde famille, la grève générale leur horizon. Face à l'État, ils proclamaient leur volonté de « *saboter la mobilisation* » si la guerre éclatait. Et ils s'y préparaient, en effet, malgré une répression de plus en plus brutale.

En suivant le fil rouge de la montée vers la guerre de 1914, Guillaume Davranche évoquera la vivacité du mouvement ouvrier d'alors : son mode d'organisation et ses fractions, ses controverses et ses passions, ses petites et ses grandes luttes – notamment celle des PTT en 1909, celle du rail en 1910 ou du bâtiment en 1911, toutes émaillées d'actes de sabotage.

C'est l'époque de la révolution mexicaine pour laquelle les libertaires s'enthousiasment. Au Quartier latin les bagarres se multiplient contre les antisémites et les camelots du roi. La CGT, dont la période héroïque est révolue, se déchire quant à la stratégie à adopter, alors que les femmes et la « main-d'œuvre étrangère » s'invitent dans le débat syndical.

Cette évocation s'achèvera avec la déclaration de guerre, à l'été 1914. Alors que, dans des situations de crise européenne analogues – l'été 1911, l'automne 1912 – le mouvement ouvrier français avait réagi avec courage et vigueur, comment expliquer son impuissance à agir en juillet 1914 ? Nombre de militants ont tenté de répondre à cette question lancinante : Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Léon Trotsky, Anton Pannekoek, Lénine, Rosa Luxemburg et d'autres encore... Guillaume Davranche donnera ses éléments d'explication.



Le sovnarkhom, (conseil des commissaires du peuple), pose pour la photographie (Lénine, au centre). D.R.

Présentation

par Jean-Jacques Marie

Le numéro 75 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié les divers comptes rendus du II^e Congrès des soviets, qui a voté une batterie de décrets dont les fameux décrets sur la paix et sur la terre et porté au pouvoir le Conseil des commissaires du peuple, formé de quatorze bolcheviks.

Ce numéro rend compte de l'activité du nouveau gouvernement en publiant les principaux décrets adoptés par lui dans les premières semaines de son activité, qui marquent une rupture brutale avec la politique des gouvernements provisoires fondés sur une coalition entre deux partis ouvriers (socialistes-révolutionnaires et mencheviks) et le parti dit de la Liberté populaire, ancien parti Cadet, représentant de la bourgeoisie industrielle et financière.

La contre-révolution déchaînée...

Les bolcheviks promulguent ces décrets alors qu'ils sont pris à la gorge par une contre-révolution déchaînée. Certes, la première armée blanche ne sera constituée que tout à la fin de décembre, dans le sud de la Russie, par les généraux Alexeiev, Kornilov et Denikine, mais la contre-révolution frappe d'abord sur le terrain économique et social. Les bourgeois transfèrent en hâte leurs fonds à Stockholm, loin des atteintes du nouveau gouvernement. Les fonctionnaires des ministères, invités à faire la grève illimitée contre les nouveaux dirigeants tout en ayant la garantie d'être payés à ne rien faire des semaines durant, s'enferment dans leurs bureaux ou les abandonnent après avoir fermé les portes, détruisent les dossiers, jettent les clés des bureaux et des coffres ou les rendent inutilisables.

Le syndicat des PTT, dominé par les mencheviks, ordonne de bloquer les communications télégraphiques et téléphoniques des bolcheviks. Le syndicat des chemins de fer (Vikjel) à direction menchevique bloque certains trains. Le

29 octobre au matin, il menace de déclencher la grève dès le 29 à minuit si les bolcheviks n'acceptent pas un gouvernement socialiste homogène où ils seraient minoritaires... Petrograd est menacée par une famine immédiate. La panique s'empare de nombreux dirigeants bolcheviques persuadés que leur fin est proche. Lou-natcharski, le commissaire du peuple à l'Instruction, balbutie : « *De quel anneau de haine nous sommes entourés !* » L'anneau est formé par les dirigeants des autres partis.

Le 29 au soir, le comité central réuni sans Lénine ni Trotsky, occupés à combattre l'offensive du général Krasnov sur Petrograd, vote à l'unanimité une proposition de Kamenev qui « *juge nécessaire d'élargir la base du gouvernement et d'effectuer éventuellement des changements dans sa composition* » en incluant dans le Comité exécutif central des soviets « *des représentants des partis ayant quitté le congrès en quantité proportionnelle* » et d'autres organisations, entre autres « *des syndicats des cheminots et des postes* » ; il décide de ne pas « *adresser d'ultimatum* », c'est-à-dire d'accepter les « *socialistes* » membres du gouvernement de

Kerenski et vote « *le droit pour les partis de récuser réciproquement leurs candidatures* » donc pour les autres partis de récuser Lénine et Trotsky. Le comité central propose donc de remettre en cause l'insurrection et le congrès !

5 postes sur 18 pour les bolcheviks... et ni Lénine ni Trotsky !

Aussitôt après, Kamenev fait voter au Comité exécutif central des soviets, qu'il préside, l'envoi d'une délégation conduite par lui à la table ronde convoquée par le syndicat des cheminots avec les autres partis « socialistes ». Ces derniers proposent un gouvernement de coalition socialiste homogène où les bolcheviks recevraient cinq postes sur dix-huit et dont Trotsky et Lénine seraient exclus ! Les bolcheviks, devenus opposants minoritaires, n'auraient ainsi même pas le droit de choisir librement leurs représentants. Pour Kamenev, « *il n'y a pas de quoi rompre* ». Plusieurs membres du comité central et du gouvernement, affolés par la peur de l'isolement, sont prêts à accepter l'ultimatum.

L'annulation du II^e Congrès des soviets ?

Les négociations s'engagent au siège du syndicat des cheminots en l'absence de Lénine et de Trotsky, avec des délégués de tous les partis « socialistes » possibles, imaginables et souvent, très marginaux, comme le parti sioniste Poalé-Zion, et dont la majorité ont soutenu le gouvernement provisoire failli. Kamenev, hier opposé à l'insurrection, déclare « *un accord est possible et nécessaire* ». L'essentiel, dit-il, est « *le programme du gouvernement et non sa composition personnelle* ». Il est donc prêt à laisser tomber Lénine et Trotsky. Cette concession excite l'appétit de certains. Les S-R de droite ne veulent... aucun bolchevik dans le gouvernement socialiste homogène ; le menchevik Dan exige l'annulation du II^e Congrès des soviets, rien de moins ! Malgré ces exigences exorbitantes la réunion débouche sur la formation d'une

commission de conciliation qui siège toute la nuit.

Le lendemain 30 octobre, à la réunion plénière, les quatre bolcheviks donnent leur accord pour dissoudre le Comité exécutif central élu par le II^e Congrès des soviets (ainsi effacé comme l'exige le menchevik Dan !) et le remplacer par un Conseil populaire provisoire de 420 membres désignés par tous les partis « socialistes » où les bolcheviks seraient archi-minoritaires. Les S-R proposent Victor Tchernov, l'ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire, comme président du gouvernement de coalition ! Les bolcheviks avancent mollement la candidature de Lénine puis, pour les Affaires étrangères, celle de Trotsky, récusé par les autres. Dans la banlieue de Petrograd, à Gatchina où il est installé, Kerenski, à la tête de troupes squelettiques et peu déterminées, exige la capitulation des bolcheviks et l'installation de cosaques dans les quartiers ouvriers préalablement désarmés.

Lénine, mal informé sur ces négociations, croit d'abord à une ruse de Kamenev pour tromper ses interlocuteurs. Au comité central du 1^{er} novembre, Kamenev annonce, satisfait : « *Les négociations ont abouti à la création d'un organisme : le gouvernement est responsable devant lui* » ! Les 390 membres de cet organisme comportent les 100 membres du Comité exécutif central des soviets (dont 70 bolcheviks) qui ne représenteraient donc qu'un quart dudit organisme. Le congrès des soviets serait ainsi quasiment effacé...

Trotsky dénonce la volonté des partis battus d'arracher le pouvoir à ceux qui viennent de les renverser, mais il affirme son accord avec un gouvernement de coalition présidé par Lénine et où les bolcheviks occuperaient 75 % des postes. Lounatcharski s'oppose à une telle majorité bolchevique. Lénine tranche : « *Il faut rompre les pourparlers (...) qui étaient destinés à être une couverture diplomatique des mouvements militaires.* » Rykov soutient Kamenev et déclare : « *Il y a un fossé entre nous* », rompre les pourparlers, c'est perdre le pouvoir. Riazanov condamne la présence des bolcheviks à la tête du gouvernement. Kamenev répète : « *Un accord*

est nécessaire. » Lénine tranche : « *Il est temps d'en finir avec nos indécisions (...). Le choix se présente ainsi : ou avec les agents de Kalédine ou avec la base populaire.* » Mais Sverdlov lui-même, intervenant après Lénine, qu'en général il soutient fermement, propose de ne « *pas interrompre les pourparlers* ».

Le comité central, par 10 voix contre 4 (dont Lénine, encore minoritaire, et Trotsky), s'oppose à l'interruption des pourparlers. Trotsky rétorque en faisant voter par 9 voix contre 4 une motion qui leur donne l'objectif « *de démasquer une fois pour toutes la tentative des S-R de gauche de créer un pouvoir soi-disant homogène et de mettre fin à des pourparlers ultérieurs sur un gouvernement de coalition* ».

« S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission ! »

Le comité de Petrograd se réunit juste après. Lénine y propose d'exclure Lounatcharski du parti. La majorité s'y oppose. Puis Lénine déclare : la droite du Parti bolchevique veut la « *coalition* » avec les adversaires de l'insurrection ? Eh bien, il rompra avec elle et ne reculera pas devant la scission. « *Nous marchons avec*

les masses. Avec les masses actives et non avec les masses fatiguées (...). S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission ! S'ils ont la majorité, prenez donc le pouvoir au Comité exécutif central des soviets, agissez, nous, nous irons vers les marins. » Mais, ajoute-t-il avec assurance : « *Nous sommes les seuls capables de combattre.* » Ce qui est parfaitement vrai.

Après lui, Lounatcharski défend le gouvernement socialiste homogène, seule planche de salut, d'après lui, et accuse, sans le nommer, Lénine de se complaire à la guerre. « *À la fin, ajoutez-il, restera un seul individu-dictateur* », évidemment Lénine ! Les applaudissements nourris suscités par cette dénonciation révèlent l'atmosphère de peur qui règne alors dans certains sommets du Parti bolchevique. Lounatcharski confie alors à un ami : « *Les bolcheviks ne vont pas rester ici plus de deux semaines ; ensuite on les pendra sur les balcons à deux pas d'ici.* » Un dirigeant bolchevique de Petrograd, Moïse Kharitonov, déclarera un an plus tard : « *En octobre dernier, le rêve le plus cher de presque nous tous était que nous parvenions à tenir jusqu'à l'Assemblée constituante (...); très peu d'entre nous partagions la confiance de Lénine dans la permanence du pouvoir soviétique.* » ■

Chronologie du 26 octobre 1917 au 7 janvier 1918

1917

26 octobre :

Le II^e Congrès des soviets adopte un **décret sur la paix** qui « propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements (...) une paix immédiate, sans annexions (c'est-à-dire sans mainmise sur les terres étrangères, sans rattachement par la force de nationalités étrangères) et sans contributions de guerre ».

29 octobre :

Décret interdisant le travail de nuit (entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) pour les femmes et les jeunes de moins de 16 ans dans l'industrie et **introduisant la journée de 8 heures pour tous**.

29 octobre :

Décret instaurant l'assurance sociale « pour tous les genres de perte de capacité du travail, principalement pour les cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse, de grossesse, de veuvage et de mort de parents, ainsi qu'au chômage » et précisant "tous les frais des assurances sont à la charge des entrepreneurs".

3 novembre :

Ordre du Sovnarkom au commandant en chef, le général Doukonine, de proposer au commandement en chef des armées de la Quadruple Alliance (les puissances centrales) l'arrêt des opérations militaires en vue d'engager des pourparlers de paix.

5 novembre :

Doukonine refuse d'obtempérer à l'ordre du Sovnarkom qui nomme le bolchevik Krylenko commandant en chef à sa place.

7 novembre :

La Rada centrale ukrainienne, par son III^e Universal (ordonnance) décrète la République démocratique ukrainienne.

10 novembre :

Le commissariat aux Affaires étrangères publie les traités secrets conclus entre les Alliés et la Russie.

12 novembre :

Les 2^e, 3^e et 5^e armées commencent elles-mêmes des pourparlers de paix.

13 novembre :

Le Sovnarkom envoie des parlementaires au commandant allemand avec des propositions d'armistice.

14 novembre :

Le haut commandement allemand est d'accord pour entamer des pourparlers de paix.

Le Sovnarkom propose aux dirigeants des pays alliés d'engager des pourparlers de paix le 1^{er} décembre.

18 novembre :

La délégation soviétique chargée d'engager les pourparlers d'armistice part sur le front. Elle se compose de Bitsenko, Kamenev, Karakhane, Mstilavski, Sokolnikov, Stachkov et Chichkov. La délégation soviétique rencontre la délégation allemande le lendemain.

22 novembre :

Signature à Brest-Litovsk d'une trêve du 24 novembre au 14 décembre.

28 novembre :

Arrivée à Brest-Litovsk de la délégation soviétique chargée d'engager les pourparlers d'armistice (Bitsenko, Ioffé, Kamenev, Karakhane, Pokorovski, Veltman-Pavlovitch).

28 novembre :

Décret instaurant l'assurance contre le chômage.

2 décembre :

Signature d'un armistice entre la République soviétique et les puissances centrales.

9 décembre :

Ouverture des pourparlers de paix à Brest-Litovsk.

18 décembre :

Le Sovnarkom reconnaît l'indépendance de la Finlande (décret signé Lénine, Trotsky, Staline).

22 décembre :

Décret précisant les conditions de l'assurance contre la maladie.

25 décembre :

Arrivée de la nouvelle délégation soviétique à Brest-Litovsk (Trotsky, qui la dirige, Bitsenko, Ioffé, Kamenev, Karakhane, Karéline, Pokrovski).

28 décembre :

Le bureau de la région de Moscou du Parti bolchevique juge nécessaire « *l'interruption des pourparlers avec l'Allemagne impérialiste ; la rupture de toutes les relations diplomatiques avec tous les brigands diplômés de tous les pays (...), une guerre sans merci contre la bourgeoisie du monde entier et pour les idées du socialisme international* ».

29 décembre :

Le chef de l'état-major Krylenko fait une déclaration sur la création d'une armée populaire socialiste révolutionnaire.

31 décembre :

Ouverture du congrès général des armées sur la démobilisation.

1918

4 janvier :

Grève générale à Varsovie.

4 janvier :

Marche de la Garde rouge de Kharkhov sur Kiev où siège la Rada ukrainienne.

4-7 janvier :

Grève générale à Vienne.

5 janvier :

- Ouverture de l'Assemblée constituante.
- Démobilisation des soldats de la classe 1903.

5 janvier :

Les détachements rouges de Mouraviev occupent Poltava.

6 janvier :

Les détachements rouges occupent Orienbourg.

7 janvier :

Thèses de Lénine en faveur de la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste, soulignant l'impossibilité actuelle de la guerre révolutionnaire et de toute solution moyenne.



TÉMOIGNAGES D'ACTEURS DE LA RÉVOLUTION



Mouralov

Les journées de combat à Moscou⁽¹⁾

[A la fin de septembre 1917, l'organisation militaire du Comité de Moscou du Parti bolchevique se réunit pour préparer l'insurrection. Elle prit « une résolution ferme, mais n'adopta aucun plan concret ». Pour se préparer à l'insurrection prochaine, Mouralov, qui était alors membre du présidium de la section des soldats du soviet de Moscou, cherche dans sa bibliothèque la brochure Tactique des combats de rues éditée par les bolcheviks en 1905. Il ne la retrouve pas. Il interroge alors quelques officiers bolcheviques et sympathisants : il ne peut rien en tirer. L'influence bolchevique croît alors dans la section des soldats. S-R et mencheviks, majoritaires au soviet, s'opposent à l'armement du prolétariat et à la création d'une Garde rouge.]

Au début d'octobre, la majorité des régiments en garnison à Moscou sont pro-bolcheviks et de nombreux autres sont neutres, entre autre la cavalerie cosaque avec laquelle Mouralov, leur « pays », entretient de bons rapports. Les cosaques resteront d'ailleurs neutres lors des combats d'Octobre. Seule exception notable : les équipages des tanks et les aviateurs. Les bolcheviks peuvent encore compter sur quelques gardes rouges mal armés.]

Dans l'ensemble, nous disposions à Moscou de près de 50 000 soldats qui nous étaient absolument fidèles. Un nombre aussi grand de soldats étaient proches de nous ou hésitants et en tout cas *n'étaient pas nos adversaires*, mais plutôt des amis comme il apparut plus tard.

Les forces de l'adversaire étaient relativement faibles. Si l'on compte 2 écoles

militaires et 6 écoles d'officiers, ils avaient environ 10 000 combattants. Il est indubitable que l'adversaire disposait de la supériorité qualitative (les généraux et la grande majorité des officiers et les junkers étaient de leur côté.)

Pour parler bref, le climat de Moscou n'était pas aussi incandescent qu'à Petrograd, mais il poussait néanmoins les masses à engager la lutte, à se soulever, à prendre le pouvoir.

La fièvre de la lutte insurrectionnelle, révolutionnaire, s'alluma dès que l'on reçut des nouvelles favorables de Petrograd. Dans ce travail brûlant nous ne nous sommes pas montrés en tout et toujours fermes et décidés. Les destins de la révolution, de toute la masse des participants, nos destins à nous personnellement, ses dirigeants, étaient en jeu. Nous jouions notre va-tout. Les actions les plus fiévreuses, les plus intenses durèrent six jours entiers à Moscou.

Pendant ces six jours, *toute la garnison* participa à la lutte. Il n'y eut pas un régiment encaserné à Moscou ou dans la proche banlieue (Serpoukhov, Kliazma, Pavlovskaja, Svoboda, etc.) qui ne nous ait pas fourni une compagnie ou un bataillon. Cette lutte révéla toute notre impréparation technique, notre aptitude à diriger les masses politiquement tout comme notre impréparation et notre incapacité à diriger des troupes dans un combat de rue.

(1) « Mes impressions sur les journées de combat à Moscou » in *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 10, octobre 1922, pages 307-315.

Alors que nous possédions une supériorité numérique écrasante (dans une proportion de 1 à 10) nous avons laissé les combats traîner pendant une semaine entière. Le Comité militaire révolutionnaire doit indiscutablement prendre sur lui une part de la responsabilité de ces retards, étant donné ses hésitations et ses tendances au compromis, aux discussions, etc. Mais le Comité ne s'immisça pratiquement pas dans le déroulement des opérations, dans le travail du soi-disant état-major. Les plans opérationnels de l'état-major reçurent toujours l'aval du Comité, sans délai et sans atermoiement. Une seule fois, sur la question de l'emploi de l'artillerie, des retards se produisirent dus aux désaccords existants à ce sujet parmi les membres du Comité (alors que sur ce point l'unanimité régnait parmi les membres de l'état-major opérationnel). Le Comité, au lieu de résoudre ce problème rapidement dans un sens positif, lambina et discuta pendant des heures (2) (...).

Par bonheur, comme nous pûmes nous en rendre compte pendant le déroulement des combats et après la fin, nos adversaires, eux aussi, malgré leur haute qualification ne connaissaient pas grand-chose au combat de rues et surtout le désarroi et la multiplicité des pouvoirs décimaient leurs rangs.

Au lieu de laisser une pleine liberté d'action au commandant des forces armées, le colonel Riabtsev, homme indubitablement décidé et talentueux, le S-R Roudnev et tous ces éternels généraux de l'arrière gênèrent la liberté d'action de Riabtsev, minèrent son autorité auprès des junkers et des officiers, s'immiscèrent dans ses décisions opérationnelles. Et puis, laissons aux Blancs eux-mêmes le soin d'écrire leur propre histoire d'Octobre.

Alors que nous disposions de la supériorité des forces et de l'initiative, nous perdîmes vite la direction des opérations, et alors que nous avons lancé l'offensive, nous laissâmes l'initiative aux défenseurs après la perte du Kremlin par nos troupes. Nous avons décidé à juste titre que le Kremlin, avec ses énormes réserves de carabines et de mitrailleuses qui nous étaient nécessaires pour armer les ouvriers de Moscou et de banlieue, était la clé de nos premières victoires.

La chute du Kremlin et l'anéantissement d'une partie de notre meilleure avant-garde, celle des voltigeurs et des bataillons cyclistes lors de notre première contre-attaque infructueuse pour reprendre le Kremlin, ces événements donnèrent des ailes aux Blancs et semèrent quelque confusion dans nos rangs. Nous commençâmes à sonder les retranchements défensifs autour des positions de l'adversaire : le Kremlin, la Douma, la place de l'Arbat. Nous n'avions rien à craindre, toutes ces positions n'étaient que des pièges pour les Blancs car nous contrôlions toutes les voies d'accès, toutes les gares, tous les quartiers et toutes les casernes. La seule chance de salut pour les Blancs consistait à organiser une défense acharnée, en attendant des renforts de l'extérieur, c'est-à-dire de Smolensk, Kalouga et Vinclava. À cette fin, c'est-à-dire pour gagner du temps, ils nous proposèrent d'engager des pourparlers d'armistice. Le fameux « Vikjel (3) » portait le rameau de la paix dans les deux camps, mais avec, évidemment, l'espoir secret de venir en aide aux Blancs qui se trouvaient dans la forteresse assiégée et qui attendaient des renforts de jour en jour.

On charge P. G. Smidovitch, Kouchner et moi de mener les conversations. En sortant du siège des soviets, je fus informé que des éclaireurs blancs avançaient sur la route de Kiev-Voronèj, qu'ils avaient tourné la gare de Briansk et remontaient la Moskova en bateau. Ces renseignements sûrs venaient d'un prisonnier.

Les pourparlers de paix devaient se dérouler dans le « pavillon royal » de la gare de Kursk. Les Blancs étaient représentés par Roudnev, V.V. Cher, le colonel Kobezski (adjoind de Riabtsev) et encore deux ou trois personnes dont j'ai oublié les noms.

Les « neutres », c'est-à-dire les intermédiaires-porteurs de paix du Vikjel

(2) Mouralov rappelle ensuite que le chef de l'artillerie bolchevique était Vladimir Smirnov, en oubliant de signaler qu'en plein milieu des combats Smirnov fut fait prisonnier par les Blancs et ne fut relâché par ces derniers qu'à la veille de leur défaite.

(3) Direction du syndicat des cheminots, hostile aux bolcheviks.

étaient une douzaine. J'ai aussi oublié leurs noms (...).

Les délibérations commencèrent. Nous étions pressés. Mais Roudnev et Cher faisaient manifestement traîner la discussion en se livrant à des considérations philosophiques et en dénonçant le caractère irréalisable de nos exigences ; Roudnev et Cher se conduisirent de façon provocatrice. Leur impudence fut telle que Cher mit au nombre de ses revendications la dissolution de la Garde rouge, l'arrestation du Comité militaire révolutionnaire et l'organisation d'un soviet des députés officiers.

La coupe de notre patience déborda. Nous repoussâmes avec indignation ces propositions. Je fis connaître les données fournies par notre service de renseignements. Que le combat dure jusqu'à la fin et nous verrons alors. Tout le monde se leva. Des sanglots éclatèrent, quelqu'un avait une crise de nerfs. Nous repartîmes vers nos voitures, suivis par les députés du Comité de salut public. Nous montâmes dans notre automobile et nous nous préparâmes à partir quand Kobezski nous adressa une requête en son nom et au nom de ses amis. Leur automobile avait disparu. Ils n'avaient aucun moyen de s'en aller. La fusillade continuait et leur route passait à travers nos postes et nos barricades : ils ne pourraient pas les franchir ; nos soldats les tueraient.

Après délibération, nous décidâmes de les emmener jusqu'au siège du soviet. Nous nous avançâmes lentement à travers les postes et les barricades. Les chefs de poste ou de patrouilles, nous reconnaissant, nous laissaient passer sans difficulté. A Soukharevka, on nous arrêta. Le sergent-chef, après avoir aperçu les épaulettes de colonel de Kobezski et les insignes de lieutenant de Cher ne croyait pas notre laissez-passer authentique. Un soldat des gardes rouges me reconnut, donna mon nom, mais exprima son étonnement de nous voir voyager avec des Blancs. Nous nous expliquâmes et pûmes continuer. En arrivant près de la place du soviet, où étaient stationnées notre artillerie et nos réserves, je proposai aux délégués blancs de se bander les yeux. Nous n'avions rien pour le faire : ils se couvrirent les yeux de leurs mains. Voici l'entrée du soviet vivement illuminé. Roudnev s'inquiéta : « *Comment continueraient-ils leur chemin ?* » Nous demandâmes une charrette-ambulance et envoyâmes nos prisonniers à l'état-major blanc de la Douma.

Nous informâmes le Comité des résultats de nos discussions. Je me rendis à l'état-major (dans la pièce voisine) pour discuter avec le camarade Arossev de nos plans d'action future.

Bientôt le combat reprit ; les mitrailleuses et l'artillerie crépitèrent de nouveau. ■



Eugénie Bosch (1879 - 1924),
dirigeante bolchevique en Ukraine en 1917. D.R.

Eugénie Bosch

Les Journées d'octobre à Kiev ⁽¹⁾

Dès les premières journées d'octobre à Kiev commença un travail fiévreux pour la préparation du 22 octobre : le congrès panrusse des soviets (2). L'un après l'autre, trois congrès se réunirent : le premier, le congrès régional des délégués ouvriers, paysans et soldats, adopta une résolution réclamant le passage du pouvoir aux soviets ; le deuxième, le congrès des organisations cosaques de toute la région frontrière, convoqué par les commissaires du gouvernement provisoire, adopta une résolution de soutien au gouvernement provisoire ; le troisième, le congrès des organisations militaires, qui faisaient partie de la Rada centrale (3) reconnut ladite Rada centrale comme seul pouvoir gouvernemental en Ukraine.

À Kiev, la majorité du prolétariat et de la garnison était pour le pouvoir des soviets ; une partie des cheminots et des Greterovtsy (les ouvriers de l'usine Greter) suivaient les partis petits-bourgeois ; les troupes de garde, les junkers, les cadets étaient pour le gouvernement provisoire ; la Rada centrale ne pouvait compter que sur deux régiments qu'elle avait elle-même constitués.

Durant la première moitié d'octobre les hésitations du comité de Kiev du Parti bolchevique poussèrent les masses révolutionnaires et le soviet des députés ouvriers à rester inactifs et à occuper une position attentiste. Les partisans du gouvernement provisoire utilisèrent cette situation pour s'organiser et pour renforcer les troupes « sûres ».

Les 6-8 octobre, les partis petits-bourgeois, membres du comité exécutif du soviet des délégués ouvriers, du comité exécutif du soviet des délégués soldats et de la Douma municipale créèrent un Comité de salut de la révolution, qui, par suite, fusionna avec l'état-major de la région.

À partir du 10 octobre, l'état-major commença à concentrer des troupes dans Kiev, tout en prenant les précautions nécessaires pour que ces concentrations de troupes ne s'ébruitent pas. La nuit, dans un silence total, comme à pas de loups, les « bataillons de la mort » entraient dans la ville, déployant leurs drapeaux noirs au milieu desquels luisaient lugubrement les têtes de morts cousues de blanc. Dans la ville mal éclairée, le passant solitaire frissonnait lorsqu'il croisait ces présages de violences sauvages et de répressions sanglantes. Mais le jour, dans les rues, tout était calme et l'on n'y pouvait apercevoir aucun signe annonciateur de la tempête.

La Rada centrale créa alors un comité territorial de salut de la révolution.

Les mouvements nocturnes de troupes dans Kiev suscitèrent l'inquiétude dans les armées révolutionnaires et les organisations ouvrières et, le 15 octobre, des représentants des usines et des organisa-

(1) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° II (23), 1923, pp. 52-54.

(2) Il s'agit du II^e Congrès des soviets qui devait se tenir le 20 et s'ouvrit le 25 octobre.

(3) Assemblée autonome ukrainienne dominée par les mencheviks et les nationalistes.

tions militaires, par le canal de la fraction bolchevique, firent déposer au comité exécutif les revendications suivantes :

1. Exiger de l'état-major régional l'arrêt immédiat de tout mouvement de troupes vers Kiev ;

2. Remplacer les régiments qui assuraient la garde du soviet par des troupes plus sûres.

La majorité du comité exécutif repoussa ces propositions ; la fraction bolchevique réclama alors la convocation immédiate d'un plenum du soviet des délégués ouvriers ; mais ce n'est que le 24 octobre que le plenum fut convoqué : sur proposition de la fraction bolchevique, il y fut décidé de créer un comité militaire révolutionnaire (CMR). Tous les partis petits-bourgeois membres du soviet protestèrent vigoureusement contre cette décision et seuls les bolcheviks entrèrent dans le CMR.

Le 25 octobre, sur ordre de l'état-major régional, les junkers encerclèrent le siège du soviet et arrêtaient le CMR et le comité bolchevique de Kiev. Dès que la nouvelle de l'arrestation parvint dans les usines, les ouvriers se préparèrent en hâte à la lutte armée. Tout le travail d'organisation se concentra dans l'arsenal.

Le 26 octobre, les ouvriers sortirent des usines. À la gare de marchandises, les cheminots s'emparèrent d'un convoi d'armes, racontent les participants de l'insurrection, qu'ils livrèrent aux ouvriers de l'arsenal ; ces derniers les firent aussitôt distribuer dans les usines. Une fois armés, nous quittâmes en masse toutes les usines pour marcher vers la Douma municipale en exigeant la libération immédiate des emprisonnés. Mais à peine fûmes-nous rassemblés sur la place que les junkers, montés sur des chars d'assaut, les bataillons de la mort et les cadets commencèrent à occuper toutes les rues et tous les passages voisins et nous entourèrent en un cercle compact et hostile. Ils s'avancèrent vers nous et lorsque leurs premiers rangs furent à quelques pas des manifestants, le commandement des officiers retentit, suivi de tous côtés par le crépitement des salves ; nous nous couchâmes au sol et nous mîmes à tirer en retour.

Soudain, au-dessus de nous éclata le grondement des schrapnells. Alors, au commandement, nous nous ruâmes tous sur l'un des détachements ennemis, nous l'enfonçâmes et nous nous retirâmes vers l'arsenal, après avoir essuyé de lourdes pertes. Toute la nuit nous nous préparâmes en hâte à une nouvelle attaque ; nos forces principales se concentrèrent dans l'arsenal, dans les quartiers de Choulevski et de Podolski, nous fortifiâmes les barricades et les barrages, et dès le petit matin une lutte féroce s'engagea avec les troupes contre-révolutionnaires.

Le premier jour, il fut impossible de déterminer de quel côté penchait la balance de la victoire. Les mêmes rues changeaient plusieurs fois de maîtres ; le soir du deuxième jour, les blancs nous firent battre en retraite et nous décidâmes de nous retrancher dans les quartiers ouvriers. Le matin du troisième jour, des représentants de la Douma municipale se présentèrent à nous et nous proposèrent d'engager des pourparlers de paix.

Pendant ce temps, le deuxième corps de la garde occupa Jmerinka (4) et envoya ses troupes au secours du prolétariat de Kiev. Mais l'état-major de Kiev du gouvernement provisoire en fut informé le premier, et il se hâta de transférer ses pouvoirs à la Rada centrale et battit en retraite avec les junkers et les troupes restées fidèles au gouvernement provisoire. La Rada centrale, feignant de soutenir les insurgés, fit occuper tous les postes de garde de la ville par le régiment Bogdanovtsy et fit libérer les membres du CMR et du comité bolchevique, qui avaient été arrêtés.

Le prolétariat crut que le mouvement des Bogdanosvski signifiait effectivement que le régiment passait du côté des masses révolutionnaires et il déposa les armes. La lutte armée cessa, le prolétariat de Kiev se considéra comme vainqueur et lors du deuxième plenum des soviets et des comités de fabriques et d'usines, il proclama solennellement qu'à Kiev tout le pouvoir appartenait au soviet de Kiev des délégués ouvriers. ■

(4) Dans la proche banlieue de Kiev.



Lénine à son bureau. D.R.

Lénine

Le gouvernement de coalition ou les marins ⁽¹⁾

Je ne peux pas présenter de rapport, mais je veux vous informer d'un problème qui vous intéresse tous, celui de la crise du parti qui a éclaté au grand jour alors que le parti était déjà au pouvoir.

Tous ceux qui suivent la vie du parti sont au courant de la polémique qui s'est engagée dans les colonnes du *Rabotchi Pout* et de mes interventions contre Zinoviev et Kamenev. Auparavant le *Dielo Naroda* a écrit que les bolcheviks avaient peur de prendre le pouvoir. Cela m'a contraint à prendre la plume pour montrer toute l'inconsistance et l'insondable stupidité des S-R. J'ai écrit : « *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* » Le problème du soulèvement armé a été évoqué à la séance du comité central du 1^{er} octobre (*sic !*).

J'ai craint l'opportunisme des internationalistes-unifiés (2), mais cette crainte s'est dissipée, alors que dans notre parti certains vieux membres du comité central affirmaient leur désaccord. Cela m'a profondément affligé. Le problème du pouvoir était depuis longtemps posé de cette façon, nous ne pouvions pas alors l'abandonner à cause du désaccord de Zinoviev et de Kamenev. Le soulèvement était (objectivement) nécessaire. Les camarades Zinoviev et Kamenev se mirent à

faire de l'agitation contre le soulèvement et nous les avons considérés comme des briseurs de grève. J'ai même adressé une lettre au comité central proposant de les exclure du parti.

J'ai publié un article violent à propos de l'intervention de Kamenev au CEC. Je n'aurais pas voulu (maintenant, après la victoire) avoir une attitude sévère à leur égard. J'ai suivi avec bienveillance les conversations de Kamenev au CEC sur l'accord, car sur le plan des principes nous n'y sommes pas opposés.

Lorsque les S-R cependant ont refusé de participer au pouvoir, j'ai compris qu'ils agissaient ainsi après le déclenchement de la contre-offensive armée de Kerenski. À Moscou (pour la prise du pouvoir à Moscou), les choses traînaient. Nos droitières sombrèrent alors dans le pessimisme : Moscou ne peut pas prendre le pouvoir, et alors naquit chez eux l'idée de la coalition avec les autres partis socialistes.

(1) Extraits du procès-verbal des débats du Comité de Petrograd du 1^{er} novembre 1917, in *Bulletin de l'Opposition*, n°7, novembre-décembre 1929, pp. 6-8. (supprimé du volume publié à Moscou en 1927).

(2) C'est-à-dire les *mejraiontsy* entrés dans le Parti bolchevique en août 1917.

Le problème de l'insurrection est nouveau, il exige d'autres forces et d'autres qualités. À Moscou, par exemple, les junkers ont parfois fait preuve de férocité, ils ont fusillé des soldats prisonniers, etc. Les junkers – ces fils de la bourgeoisie – ont compris que le pouvoir du peuple marquait la fin du pouvoir de la bourgeoisie, car, dès la Conférence démocratique, nous avons insisté sur toute une série de mesures comme la nationalisation des banques, etc.

Les bolcheviks, au contraire, ont souvent été trop débonnaires. Si la bourgeoisie était victorieuse, elle agirait comme en 1848 et en 1871. Qui a pensé que nous ne nous heurterions pas au sabotage de la bourgeoisie ? C'était clair aux yeux mêmes d'un nouveau-né. Nous devons employer la force, arrêter les directeurs de banque, etc. Même leur arrestation temporaire a déjà donné de bons, de très bons résultats. Cela ne m'étonne guère. Je sais à quel point ils sont personnellement peu aptes à se battre ; l'essentiel pour eux, c'est de garder leurs petites places bien chaudes. À Paris, on a guillotiné, et nous, nous nous contentons de priver de leurs cartes d'alimentation ceux qui ne la reçoivent pas des syndicats. Nous faisons là notre devoir. Et voilà qu'au moment où nous sommes au pouvoir, c'est la scission. Zinoviev et Kamenev disent que nous ne prendrons pas le pouvoir (dans tout le pays). Je ne suis pas capable d'entendre cela en gardant mon sang-froid. Je considère une pareille déclaration comme une trahison. Que veulent-ils ? Que commence une rixe (spontanée). Seul le prolétariat peut guider le pays... Et la coalition ?

Je ne peux même pas parler de cela sérieusement. Trotsky a dit il y a longtemps que l'unification était impossible. Trotsky a compris cela et depuis il n'y a pas eu de meilleur bolchevik.

Zinoviev dit que nous ne sommes pas le pouvoir soviétique, nous ne sommes que les bolcheviks ; les S-R et les mencheviks sont partis, etc. Mais ce n'est pas notre faute ! Nous avons été élus par le congrès des soviets. C'est une organisation nouvelle. Y entre ceux qui veulent se battre. Ce n'est pas le peuple, mais une avant-garde que suivent les masses. Nous mar-

chons avec les masses. Avec les masses actives et non avec les masses fatiguées. Refuser de développer l'insurrection (cela signifie céder) aux masses fatiguées, mais nous sommes avec l'avant-garde. Les soviets se définissent (dans la lutte). Les soviets sont l'avant-garde des masses prolétariennes. Et on nous invite maintenant à nous unir à la Douma principale. C'est absurde !

S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission ! S'ils ont la majorité, prenez donc le pouvoir au comité exécutif central des soviets et agissez, nous, nous irons vers les marins !

Nous sommes au pouvoir. Passer maintenant chez les gens de *Novaia Jizn* (3), mais qui en est capable ? Ce sont des mollusques sans principes : tantôt avec nous, tantôt avec les mencheviks. Ils disent que nous ne garderons pas le pouvoir, etc. Mais nous ne sommes pas seuls. L'Europe entière est devant nous. Nous devons commencer, maintenant seule la révolution socialiste est possible. Toutes ces hésitations, des doutes (la volonté de conciliation) sont absurdes. Lorsque j'ai déclaré (dans une réunion populaire) : nous allons lutter contre les saboteurs en instaurant la carte de pain, les visages des soldats se sont illuminés. Les droitiers affirment que les soldats sont incapables de se battre. Mais les orateurs qui parlent aux masses n'ont jamais vu un tel enthousiasme. Nous sommes les seuls à avoir tracé un plan de travail révolutionnaire. Nous sommes les seuls capables de combattre... Et les mencheviks ? Ils ne nous suivront pas (). Quand on nous dit (le Vikjel, les saboteurs, etc.) que nous « n'avons pas le pouvoir » il faut arrêter ces gens-là, et nous les arrêterons. On peut parler après cela des horreurs de la dictature du prolétariat. Arrêter les gens du Vikjel, je comprends cela. Qu'ils braillent sur les arrestations. Un délégué de Tver au congrès des soviets a dit : « Arrêtez-les tous ! », je comprends cela. Il comprenait, lui, ce que c'est que la dictature du prolétariat. Notre slogan : « Pas d'accords, c'est-à-dire vive le gouvernement bolchevique homogène ! » ■

(3) Journal de Gorki hostile à la révolution d'Octobre.

Schlichter

Un commissaire du peuple ⁽¹⁾

[Le 4 novembre 1917, Milioutine démissionna de ses fonctions de commissaire à l'Agriculture et du comité central, en même temps que les autres droitiers partisans d'un gouvernement de coalition avec tous les partis socialistes démissionnaient de leurs responsabilités dans le parti et dans le gouvernement. Schlichter fut appelé à remplacer Milioutine au commissariat du peuple à l'Agriculture. Après sa réception par Lénine à Smolny, une secrétaire du Sovnarkom, qui avait assuré l'intérim de Milioutine, lui transmit les pouvoirs.]

« Voilà votre bureau, me dit-elle, en m'amenant à l'une des armoires qui décoraient le mur. Elle l'ouvrit et ajouta : « Voici des exemplaires imprimés de l'adresse aux paysans avec quelques indications sur leur utilisation ; c'est tout le matériel que nous avons pour le moment et que nous distribuons à chaque paysan qui vient nous voir. Et là – reprit-elle en me montrant une autre étagère – se trouvent les demandes par lettres ou télégrammes envoyées de diverses localités et les déclarations des délégués paysans.

– C'est tout ? demandai-je.
– C'est tout.

– Et où pourrai-je travailler ? Il me faudrait au moins une petite table et une ou deux chaises, dis-je, soucieux de l'équipement de mon bureau et regardant avec quelque inquiétude le mobilier qui m'entourait.

Mon inquiétude était justifiée : ce problème n'était pas facile à résoudre à Smolny à cette époque : tout existait en image !

– Il n'y a pas de bureau spécial pour le commissariat à l'Agriculture ; il va falloir que vous travailliez provisoirement ici dans la chancellerie générale. Et la table ? se demanda, l'air pensif, celle qui était chargée de construire mon coin de travail... Prenez donc cette petite table qui était prévue en cas de nécessité pour les visiteurs de Vladimir Ilitch et nous réussirons bien à trouver des chaises quelque part. »

J'avais donc avec moi et devant moi tout l'équipement de mon bureau : mon « cabinet » de commissaire à l'Agriculture était prêt à fonctionner. ■

(1) « Souvenirs de la révolution d'octobre », in *Proletarskaïa Revoloutsia*, n° 8, 1922, p. 172.



BIOGRAPHIES

DE MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES



Chatskine Lazar (1902-1937)

Adhère au Parti bolchevique en mai 1917 à l'âge de 15 ans et devient vite l'un des animateurs du mouvement de jeunesse constitué par les bolcheviks. En 1918 il soutient les « *communistes de gauche* » hostiles à la signature de la paix de Brest-Litovsk ; il est élu au comité central des Komsomols (Jeunes communistes), dont il devient le premier secrétaire de 1919 (à l'âge de 17 ans !) à 1922 en étant, en même temps, membre du présidium de l'Internationale communiste de la jeunesse (KIM). Il est nommé en août 1920 membre du comité exécutif de l'Internationale communiste et du comité de rédaction de sa revue. Au printemps 1923, lors de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, il est envoyé en Allemagne pour y organiser l'action antimilitariste, puis, en octobre, pour prendre part à la préparation d'une insurrection finalement décommandée au dernier moment. Entre-temps, en juin 1923, le comité exécutif de l'Internationale communiste le nomme à son présidium.

À la XVI^e conférence du parti, en avril 1929, lui et Lominadzé proposent, pour préparer la collectivisation agricole, de favoriser la création d'une organisation des paysans pauvres comme en 1918 et dénoncent l'admission – officiellement proclamée – des koulaks dans les kolkhozes. Staline fait condamner cette initiative personnelle par le bureau politique. Il exige l'autocritique des deux hommes qui cèdent, puis sont démis de leurs fonctions. Deux mois plus tard, Chatskine publie dans la *Komsomolskaia Pravda* du 18 juin un article virulent intitulé : « *À bas l'esprit bourgeois dans le parti* ». Staline fulmine : « *C'est un défi direct au comité central.* » Il fait condamner cet article par le bureau politique et déclenche une vigoureuse purge dans l'appareil des komsomols.

Chatskine, en 1930, fait partie du groupe d'opposition clandestin dit Syrtsov-Lominadzé dont l'existence est révélée par un provocateur infiltré dans leurs rangs.

Chatskine, arrêté en février 1935 est accusé d'appartenir au prétendu « *centre*

trotsko-zinovieviste unifié », dont les seize accusés qui ont avoué les crimes imaginaires qui leur sont imputés, seront condamnés à mort à la fin du premier procès de Moscou d'août 1936. Chatskine, malgré les tortures et la menace répétée d'exiler sa mère et sa sœur à Kolyma, n'avoue rien. Il dénonce, dans une lettre à Staline du 22 octobre 1936, le traitement auquel le soumet l'enquêteur du NKVD, qui lui a déclaré : « *Nous vous forcerons à avouer que vous êtes un terroriste et vous le réfuterez dans l'autre monde* » et lui a présenté un procès-verbal de ses aveux prétendus et imaginaires tapé à la machine en lui déclarant : « *Ou vous signez ou on vous fusille sans jugement.* » Chatskine ne cède pas. Il ne peut donc figurer non plus dans le second procès de Moscou de janvier 1937. Il est envoyé au goulag où il est bientôt fusillé.

Boris Kamkov (1885-1938)

D'abord membre de l'Organisation de combat des Socialistes-Révolutionnaires (organisation chargée de commettre les attentats contre les dignitaires du régime), arrêté en 1904, exilé en 1905 dans la région de Touroukhansk, il s'enfuit en 1907 et émigre. Il revient en Russie en 1917, devient vite, avec Vladimir Kareline, l'un des animateurs de l'aile gauche des Socialistes-Révolutionnaires qui considère que la guerre est toujours une guerre impérialiste et qui participe à la totalité du II^e Congrès des soviets. Lors du congrès de fondation du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche (19-28 novembre 1917), il défend l'idée d'un bloc avec les bolcheviks. Lors des négociations de Brest-Litovsk, après avoir un moment, lors du III^e Congrès des soviets (10-18 janvier 1918), combattu l'idée de poursuivre la guerre, il prône la poursuite de la guerre au IV^e Congrès (14-16 mars 1918) ; au V^e Congrès des soviets (4-10



Boris Kamkov
(1885-1938). D.R.

juillet), il présente un contre-rapport après le rapport de Lénine. Il y déclare que la politique du Conseil des commissaires du peuple est « *pernicieuse et mortelle pour la révolution mondiale* »... Après l'attentat contre l'ambassadeur allemand Mirbach et le soulèvement raté des S-R de gauche à Moscou, il entre dans la clandestinité. Il est arrêté à Moscou en janvier 1920, libéré en mai, arrêté à nouveau en février 1921, exilé en 1923 à Tcheliabinsk, puis emprisonné deux ans pour appartenance imaginaire à un tout aussi imaginaire « *Parti de la paysannerie travailleuse* ». Exilé en 1933 à Arkhangelsk, il est arrêté en février 1937 ; il intervient comme témoin lors du 3^e procès de Moscou en mars 1938. Puis le 29 août, le collège militaire de la Cour suprême le condamne à mort et il est fusillé le jour même.

Vladimir Kareline (1891-1938)

Fils d'une famille noble, juriste de formation, il adhère au Parti socialiste-révolutionnaire en 1907. Il développe d'abord jusqu'à la guerre une grande activité de journaliste. Affirmant une position internationaliste face à la guerre, il est arrêté en 1916 et exilé en Sibérie. Libéré par la révolution de février, il anime le Parti socialiste-révolutionnaire à Kharkov. Il rejoint vite son aile gauche dirigée par Maria Spiridonova, Kamkov, Natanson. Il est l'un des sept S-R de gauche qui entrent dans le Conseil des commissaires du peuple en décembre 1917 ; il s'y oppose systématiquement à la politique répressive. Élu membre de l'Assemblée constituante dont il tente d'empêcher la dissolution, désigné comme membre de la délégation soviétique à Brest-Litovsk le 14 janvier, il en revient opposant résolu à la signature de la paix. Il est, avec Kamkov et Prochian, l'un de ceux qui définissent la politique des S-R de gauche. Il se prononce au comité exécutif des soviets contre la création des comités de paysans pauvres et contre la politique de réquisition des produits alimentaires. Le comité central des S-R de gauche le désigne comme l'un des quatre membres chargés d'élaborer la politique et les slogans du parti. Après le soulèvement

des S-R de gauche des 6-7 juillet, il passe dans l'illégalité, part en décembre 1918, à Kharkov où il est arrêté en février 1919, emmené à Moscou, libéré en octobre. À partir de cette date, il travaille comme consultant juridique dans différents organismes soviétiques, mais bien évidemment, comme tous les acteurs de la révolution ou presque, il est emporté par le tsunami répressif de Staline. Arrêté le 26 septembre 1937, il est condamné à mort par le collège militaire de la Cour suprême le 22 septembre 1938 et fusillé le jour même.

Jacob Drobnis (1890-1937)



Drobnis (debout au 2^e rang derrière Trotsky et à sa gauche), photographié avec d'autres représentants de l'Opposition de gauche en 1927. D.R.

Né dans une famille juive très pauvre d'ouvriers cordonniers, milieu qui, écrit-il dans son autobiographie, « *se distinguait par l'ignorance, l'ivrognerie et la débauche* », il adhère au POSDR en 1906, est arrêté pour cette raison en janvier 1908 et condamné à cinq ans de prison pour mineurs. Pendant la guerre, il milite dans le cercle clandestin du Parti bolchevique à Poltava. Il prend part à la révolution et en 1918, participe à la fondation du Parti communiste d'Ukraine, appartient à son comité central et organise des détachements de partisans communistes contre les troupes nationalistes de Petlioura, puis contre l'armée blanche de Denikine. Arrêté par les petliouristes, il est fusillé...

mais survit par miracle. Au printemps 1919, il adhère à l'Opposition dite du Centralisme démocratique animée par Sapronov, Ossinski et Vladimir Smirnov.

En 1923 il est signataire de la lettre dite des 46 qui donne naissance à l'Opposition de gauche, puis, en 1926, appartient à l'Opposition unifiée de Trotsky, Zinoviev et Kamenev. Le XV^e Congrès du Parti communiste (décembre 1927) l'inscrit sur la liste des 75 trotskystes exclus du parti. En janvier 1929 le Guépéou l'arrête et le déporte en Sibérie. En juin, il se rallie à Staline, en même temps que Serebriakov, et reste en Sibérie comme directeur d'usine. Il fait partie comme Iouri Piatakov, opposant rallié à Staline, de ces opposants qui, persuadés que la révolution mondiale s'est éloignée pour longtemps, choisissent de participer à la création de l'industrie soviétique et s'y engagent avec ferveur. En novembre 1936 il est l'un des neuf accusés « trotskystes » du procès organisé à Novossibirsk pour sabotage et terrorisme, présentés comme agents de Piatakov, jusqu'alors vice-commissaire à l'Industrie. Piatakov et Drobnis font partie des dix-sept accusés du deuxième procès de Moscou en janvier 1937, sont condamnés à mort et aussitôt fusillés.

Ivar Smilga (1892-1937)

Fils d'une famille de propriétaires terriens cultivés, il adhère au POSDR en janvier 1907 pendant qu'il est étudiant au collège. Quelques mois plus tôt, son père, entraîné dans la vague de la révolution, avait accepté le poste de président du comité administratif révolutionnaire de son district, avait été arrêté et fusillé. Arrêté lui-même en juillet 1911, il est exilé trois ans dans la province de Vologda. Peu après la déclaration de guerre, il entre au comité de Petersbourg du Parti bolchevique. Arrêté en mai 1915, il est exilé en Sibérie dans la région du fleuve Iénisseï. La révolution de février le libère. A la conférence d'avril 1917, il est élu au comité central du Parti bolchevique où il restera jusqu'en 1920. En septembre il est élu président du comité régional des

soviets russes de Finlande qui prend position en faveur de l'insurrection. Il assure à Lénine que les marins de la flotte de la Baltique et de l'Armée de Finlande sont prêts à la soutenir.

Lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, il soutient sans faillir la position de Lénine : signer la paix. Au VII^e Congrès du Parti bolchevique en avril 1918 il déclare : « *Vu la situation de la Russie soviétique, la guerre ne sera pas une guerre révolutionnaire, soulevant le mouvement ouvrier international, mais une guerre d'extermination du prolétariat russe aux dépens de la révolution internationale.* »

Pendant la guerre civile il occupe divers postes de commandements et s'oppose souvent à Trotsky. Lorsque le bureau politique réorganise le Conseil révolutionnaire de la guerre pour y affaiblir la position de Trotsky en conflit avec le nouveau chef d'état-major Serge Kamenev (aucun rapport avec le Kamenev membre du bureau politique), Smilga est l'un des nouveaux entrants. Proche à cette époque de Staline, il rompt avec lui après la guerre contre la Pologne (mai-août 1920) et l'indiscipline de Staline qui est l'une des causes de la défaite de l'Armée rouge.

Il se consacre dès lors principalement à l'activité économique comme vice-président du Gosplan (commission du plan d'État), puis comme secrétaire du Conseil économique supérieur de l'URSS. Partisan alors de Zinoviev, il appartient à l'Opposition unifiée de Trotsky-Zinoviev-Kamenev formée en 1926. Il est l'un des organisateurs de la manifestation de l'Opposition le 7 novembre 1927 à

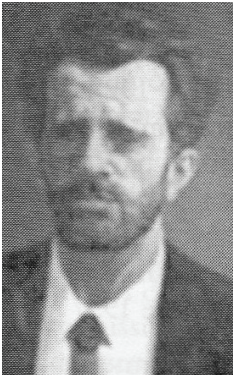
Moscou et il est, pour cette raison, exclu du comité central où il avait été réélu en 1925. Au lendemain du congrès, les zinovievistes rompent avec l'Opposition pour rester dans le Parti communiste. Smilga, lui, y reste. En 1928 il est exilé à Khabarovsk, non



Ivar Smilga
(1892-1937). D.R.

loin de Vladivostok. En juillet 1929, il se rallie à Staline avec Radek et Preobrajensky. Il est arrêté en 1932, accusé d'appartenir à un groupe d'opposition clandestin. Le NKVD ne parvient pas à lui extorquer le moindre aveu, bien au contraire puisque, selon Molotov, Smilga lance un jour à la face de son enquêteur : « *Je suis votre ennemi !* ». Le 10 janvier 1937 le collège militaire de la Cour suprême l'accuse, selon le rituel, d'appartenir à une organisation terroriste et le condamne à mort. Il est fusillé le jour même.

Fiodor Dingelstedt (1897-1938)



Fiodor Dingelstedt
(1897-1938). D.R.

Fils d'un universitaire d'origine germanique, étudiant en sociologie, il adhère au POSDR en 1910 et se rallie à sa fraction bolchevique en 1912, peu après sa formation. Pendant l'été 1917, il est chargé d'organiser le Parti bolchevique dans la ville de Perm, aux abords de l'Oural,

et en particulier à l'usine métallurgique de Motovilikha qui emploie plus de 7 000 ouvriers. À la mi-septembre, il arrive à Petrograd, où le comité du Parti bolchevique le désigne comme l'un de ses « *agitateurs* » chargé de l'agitation et de la propagande bolcheviques dans les usines et les casernes de la capitale. Il intervient dans les dépôts de cheminots, aux usines Oboukhov, Poutilov, à la Cartoucherie, à l'usine de tuyauterie, à la poudrerie, à l'usine Erikson à Vyborg. Il tient en quelques semaines des dizaines de meetings.

Lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, il se range du côté des « communistes de gauche » hostiles à la signature et favorables au déclenchement de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme allemand. Mais le VII^e Congrès le fait changer d'avis ; évoquant la séance du matin du 8 mars, il écrit dans ses souvenirs : « *La justesse des idées de Lénine apparut avec une clarté stupéfiante (...). Le parti était au bord d'une scission qui aurait été catastrophique.* » Et il rapporte la conclusion du discours de Lénine qui manque curieusement dans le rapport sténographique du congrès.

Il est commissaire politique pendant la guerre civile. La paix revenue, il se consacre à l'économie et écrit un ouvrage sur « *La question agraire aux Indes* », appartient à l'Opposition de gauche en 1923, puis à l'Opposition unifiée. Exclu du Parti communiste lors du XV^e Congrès, il est déporté en 1928. Il est l'un des organisateurs de la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta et il fait partie de la liste des 351 fusillés, en mars 1938, sur ordre du chef du camp de Vorkouta, Kachketine, aux côtés de la sœur de Zinoviev, Radomylskaia, du secrétaire de Trotsky, Poznanski, atrocement torturé au préalable pour tenter de lui extorquer une déposition contre Trotsky, qu'il refuse de faire, de Benjamin Kossior, opposant depuis 1923, frère de Stanislas Kossior, membre du bureau politique du Parti communiste, que Staline liquidera sans procès l'année suivante. ■

Le numéro 57 (janvier-mars 2013) des Cahiers du mouvement ouvrier a publié les souvenirs de Dingelstedt sur cette période.

Les premiers décrets et lois de la révolution russe (octobre 1917- mars 1918)

**Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publieront dans
le numéro 77 la suite des décrets jusqu'en janvier 1919**



Décret de socialisation des terres adopté par le congrès des députés ouvriers, soldats et paysans dans sa séance de nuit du 26 octobre (8 novembre) 1917

1. Les droits sur la grosse propriété foncière sont annulés sans rachat.

2. Les grosses propriétés foncières, ainsi que toutes les terres des apanages, des monastères, des églises, avec tout le bétail et le matériel agricole, les biens immobiliers et tous leurs accessoires sont transmis à la disposition des comités agraires cantonaux et du soviet de district, jusqu'à l'Assemblée constituante.

3. Les dégâts quels qu'ils soient, causés aux propriétés appartenant dès maintenant à tout le peuple, sont considérés comme crimes graves ressortissant du tribunal révolutionnaire. Les soviets de districts prendront toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre le plus complet lors de la confiscation des propriétés foncières, pour déterminer quelle superficie et quelles parcelles doivent être confisquées et pour garder contre toute atteinte la terre passée au peuple, avec toutes les constructions, le matériel, le bétail, les réserves de produits.

Pour la réalisation des grandes réformes agraires, on se guidera partout jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée constituante sur les « instructions » suivantes, établies sur la base des « instructions » adoptées par 262 sociétés locales de paysans, par le soviet pauvre des députés paysans et publiées dans le n° 88 des *Izvestia* (19 août 1917).

4. Les terres des simples soldats et paysans cosaques ne sont pas soumises à la confiscation.

Instructions publiées par les *Izvestia* du soviet des députés paysans du 19 août (1^{er} septembre) 1917, auxquelles renvoie le décret précédent

La question agraire, dans tout son ensemble, ne peut être résolue que par l'Assemblée constituante. La solution la plus équitable de la question agraire doit être la suivante :

1. Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour toujours. La terre ne peut être ni achetée, ni vendue, ni donnée en location ou en gage, ni expropriée par quelque moyen que ce soit. Toutes les terres : seigneuriales, d'apanage, du cabinet de l'empereur, des monastères, des églises, des majorats (1), communales, paysannes et autres, sont confisquées sans rachat, deviennent propriétés nationales et passent à la disposition des travailleurs qui les cultivent.

Ceux qui subiront un préjudice du fait de la transformation sociale du droit de propriété n'auront le droit d'être secourus par la nation que durant le laps de temps nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

2. Toutes les richesses du sous-sol : mines, naphte, charbon, sel, etc., ainsi que les bois et les eaux ayant une importance nationale passent exclusivement à l'État. Tous les petits cours d'eau, les lacs et les bois passent aux communes, à la condition d'être gérées par les organes locaux d'administration.

(1) Bien attaché à un titre de noblesse et transmis avec le titre à l'héritier du titulaire.

3. Les terrains parcellaires scientifiquement cultivés : jardins, plantations, pépinières, serres et autres, restent indivis, mais sont transformés en exploitations agricoles modèles et passent exclusivement à l'État ou aux communes, suivant leur superficie et leur importance.

Les constructions, les terres municipales et les villages avec leurs jardins particuliers potagers restent à leurs propriétaires actuels ; toutefois, les dimensions de ces parcelles et l'importance de l'impôt pour leur jouissance seront fixées législativement.

4. Les haras, les établissements gouvernementaux et privés d'élevage, d'aviculture et autres sont confisqués, deviennent propriété nationale et sont transmis soit à l'État, soit aux communes suivant leur dimension et leur importance.

Les questions de rachat sont de la compétence de l'Assemblée constituante.

5. Tous les biens, matériel agricole et bétail des terres confisquées passent gratuitement à l'État ou aux communes suivant leur superficie ou leur importance.

La confiscation du matériel agricole et du bétail ne s'étend pas aux petites propriétés des paysans.

6. Le droit de jouissance de la terre est accordée à tous les citoyens sans distinction de sexe qui désirent travailler la terre eux-mêmes avec leur propre famille ou en association et seulement tant qu'ils ont la force de travailler. Le travail salarié est interdit.

En cas d'incapacité de travail de l'un des membres de la société agricole pendant une durée de deux ans, la société agricole est tenue, jusqu'au rétablissement de la capacité de travail dudit membre, de le secourir en travaillant sa terre.

Les travailleurs devenus vieux ou invalides et qui ont perdu pour toujours la possibilité de travailler eux-mêmes la terre perdent leur droit de jouissance sur elle et reçoivent en échange une pension de l'État.

7. La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs suivant les conditions locales et les formes de travail ou les besoins. Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres : par maison, par métairie, par commune, par

artels (2), comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

8. Toute la terre, après confiscation, est transmise à un fonds agraire populaire. Sa répartition entre les travailleurs est assurée par les administrations locales et centrales, depuis les organisations démocratiques, à l'exception des sociétés urbaines et rurales coopératives, jusqu'aux institutions centrales de province.

Le fonds agraire est soumis périodiquement à de nouvelles répartitions suivant les augmentations de population, l'élévation de la productivité et le perfectionnement de l'agriculture.

En cas de modification des limites de lot, le centre du lot reste inviolable.

Les terres des membres radiés retournent au fonds agraire ; toutefois, les proches parents des membres radiés ou les personnes indiquées par elles ont un droit de préférence sur ces terres.

Lors de la remise des lots au fonds agraire, les sommes dépensées pour l'engrais ou pour l'enrichissement des terres non utilisées doivent être remboursées.

Si, en certaines localités, le fonds agraire est insuffisant pour donner satisfaction à la population locale, l'excédent de population doit être déplacé.

L'organisation du transfert, ainsi que les dépenses et fourniture de matériel agricole et de bétail à la population sont au compte de l'État.

Le transfert d'effectue dans l'ordre suivant : les paysans sans terre qui en auront manifesté le désir, ensuite les membres tarés (3) de la commune, puis les déserteurs et autres, et, enfin, au sort ou à la suite d'un accord.

Tout ce qui est contenu dans ces instructions, étant l'expression de la volonté indiscutable de la majorité des paysans conscients de toute la Russie, est déclaré loi provisoire jusqu'à l'Assemblée constituante, entre en vigueur autant que possible immédiatement, et, pour certaines parties, progressivement, sous la direction des soviets de district des députés paysans. ■

(2) Coopérative de production ou d'exploitation (forêts, mine), propriétaire de ses moyens de production.

(3) En russe le mot utilisé signifie au choix : dépravé, vicieux ou taré.

Questions ouvrières

Travail

Décret du 29 octobre - 19 novembre 1917 sur la durée du travail, la limite d'âge et le travail des femmes

(*Izvestia*, 31 octobre 1917, n° 212)

1. La présente loi s'applique à toutes les entreprises et exploitations, quels que soient leur importance et leurs propriétaires, et à toutes les personnes qui y sont employées.

2. Par temps de travail ou nombre d'heures de travail, il faut entendre le temps durant lequel, conformément au contrat d'embauchage, l'ouvrier doit être présent à l'usine ou sur le chantier, à la disposition du directeur de l'entreprise, pour l'exécution du travail.

Remarque I : Dans le travail souterrain, le temps employé à la descente et à la montée est considéré comme temps de travail.

Remarque II : Pour les travaux à exécuter au dehors, le temps de travail est déterminé par un accord particulier avec les ouvriers employés.

3. Le temps de travail défini par les règlements d'ordre intérieur des entreprises ne doit pas dépasser 8 heures par jour et 48 heures par semaine, y compris le temps employé à l'entretien des machines et à la mise en ordre des locaux.

Les veilles de Noël (24 décembre) et de la Pentecôte, le travail se termine à midi.

4. Six heures au maximum après le commencement du travail, celui-ci doit

être interrompu pour permettre à l'ouvrier de se reposer et de prendre sa nourriture. La durée de l'interruption ne doit pas être inférieure à une heure.

L'horaire de la suspension du travail est fixé par les règlements d'ordre intérieur de l'entreprise. Pendant cette suspension, l'ouvrier dispose de son temps à sa fantaisie et il est libre de sortir de l'usine.

Pendant la durée de la suspension, les machines et transmissions doivent être arrêtées ; il n'en est autrement que : 1. en cas de travail supplémentaire et 2. pour les machines et transmissions employées à la ventilation, au service des eaux, à l'éclairage, etc. De plus, la suspension de travail n'a pas lieu dans le cas où un arrêt se trouve techniquement impraticable (par exemple, coulée de métal, etc.).

Remarque I : Les entreprises reconnues par ordre législatif ou par la chambre supérieure de travail comme étant à marche continue, et dans lesquelles le travail est assuré par trois équipes successives, ne sont pas astreintes à la suspension, mais doivent en revanche autoriser les ouvriers à prendre sur place leur nourriture.

Remarque II : Si l'ouvrier, du fait des conditions de son travail, ne peut pas sortir de l'usine pour prendre sa nourriture, un local spécial lui est réservé dans ce but. La mise à disposition d'un local spécial pour la prise des repas est obligatoire pour les ouvriers qui sont en contact pendant le travail avec des matières premières reconnues, par décision du Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant), nuisibles pour la santé (plomb, mercure, etc.).

5. La durée totale de toutes les suspensions ne doit pas être supérieure à 2 heures par 24 heures.

6. Est considéré comme travail de nuit celui qui est fourni entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

7. Les femmes et les jeunes gens âgés de moins de 16 ans ne doivent pas être employés au travail de nuit.

8. Dans les entreprises qui emploient deux équipes successives, la période de temps comprise entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est également considérée comme travail de nuit, mais en ce cas la durée des suspensions prévues par l'article 4 peut être réduite d'une demi-heure pour chaque équipe.

9. Dans le cas où, soit pour se conformer au désir des ouvriers (par exemple, dans les briqueteries), soit par suite de conditions climatiques particulières, il serait souhaitable d'augmenter la durée de la suspension, pendant le jour, du travail, des dérogations aux articles 4-6 et 8 de la présente loi pourraient être accordées par le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant).

10. Le travail des jeunes gens âgés de moins de 18 ans est régi par les règles suivantes sous la réserve de l'article 7 ci-dessus : a) il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 14 ans ; b) pour les jeunes gens âgés de moins de 18 ans, la durée maximale du travail ne doit pas dépasser 6 heures par jour.

Remarque : À partir du 1^{er} janvier 1919, il est interdit d'embaucher des enfants de moins de 15 ans et, à partir du 1^{er} janvier 1920, des jeunes gens au-dessous de 20 ans.

11. À la liste des jours fériés obligatoires il faut ajouter tous les dimanches, ainsi que les jours suivants : 1^{er} et 6 janvier, 27 février, 26 mars, 1^{er} mai, 15 août, 14 septembre, 25 et 26 décembre, le vendredi et le samedi de la Semaine Sainte, le lundi et le mardi de Pâques, le jour de l'Ascension et le lundi de la Pentecôte.

Remarque I : Pour les ouvriers non chrétiens, les dimanches peuvent être remplacés par d'autres jours fériés, ils sont obligatoires pour eux dans la limite de la règle édictée à la remarque suivante.

Remarque II : Sur le désir exprimé

par la majorité des ouvriers, les jours fériés suivants : 1^{er} et 6 janvier, 15 août, 14 septembre, 26 décembre, le samedi de la Semaine Sainte et le lundi de Pâques peuvent être remplacés par d'autres jours dans l'ensemble de l'entreprise ou dans l'un de ses services.

12. Lorsque l'entreprise ne travaille que le jour avec une seule équipe, la durée minimale de repos de chaque ouvrier pour les dimanches et jours fériés est de 42 heures. S'il y a deux ou trois équipes, cette durée est déterminée par un accord avec les organisations ouvrières.

13. Le repos des jours fériés énumérés ci-dessus à l'article 11 est obligatoire et ne peut être remplacé par un autre jour de repos. Mais en cas d'accord à ce sujet entre le directeur et ses ouvriers, un semblable accord, s'il est réalisé, doit être immédiatement porté à la connaissance des fonctionnaires chargés de l'application du présent règlement.

14. Le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant) a le droit d'édicter des règlements admettant, en cas de nécessité, des dérogations aux règles fixées dans les articles 3, 5, et 8 pour les entreprises dont l'exploitation, liée à des intérêts généraux, nécessite un travail de nuit ou doit se poursuivre avec une intensité inégale suivant la saison (par exemple, éclairage et service des eaux dans les villes).

15. Dans les exploitations insalubres où les ouvriers se trouvent dans des conditions particulièrement malsaines ou bien courent des risques d'empoisonnement professionnel (ateliers à température très élevée, fabriques de mercure ou de céruse, etc.), la durée de travail fixée aux articles 3, 6 et 8 doit être réduite. La liste de ces industries, avec l'indication de la durée maximale et des autres conditions de travail pour chacune d'elles, est dressée par le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant).

16. Dans les travaux souterrains, il est interdit d'employer les femmes et les adolescents des deux sexes âgés de moins de 18 ans.

17. Il peut être dérogé aux prescriptions des articles 3, 5, 8, 12 après accord avec les ouvriers et approbation avec les

organisations ouvrières en ce qui concerne les ouvriers employés à des travaux accessoires, comme par exemple : réparations courantes, entretien des chaudières, moteurs et transmissions, chauffage des usines, éclairage des locaux, gardiennage, postes d'incendie, et en général tous travaux sans l'exécution préalable desquels l'exploitation ne peut être mise en marche au moment voulu, et tous ceux qui ne peuvent être effectués qu'après l'arrêt du travail.

18. Les heures faites par l'ouvrier en dehors de l'horaire supplémentaire sont autorisées dans les conditions indiquées aux articles 19-22 de la présente loi et sont payées avec une majoration de 100 %.

19. Ni les femmes ni les jeunes gens au dessous de 18 ans ne doivent faire de travail supplémentaire. Les hommes au-dessus de 18 ans peuvent faire des heures supplémentaires avec l'autorisation des organisations ouvrières dans les cas suivants : a) lorsque le travail supplémentaire est indispensable pour terminer un travail qui, s'il était remis, entraînerait un danger ou la détérioration des matières premières et des machines (dans cette catégorie entrent les travaux de coulée, etc.) ; b) lorsque le travail supplémentaire est nécessité par la lutte contre un danger menaçant la vie ou la propriété des personnes, ou encore par la réparation de détériorations nuisant au fonctionnement régulier des services des eaux, de l'éclairage ou des communications publiques urgentes ; c) lorsqu'une réparation apparaît indispensable par suite d'avaries survenues aux chaudières, aux moteurs ou aux courroies, et en général en cas de détériorations imprévues de machines, d'appareils ou d'installations (bâtiments, digues, sondages, etc.) entraînant l'arrêt de toute l'usine ou de l'une de ses sections ; d) en cas d'exécution de travaux momentanés dans une des sections quelconques de l'usine lorsque, par suite d'incendies, d'accidents ou d'autres circonstances imprévues, la marche de telle

ou telle section de l'usine interrompue quelque temps ou a cessé complètement et que, de la bonne marche de cette section, dépend celle de l'usine entière.

20. En ce qui concerne les cas prévus au paragraphe d de l'article 19, une autorisation spéciale doit être obtenue du commissaire du travail ou de l'inspecteur du travail qui indique la durée de jour de ces travaux et le délai pendant lequel ils vont être effectués. Pour les cas prévus aux paragraphes b et c de l'article 19, il suffit d'une simple déclaration à l'inspecteur du travail.

21. Toutes les heures supplémentaires sont portées à part dans les livrets de paie des ouvriers avec indication du salaire qui leur a été affecté, en outre un compte complet et précis des heures supplémentaires de chaque ouvrier est tenu dans les livres comptables.

22. Le travail supplémentaire prévu aux articles 19-21 est autorisé pour une durée totale qui ne peut pas excéder 50 jours par an pour chaque section de l'usine où il a été fait des heures supplémentaires, même dans le cas où un seul ouvrier aurait travaillé en dehors des heures régulières.

23. Le total des heures supplémentaires de chaque ouvrier ne peut en aucun dépasser 4 heures durant deux fois 24 heures.

24. Dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, l'application des règles relatives aux heures supplémentaires (articles 19-23) et aux suspensions de travail (articles 4-6) pourra être suspendue jusqu'à la fin des hostilités après accord avec les ouvriers de l'entreprise et les organisations ouvrières.

25. La présente loi est promulguée télégraphiquement et entre en vigueur immédiatement. Sa violation entraîne une condamnation, qui peut aller jusqu'à un an de réclusion.

**Au nom de la République russe,
pour le commissaire du Travail :
J. Larine**

Lois fondamentales

Déclaration des droits des peuples de Russie du 2-15 novembre 1917

(La *Pravda*, 3-16 novembre 1917)

La révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans a commencé sous le drapeau commun de l'affranchissement.

Les paysans sont affranchis du joug des gros propriétaires, car il n'y a plus de propriété privée sur la terre – elle est supprimée.

Les soldats et les matelots sont affranchis du pouvoir des généraux autocrates ; les généraux, dorénavant, seront élus et amovibles. Les ouvriers sont affranchis des caprices et de l'arbitraire des capitalistes, car, à partir d'aujourd'hui, un contrôle sera établi par les ouvriers sur les usines et les fabriques.

Il ne reste que les peuples de Russie, qui ont patienté et patientent sous le joug et l'arbitraire, et qu'il faut s'occuper immédiatement d'affranchir et de libérer.

A l'époque du tsarisme, les peuples de Russie étaient excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : massacres et pogroms d'un côté, esclavage des peuples de l'autre.

Il ne peut pas y avoir de retour vers cette politique honteuse. Aujourd'hui, elle doit être remplacée par une politique volontaire et honnête d'union des peuples de Russie.

A l'époque de l'impérialisme, après la révolution de Février, quand le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie cadette, la politique d'excitation fut remplacée par une lâche politique de méfiance envers les peuples de Russie, politique de chicaneries et de provocations se couvrant des mots de « liberté » et « d'égalité » des peuples. Les résultats de cette politique sont connus : augmentation de l'antago-

nisme entre les nationalités, manque de confiance mutuelle.

A cette politique indigne, de mensonges et de méfiance, de chicaneries et de provocations, il doit être mis un terme. Elle doit être remplacée aujourd'hui par une politique ouverte et honnête, conduisant à une confiance mutuelle complète des peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle confiance que peut se former l'union honnête et solide de tous les peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle union que peuvent se souder les ouvriers et paysans de Russie en une force révolutionnaire capable de se défendre contre tout attentat de la part de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

Partant de ce principe, le 1^{er} Congrès des conseils, au mois de juin de cette année, proclama le droit pour les peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes.

Exécutant la volonté de ces conseils, le Conseil des commissaires du peuple a résolu de se guider dans la question des nationalités sur les principes suivants :

- 1- Égalité et souveraineté des peuples de Russie.
- 2- Droit des peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation et constitution d'un Etat indépendant.
- 3- Suppression de tous privilèges et limitations, nationaux ou religieux.
- 4- Libre développement des minorités nationales et groupes ethnographiques habitant le territoire russe.
- 5- Des décrets seront préparés immédiatement après constitution d'une commission sur les nationalités.

Au nom de la République russe, le commissaire du peuple pour les Nationalités :

Ioussif Djougachvli Staline
Le président du Conseil
des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Décret sur l'abolition des classes et des titres

(La Pravda, 12-25 novembre 1917)

Article 1^{er} - Toutes les classes et divisions en classes, tous les privilèges et délimitations de classes, les organisations, les institutions des classes et tous les grades civils sont abolis.

Article 2 - Toutes les classes (nobles, marchands, petits bourgeois, paysans, etc.) et les titres (de prince, comte et autres) et les dénominations de grade civil (conseiller secret d'Etat et autres) sont abolis, et il est établi une appellation générale de citoyen de la République de Russie.

Article 3 - Les propriétés des institutions des classes de la noblesse doivent passer immédiatement aux institutions correspondantes des *zemstvos*.

Article 4 - Les propriétés des sociétés marchandes et bourgeoises doivent passer immédiatement aux autorités correspondantes des villes.

Article 5 - Toutes les institutions des classes, les affaires, la procédure et les archives doivent passer à l'administration des institutions correspondantes des villes et des *zemstvos*.

Article 6 - Toutes les lois existantes sur ce qui précède sont abolies.

Article 7 - Le présent décret entre en vigueur à partir du jour où il sera publié et sera appliqué par les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans.

Le décret présent a été confirmé par le comité central exécutif des conseils des députés ouvriers, soldats et paysans, dans la séance du 10 novembre 1917, et a été signé par :

**Le président du comité central :
Sverdlov**

**Le président du Conseil des
commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)**

**Le directeur des affaires du Conseil
des commissaires du peuple :
Bontch-Brouevitch**

**Le secrétaire du conseil :
N. Gorbounov**

Industrie

Nationalisation et confiscation

Nationalisation de la société électrique 1886
Décret du Conseil des commissaires du peuple
(Izvestia, 18 décembre 1917, n° 254)

Étant donné le refus de la direction de la société électrique 1886 de se soumettre au décret sur l'établissement du contrôle ouvrier, tous les biens de cette société sont déclarés propriété de la République russe. La gestion en est confiée au commissaire du peuple pour le Commerce et l'Industrie.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Confiscation des usines Poutilof, de la Société internationale des wagons-lits, de la Société du district minier Serguieïnsko-Oufalenski
(La Pravda, 29 décembre 1917, n° 225)

Le Conseil des commissaires du peuple a décidé de confisquer les usines Poutilof, en raison des dettes dont elles se trouvent obérées ; les ateliers automobiles de la Société internationale des wagons-lit, près de la Moskovskaia Zastava, en raison du refus de la direction de continuer le travail dans ses ateliers ; et tout l'actif de la Société anonyme du district minier Serguieïnsko-Oufalenski en raison du refus de la direction de se soumettre au décret sur l'établissement du contrôle ouvrier. L'organisation et la gestion de ces usines et ateliers sont confiées au commissaire du Commerce et de l'Industrie.

Confiscation des biens de la société du district minier de Neviansk
Décret du Conseil des commissaires du peuple
(Izvestia, 6 janvier 1918, n° 4)

Par suite du refus de la direction de l'usine de la Société anonyme du district minier de Neviansk de se soumettre au décret du Conseil des commissaires du peuple sur le rétablissement du contrôle ouvrier sur la production, le Conseil des commissaires du peuple a décrété la confiscation de tous les biens quels qu'ils soient du district minier de Neviansk, et de les déclarer propriété de la République russe.

Tout le personnel, employés et techniciens, doit rester à son poste et remplir son devoir.

Les personnes qui quitteront arbitrairement leur poste ou qui commettront des actes de sabotage seront jugées par le tribunal révolutionnaire.

Des règlements spéciaux du commissaire du peuple pour l'Industrie et le Commerce fixeront les conditions dans lesquelles la société sera gérée à Petrograd, ainsi que les conditions dans lesquelles la gestion de certaines usines, entreprises et industries sera temporairement remise aux conseils locaux des députés ouvriers et soldats, aux comités des usines et fabriques ou aux institutions du même ordre.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Les commissaires du peuple :
Chliapnikov, Staline

Assurance sociale

Communiqué du gouvernement sur l'assurance sociale du 9 octobre-11 novembre 1917

(La *Pravda*, 30 octobre-11 novembre 1917)

Le prolétariat de Russie a mis sur son drapeau l'assurance sociale complète des ouvriers salariés, de même que des pauvres des villes et des villages. Le gouvernement du tsar, des propriétaires et des capitalistes, de même que le gouvernement de coalition et de conciliation, n'ont pas réalisé les revendications des ouvriers à propos des assurances.

Le gouvernement des ouvriers et des paysans, s'appuyant sur les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans, annonce à la classe ouvrière de Russie et aux pauvres des villes et des villages qu'il va immédiatement préparer des décrets concernant l'assurance sociale complète basée sur les formules proposées par les ouvriers :

1. L'assurance pour tous les ouvriers salariés sans exception, ainsi que les pauvres des villes et des villages.

2. Étendre l'assurance à tous les genres de perte de capacité du travail, principalement aux cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse, de grossesse, de veuvage et de mort de parents, ainsi qu'au chômage.

3. Tous les frais des assurances à la charge des entrepreneurs.

4. Compensation, tout au moins de tout le salaire, en cas de perte de la capacité de travail ou de chômage.

5. Autonomie complète des assurés dans toutes les organisations d'assurance.

**Au nom du gouvernement
de la République de Russie,
1^{er} commissaire du peuple au
ministère du Travail :**
A. Chliapnikov

Décret sur l'assurance contre le chômage du 28 novembre-11 décembre 1917

(La *Pravda*, 29 novembre-12 décembre 1917, n° 194)

1. Le présent décret est mis en vigueur, sur toute l'étendue du territoire de la République russe et s'applique à toutes les personnes sans distinction de sexe, d'âge, de confession, de nationalité ni de race, qui sont employées par louage de services dans toutes les branches du travail, comme travail manufacturier, minier et métallurgique, transport, professions manuelles, constructions, commerce, agriculture, exploitation forestière, pêche, industrie ménagère, services personnels, professions libérales, etc.

Toutes les personnes employées par louage de service doivent être assurées en cas de chômage, indépendamment du caractère ou de la durée de travail et aussi de la nature de l'établissement qui les emploie, public ou privé.

2. Ce règlement n'est pas applicable aux personnes appartenant aux cadres des entreprises, comme les contremaîtres, administrateurs, ingénieurs, juristes, etc., ni aux personnes exerçant des professions libérales dans le cas où leur salaire régulier dépasse le triple du salaire moyen des ouvriers de leur résidence, salaire établi par les conseils locaux et régionaux des unions professionnelles.

3. Comme chômeur, le présent règlement considère tout individu apte au travail dont le principal moyen d'existence est le travail par louage de services, qui n'a pas la possibilité de trouver du travail au prix normal fixé par les unions professionnelles compétentes et qui est inscrit dans les Bourses du travail locales ou dans les unions professionnelles.

Remarque : les individus privés de leur travail en cas de lock-out sont considérés comme chômeurs.

4. On ne considère pas comme chômeurs au sens du présent règlement :

a. les personnes qui, bien que sans travail, conservent néanmoins leur salaire ;

b. les personnes qui sont privées de leur salaire par suite de grève, tant qu'elle se prolonge.

Remarque : les grèves provoquées par l'abaissement du salaire ou l'accroissement de la journée de travail ne privent pas les personnes assurées du droit de toucher des secours de la caisse de chômage.

5. Le fait et la durée du chômage sont constatés par les caisses de chômage et sont contrôlés par les Bourses du travail et les unions professionnelles locales.

6. Les fonds de secours aux chômeurs sont constitués par les versements effectués par les employeurs.

7. Ces fonds sont déposés par les employeurs dans les caisses de chômage et constituent le fonds commun des chômeurs de toute la Russie.

8. Le fonds des chômeurs de toute la Russie est placé, déposé et employé conformément aux règles établies par le conseil d'assurance.

9. La quotité des versements des employeurs au fonds de chômage est exprimée par un certain pourcentage du salaire et fixée uniformément pour toute la Russie par le conseil d'assurance au minimum de 3 %, conformément aux données fournies par le Conseil des unions professionnelles de toute la Russie.

Le minimum des versements des employeurs pour les ouvriers embauchés à la saison est fixé à 5 % du salaire.

Remarque : après établissement d'un impôt progressif unique sur la propriété, le revenu et les successions, le gouvernement pourra substituer aux versements des employeurs une partie de cet impôt.

10. Le comité de la caisse pourra décider que la quotité des versements, au lieu d'être exactement proportionnelle au salaire, sera déterminée arbitrairement pour chaque catégorie.

11. Les versements sont effectués par les employeurs à la caisse de chômage dans la semaine qui suit le paiement du salaire. Les versements non effectués dans le délai indiqué sont recouverts sur les employeurs sur l'ordre du commissaire du Travail, suivant la procédure établie pour

le recouvrement par l'autorité de justice des créances de l'État (*Recueil des lois*, tome XVI, deuxième partie). On infligera en outre à l'employeur, en faveur du fonds de chômage, une pénalité de 10 % par mois sur les versements arriérés, en comptant toute fraction de mois comme mois entier.

12. Les employeurs sont tenus :

a. de faire à la caisse, dans un délai de trois jours, la déclaration de tout embauchage ou licenciement ;

b. de fournir à la caisse, dans le délai d'une semaine à partir du jour de la paie, des renseignements détaillés dans les formes établies par le conseil d'assurance, sur les travaux effectués dans leurs entreprises, sur le montant du salaire payé à chaque personne en particulier et à chaque pays ;

c. de consigner régulièrement dans leurs livres les renseignements ci-dessus ;

d. de communiquer aux personnes déléguées à cet effet par les comités, pour la vérification de ces renseignements, les livres de caisse, les documents, notes, décomptes et livres voulus.

13. On considère comme salaire ou appointement, dans le sens du présent décret :

a. la somme gagnée dans le courant de l'année ou dans un autre intervalle de temps donné, sous forme d'appointements ou de salaire, y compris les heures supplémentaires (sans distinguer le mode de paiement : à la journée, à la quinzaine, aux pièces, etc.) ;

b. la valeur des allocations en nature correspondant au même laps de temps (logement, vivres, etc.) si ces allocations sont fournies par l'employeur ; en outre, la valeur des allocations de logement est déterminée à raison de 20 % à 30 % du salaire, celle des vivres, etc., à leur valeur effective, la valeur de l'allocation en nature dans les limites indiquées est déterminée par la commission des assurances ouvrières sur les données des unions professionnelles et de leurs confédérations locales.

Dans le montant du salaire ou des appointements, on doit comprendre les participations aux bénéfices et tantièmes.

14. Les allocations journalières versées aux chômeurs sont égales à leur salaire total, mais, toutefois, elles ne doivent pas

être supérieures au salaire moyen journalier pour la localité envisagée.

Remarque : le salaire journalier moyen de la localité est déterminé par le conseil local ou régional des unions professionnelles.

15. Si le chômage ne dure que de un à trois jours, il n'est pas payé ; s'il se prolonge au-delà de trois jours, le chômeur a droit à l'allocation de chômage, à partir du premier jour de chômage.

16. En cas de maladie du chômeur, la caisse de chômage qui se sera mise en rapport avec les caisses d'hôpital lui accordera l'allocation pécuniaire et les secours médicaux prévus aux règlements en vigueur dans ces caisses.

17. Les caisses de chômage municipales générales sont instituées dans les villes, les caisses de chômage d'arrondissement dans les arrondissements.

18. Les caisses de chômage auront le droit de former des unions et de passer des accords entre elles et avec d'autres organisations et institutions.

19. La caisse de chômage peut acquérir à son nom des droits mobiliers et immobiliers, y compris le droit de propriété, souscrire des obligations, intenter des actions judiciaires et y répondre.

20. Le comité de la caisse, composé d'un nombre égal de représentants des unions professionnelles, des comités des usines et des caisses d'hôpital, gère les affaires de la caisse de chômage. Le nombre des membres est déterminé par entente entre ces organisations.

21. Le conseil de la caisse choisit dans son sein :

- a. le conseil d'administration ;
- b. la commission de révision.

Remarque : après établissement des autres formes d'assurance et la constitution d'une caisse générale d'assurance, la gestion de la caisse de chômage passera à cette dernière.

22. Il peut être interjeté appel des décisions du comité de la caisse de chômage, en application du présent décret, devant la commission d'assurance, dans le délai de deux semaines à dater de la décision ; les décisions de cette dernière peuvent faire l'objet dans le même délai d'un appel devant le conseil d'assurance. L'appel n'est pas suspensif.

23. Jusqu'à l'organisation des commissions et du conseil d'assurance sur des bases garantissant la majorité à la représentation ouvrière, les fonctions des commissions et du conseil définies par le présent règlement sont assurées par les commissions locales et la commission centrale d'assurance contre le chômage.

24. Les sous-commissions locales et de gouvernement d'assurance contre le chômage sont constituées auprès des commissions d'assurance et se composent de 21 personnes, dont 5 représentants des unions professionnelles ou de leurs confédérations, 5 des comités d'usines et de fabriques, 4 des caisses d'hôpital, 1 des commissions du travail, 1 des commissions du commerce et de l'industrie, 2 des municipalités et 1 des directions des zemstvos.

25. La commission centrale d'assurance contre le chômage est constituée auprès du conseil d'assurance et se compose de 27 membres : 18 représentants du conseil des unions professionnelles, du conseil central des comités des usines et fabriques, et de la section ouvrière du conseil d'assurance en nombre égal, deux représentants de la commission du travail, 1 de la commission du commerce et de l'industrie, 1 de la direction des zemstvos, 1 de la municipalité et 4 des entrepreneurs.

26. La gestion de la caisse de chômage, dès son institution, est confiée aux conseils locaux des unions professionnelles, des comités d'usine et de fabrique et des caisses d'hôpital.

27. Au cas où les organisations mentionnées à l'article 26 ne constitueraient pas les caisses de chômage dans le délai d'un mois, celles-ci seront constituées par le commissaire du Travail.

28. Le présent règlement est publié télégraphiquement et entre immédiatement en vigueur.

29. Tout individu qui s'est rendu coupable d'une infraction au présent règlement est passible de poursuites judiciaires et d'un emprisonnement de un an au maximum.

**Le président du Conseil des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)**

**Le commissaire au Travail :
Chliapnikov**

Décret du 22 décembre 1917-4 janvier 1918 sur l'assurance contre la maladie

(La *Pravda*, le 30 décembre 1917-13 janvier 1918, n° 236)

Dans sa séance du 22 décembre, le comité central exécutif du Conseil des députés, ouvriers, soldats et paysans a approuvé le décret concernant l'assurance contre la maladie.

L'assurance s'applique à toutes les personnes sans distinction de sexe, d'âge, de confession, de nationalité ni de race employées par louage de services dans toutes les branches du travail, y compris les domestiques, les personnes exerçant une profession libérale, etc.

L'assurance donne droit aux secours médicaux et à des allocations pécuniaires. Le secours médical est fourni par les caisses d'hôpitaux qui sont instituées dans les villes importantes (caisses municipales générales) et dans les arrondissements. Le secours médical est donné sous forme de premier secours, de traitement dans une ambulance, un hôpital, un

établissement thermal, à domicile et de secours obstétrique. Le secours médical comprend également la fourniture gratuite de médicaments, d'aliments de choix et de tous les accessoires médicaux nécessaires. La caisse d'hôpital donne des allocations pécuniaires en cas de : 1. maladie entraînant la perte de capacité de travail ; 2. accouchement et 3. mort (pour l'enterrement).

L'allocation pécuniaire en cas de maladie et d'accouchement égale le salaire total du malade, à partir du premier jour de la perte de capacité de travail jusqu'au jour de la guérison.

Les fonds des caisses d'hôpitaux sont constitués par les versements des employeurs (10 pour 1000 du salaire de chaque participant de la caisse d'hôpital), les revenus des capitaux des caisses, des subventions et dotations, des recouvrements, des pensions et des rentrées accidentelles.

Les caisses d'hôpital sont gérées par les assemblées des délégués des participants de la caisse et la direction.

Décret du 15-18 janvier 1918 sur la formation de l'Armée rouge

Texte communiqué aux journaux par l'agence télégraphique de Petrograd :

L'ancienne armée a servi à l'oppression des classes travailleuses par la bourgeoisie. Le pouvoir ayant passé aux classes des travailleurs et des exploités, la nécessité surgit de créer une nouvelle armée, qui servira de rempart au pouvoir des soviets et, à l'avenir, de base pour le remplacement de l'armée permanente par une milice nationale et sera le soutien de la future révolution sociale en Europe.

Pour cette raison, le Conseil des commissaires du peuple décide de créer une

nouvelle armée, qui sera appelée rouge des ouvriers et paysans, sur les bases suivantes :

1- L'Armée rouge des ouvriers et paysans sera composée des éléments les plus conscients et les plus organisés des classes travailleuses.

2- Y seront admis tous les citoyens de la République de Russie au-dessus de 18 ans. Tout citoyen qui voudra entrer dans l'Armée rouge devra être prêt à sacrifier toutes ses forces, sa vie, pour la défense de la révolution d'Octobre du pouvoir des soviets et du socialisme. Pour faire partie de l'Armée rouge, il faut une recommandation des comités de régiments ou des

organisations démocratiques qui adoptent le programme du pouvoir de soviets, des organisations de partis ou de professions, ou du moins de deux membres de ces organisations. Si des unités entières entrent dans l'Armée rouge, les soldats devront répondre les uns pour les autres et leur admission sera soumise à un vote nominal.

II

1- Les soldats de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans seront entretenus entièrement par l'État et recevront 50 roubles par mois.

2- Les membres de la famille des soldats incapables de travailler, et qui étaient entretenus par eux, recevront tout ce qui leur sera nécessaire dans les normes établies par les organes du pouvoir des soviets locaux.

III

C'est le soviets des commissaires du peuple qui sera l'organe dirigeant suprême de l'Armée rouge des ouvriers et paysans. L'administration directe de l'armée sera concentrée au commissariat des Affaires militaires, auprès duquel un collège national sera créé.

Décret pour la démobilisation des entreprises

Présentation

La décision suivante, prise au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks (en même temps que le décret sur l'annulation des emprunts contractés par le régime tsariste), définit l'axe de leur politique : La transformation des entreprises travaillant pour la guerre (fabrication d'armes) en entreprises travaillant pour la population.

La guerre civile déchaînée par les partisans de la propriété privée et de la poursuite de l'engagement de la Russie dans la guerre entrava l'application de cette deuxième décision. En subordonnant tout à la lutte pour défendre la révolution menacée de toute part, elle ruine et affame le pays, et débouche entre autres sur le rationnement extrêmement sévère d'un rationnement de misère, dont les mesures prises à Petrograd donnent une image.

La question de la reconversion de l'industrie a été posée par Lénine à la réunion du Conseil des commissaires du peuple du 27 novembre (10 décembre). En même temps, Lénine a fait la proposition de l'organisation d'une commission spéciale pour mettre en œuvre une politique socialiste dans les domaines financier et économique. Un des points de la proposition de

Lénine adoptée par le Conseil des commissaires du peuple était le suivant : « *Envoyer deux ou trois ingénieurs au Conseil spécial de la défense pour élaborer et contrôler le plan général de reconversion de l'industrie.* » Deux jours plus tard, cette question s'est posée concrètement pour les usines qui travaillaient pour la flotte. L'arrêté sur cette question a été rédigé par Lénine. Cet arrêté proposait l'organisation immédiate de commandes « *susceptibles d'être transmises aux usines employées à l'équipement et aux réparations de la flotte militaire* ». Lénine accordait une urgence particulière à la production de matériel agricole, à la production et à l'entretien des locomotives. Le Conseil des commissaires du peuple a adopté cet arrêté le 9 (20) décembre.

(**Dekrety Sovietskoï Vlasti, tome 1, pp. 196 à 198**)

À tous les travailleurs de Russie,
Camarades !

Le Conseil des commissaires du peuple considère qu'il est de son devoir de porter à votre connaissance la situation réelle de l'industrie russe à l'heure présente. Depuis déjà presque trois ans et

demi, l'immense majorité des usines travaille essentiellement pour les besoins de l'armée. Par ailleurs, ni le gouvernement tsariste ni aucun des gouvernements bourgeois n'ont pris la peine d'élaborer un plan de passage de l'industrie de guerre à une industrie civile (plan de reconversion), car tous ces gouvernements avaient l'intention de mener une guerre sans fin.

Aujourd'hui, conformément à la volonté des conseils de députés ouvriers, paysans et soldats, le gouvernement ouvrier et paysan de Russie a conclu avec les grandes puissances européennes un armistice qui se transformera probablement bientôt en paix démocratique pour tous les peuples d'Europe. Il va de soi que fabriquer maintenant des équipements militaires serait un gaspillage inutile de travail et de biens. Ainsi, camarades, il faut cesser immédiatement une telle production et passer à celle d'objets nécessaires à la vie de tous les jours, dont notre pays a tant besoin. Mais une telle transformation n'est immédiatement possible que dans certaines usines, parce que beaucoup d'autres ne sont adaptées qu'aux besoins de l'armée, et leur reconversion exige du temps et des moyens.

Pour alléger le sort des ouvriers qui, employés dans de telles usines, ne pourraient trouver immédiatement un autre travail dans le secteur civil, le Conseil des commissaires du peuple, dans l'attente de l'élaboration d'un plan général de reconversion, prescrit à toutes les institutions et individus concernés d'exécuter les décisions obligatoires suivantes :

1- Dans toutes les entreprises où le travail à des fins civiles est possible et au fur et à mesure de la démobilisation de l'armée et de l'arrière, celui-ci doit se faire aussi intensivement que possible, jusqu'au travail en trois huit (si les conditions de production le permettent).

2- Pour compléter les effectifs insuffisants dans de telles entreprises, les Bourses du travail doivent accorder la préférence aux ouvriers libérés des entreprises qui travaillent encore pour l'armée.

3- Les travaux exécutés à des fins militaires doivent l'être pour achever des projets en cours. Ainsi, les projectiles d'ar-

tillerie déjà usinés doivent être terminés. Mais on ne doit pas procéder à l'estampage de nouveaux projectiles, même si l'usine avait déjà effectué les travaux préparatoires. La décision quant aux travaux qui relèvent du présent arrêté appartient au conseil local des députés ouvriers et soldats, en accord avec l'organe local de contrôle ouvrier. Dans les cas douteux, la question est tranchée par le commissariat du peuple à l'Industrie.

4- Tous les individus qui ont cessé de travailler pour l'armée sont considérés, en ce qui concerne leur appel sous les armes, comme en congé pour une durée de trois mois. Ceux qui sont embauchés dans l'industrie minière, les entreprises de transport, les usines métallurgiques, les fabriques de matériel agricole, de travail du cuir, de fabrication de chaussures, de tissus (sauf la soie) bénéficient de surcroît, du sursis accordé jusque-là au personnel des usines de guerre.

5- Dans les usines où l'on achève les travaux mentionnés au point 3, le temps de travail peut être réduit sur décision du collectif des ouvriers de l'entreprise en diminuant soit le nombre de jours travaillés, soit la durée quotidienne du travail, avec réduction correspondante du salaire mensuel ou horaire.

6- Compte tenu du danger de chômage qui menace avec l'arrêt des usines de guerre, les comités d'usine et les syndicats doivent considérer comme une question urgente et une nécessité impérieuse de prendre les mesures les plus énergiques pour trouver du travail, organiser le déplacement d'ouvriers dans l'Oural, dans le nord, etc., et donc de nouer les liens nécessaires avec les institutions correspondantes.

7- Les organes locaux de contrôle ouvrier doivent rendre compte de la mise en œuvre des arrêtés précités au soviet panrusse de contrôle ouvrier, qui transmettra régulièrement ces informations au Conseil de l'économie.

**Le Conseil des commissaires
des peuples,
9 décembre 1917**

Finances : annulation des emprunts

Décret du 8-21 janvier 2018 sur l'annulation des emprunts (Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans, 23 janvier 1918, n°20)

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1^{er} janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1^{er} décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.

2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

7. Les dépôts des caisses d'épargne nationales et leurs intérêts sont intangibles. Toutes les obligations des emprunts annulés, appartenant aux caisses d'épargne, sont inscrites au grand livre de la dette de la République paysanne et ouvrière russe ;

8. Les coopératives, les administrations locales et toutes les institutions démocratiques ou utiles au point de vue général possédant des obligations des emprunts annulés reçoivent des compensations déterminées par un règlement élaboré par le Conseil supérieur de l'économie nationale et les représentants de ces institutions, s'il était démontré que ces obligations ont été acquises antérieurement à la publication du présent décret.

Remarque : Les organes locaux du Conseil supérieur de l'économie nationale sont chargés de définir le caractère d'utilité sociale ou démocratique des institutions mentionnées.

9. La liquidation des emprunts d'Etat est confiée au Conseil supérieur de l'économie nationale.

10. Les opérations relatives à la liquidation sont effectuées par la banque de l'Etat, qui doit dresser immédiatement la liste des obligations des emprunts appartenant aux différents propriétaires, de même que la liste des autres titres susceptibles ou non d'annulation.

11. Les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans forment, d'accord avec les conseils locaux de l'économie nationale, des commissions chargées d'établir la liste des citoyens appartenant à la classe des peu fortunés.

Ces commissions ont le droit d'annuler toutes les économies acquises en dehors du travail personnel, même dans le cas où ces économies ne dépassent pas la somme de 5 000 roubles. Ce décret est porté à l'examen du comité central exécutif.

**Le secrétaire du Conseil
des commissaires du peuple :
N. Gorbounof**

Décret sur la séparation de l'Église et de l'État

Présentation

Dans la Russie tsariste, l'orthodoxie était religion d'État. L'Église orthodoxe, dirigée depuis Pierre le Grand (1672-1723) par un Saint-Synode dont l'État désignait les membres, avait le monopole d'un état civil nullement civil. Le mariage religieux était obligatoire, le divorce interdit. Il était interdit à un musulman, juif, protestant converti, à l'orthodoxie d'abandonner cette religion. L'enseignement religieux était obligatoire. L'Église orthodoxe avait, en 1901, excommunié Léon Tolstoï, qui déplaisait au tsar.

Le gouvernement provisoire de Kerenski, soutenu par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (S-R), n'a touché à aucun de ces privilèges exorbitant de l'Église orthodoxe ! Le gouvernement soviétique s'y attaque.

Un décret sur la séparation de l'Église et de l'État, intitulé « *Décret sur la liberté de conscience et les sociétés ecclésiastiques et religieuses* », est confirmé le 19 janvier 1918 par le commissariat à la Justice, présidé par le S-R de gauche Isaac Steinberg.

Le même jour, le patriarche de l'Église orthodoxe, Tikhon, informé de cette décision, diffuse une violente épître dénonçant « *l'œuvre satanique* » du gouvernement soviétique en promettant la « *géhenne éternelle* » à ses membres et en ordonnant aux fidèles de « *n'avoir aucun commerce avec ces rebuts du genre humain* » (1).

Le décret adopté le lendemain par le gouvernement fut publié dans les *Izvestia* et la *Pravda* du 21 janvier. Il fut suivi de décrets instaurant le droit au divorce et l'état civil, et supprimant l'enseignement religieux dans les écoles.

Le concile de l'Église orthodoxe (qui remplaçait le Saint-Synode auto-dissous après la chute de la monarchie) réagit le 25 janvier par une déclaration affirmant que ce décret, « *sous l'apparence d'une loi sur la liberté de conscience, est un attentat prémédité contre toute l'organisation de l'Église orthodoxe et un acte de persécution ouverte contre elle* », et affirme :

« *Toute participation à la publication de cette réglementation hostile à l'Église, comme toute tentative de la mettre en application, sont incompatibles avec l'appartenance à l'Église orthodoxe.* »

Les coupables sont menacés d'excommunication.

(1) Le texte complet de cette déclaration de Tikhon figure dans le n° 13 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 25-26

« Décret sur la liberté de conscience et les associations ecclésiastiques et religieuses »

(Publié dans les *Izvestia* et la *Pravda* le 21 janvier 1918)

(1/ « Pour tout citoyen soviétique, la religion est affaire privée. »)

1. L'Église est séparée de l'État.

2. Il est interdit sur le territoire de la République d'adopter des lois et décrets locaux qui porteraient atteinte à la liberté de conscience ou la limiteraient, ou établiraient quelque avantage ou privilège que ce soit sur la base de la confession professée par les citoyens.

3. Tout citoyen peut professer n'importe quelle religion ou n'en professer aucune. Toutes les limitations de droits liées au fait de professer quelque foi que ce soit ou de ne pas en professer sont abolies.

Toute mention d'appartenance religieuse doit être supprimée des passeports et de tous les documents officiels, quelle qu'en soit la nature.

4. L'activité des organes d'État ou autres organes officiels ne s'accompagne d'aucune manifestation ou cérémonie religieuse.

5. Le libre exercice des manifestations religieuses est assuré dans la mesure où elles ne troublent pas l'ordre public et ne portent pas atteinte aux droits des citoyens et de la République soviétique.

Dans ce cas, les autorités locales ont le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre public et la sécurité.

6. Personne ne peut se soustraire à l'accomplissement de ses obligations civiles en arguant de ses convictions religieuses. Il est licite, sur décision du tribunal populaire dans chaque cas particulier, de libérer un citoyen d'une obligation donnée **à condition de la remplacer par une autre.**

7. Le serment, civil ou militaire, de nature religieuse est supprimé. En cas de nécessité, il est remplacé par un engagement solennel.

8. Les actes d'état civil sont effectués exclusivement par les autorités civiles, dans les bureaux d'enregistrement des mariages, des naissances et des décès.

9. L'école est séparée de l'Église. L'enseignement des dogmes religieux n'est pas admis dans les établissements d'en-

seignement général, qu'ils soient assurés par l'État, par une collectivité ou privé. Les citoyens peuvent enseigner ou étudier la religion de façon privée.

10. Toutes les associations ecclésiastiques et religieuses sont soumises aux règles communes régissant les associations et unions privées, et ne bénéficient d'aucun privilège ni d'aucune subvention que ce soit de l'État ou de ses institutions locales autonomes ou autogérées.

11. La collecte forcée de droits ou de taxes au compte d'associations ecclésiastiques et religieuses n'est pas autorisée, de même que les mesures de coercition ou de punition à l'égard de leurs membres.

12. Les associations ecclésiastiques ou religieuses n'ont pas la personnalité juridique.

13. Tous les biens des associations ecclésiastiques et religieuses qui existent en Russie sont déclarés biens du peuple. Le mode d'enregistrement, de garde et d'utilisation des bâtiments ou objets destinés expressément au culte est défini par un décret des autorités étatiques centrales locales.

L'usage, à titre gratuit, des bâtiments ou objets destinés expressément au culte est, sur décret spécial des autorités étatiques centrales ou locales, concédé aux associations religieuses concernées (1).

Le prés(ident du Conseil des commissaires du peuple :

V. Oulianov.

N. Podvoïsky. V. Algassov. V. Trutovski

A. Chlikhter. P. Prochian. V. Menjinski.

A. Chliapnikov. G. Petrovski.

Le chef du service administratif gouvernemental :

Vlad. Bontch-Brouievitch.

Le secrétaire du Conseil des commissaires du peuple :

N. Gorbunov.

Petrograd, 20 janvier 1918

(1) Amendement écrit par V. I. Lénine sur une feuille séparée, avec mention : « *Fin du § 13.* »

**Décret du 20 décembre
1917-2 janvier 1918 sur l'arrêt
des travaux et les conditions de
licenciement et d'enregistrement
des ouvriers**

(*Izvestia*, 23 décembre 1917, n° 250)

Comme suite à la restriction des commandes militaires ainsi qu'au passage des travaux de guerre à la fabrication d'objets d'utilité nationale et d'importance industrielle, il est prescrit à toutes les entreprises de prendre les mesures suivantes :

1. Les entreprises qui se trouvent dans l'obligation, soit de diminuer la production, soit de passer à d'autres travaux par suite de l'annulation des commandes de guerre, doivent être fermées pour un mois à partir du 23 décembre.

2. Au cours de la première quinzaine suivant la fermeture, l'administration et les comités ouvriers doivent, en se basant sur les ressources techniques de l'entreprise, préciser la nature des travaux qui suivront, la quantité des ouvriers de différentes catégories strictement nécessaire pour continuer la fabrication, ainsi que le nombre des ouvriers qui devront être licenciés.

3. Les ouvriers désirant quitter définitivement l'entreprise ou devant être licenciés, conformément à l'article précédent, reçoivent, lors du licenciement, à l'expiration de la première quinzaine à dater de l'arrêt de l'entreprise, un mois de salaire payé d'avance au tarif en vigueur, sans supplément quel qu'il soit, et un sursis d'appel de cinq mois.

4. Pour la durée de la fermeture, la paie est fixée aux deux tiers du salaire tarifé, avec un minimum de cinq roubles par jour ouvrable.

5. Le comité d'usine, d'accord avec le personnel technique, fixe le nombre des ouvriers nécessaires pour effectuer les réparations et le nettoyage. Les ouvriers désignés pour ces travaux sont obligés de venir. En cas d'absence ou de refus, ils sont privés de la paie. Les ouvriers employés aux travaux de réparation sont payés à plein tarif.

6. Les ouvriers licenciés sont inscrits à la Bourse du travail. La Bourse du travail s'occupe de la répartition des ouvriers dans les entreprises et aide les chômeurs à obtenir des secours conformément à la

loi d'assurance contre le chômage, mais seulement après l'expiration de la période pour laquelle ils sont payés d'avance. Tous les ouvriers inscrits à la Bourse du travail doivent accepter le travail qu'on leur offre. Un refus de la part de l'ouvrier le prive du tour d'ordre pour l'obtention d'un travail et du droit de secours.

7. La surveillance de ce qui concerne la réalisation de toutes les mesures du présent décret et de leur contrôle incombe aux unions professionnelles et aux comités locaux des usines (ou aux conseils économiques).

**Le commissaire du peuple au Travail :
Chliapnikov.**

**Décret sur les conditions de
licenciement et d'enregistrement
des ouvriers annulant le précédent
(La *Pravda*, 20 février 1918, n° 30)**

Vu la restriction des commandes de guerre, vu le passage des travaux de guerre à la fabrication d'objets d'utilité nationale et d'importance industrielle, il est prescrit à toutes les entreprises, jusqu'à modification des conditions générales garantissant le travail en cas de chômage, de se conformer, au moment du licenciement, aux prescriptions suivantes :

1. Le décret du commissaire au Travail en date du 20 décembre 1917 est annulé à partir du 22 janvier 1918.

2. L'administration des entreprises où, par suite de la restriction des travaux, il y a lieu d'effectuer un licenciement général, doit, d'accord avec le comité de l'usine, prévenir les intéressés deux semaines d'avance.

3. Dans les entreprises où, durant ces deux semaines de préavis, on ne travaillera pas, cette période de temps doit être payée intégralement suivant le tarif des unions professionnelles correspondantes.

4. Au moment des licenciements par suite de la restriction des travaux, tous les ouvriers licenciés reçoivent un mois d'avance suivant les taux indiqués à l'article 3.

5. Les ouvriers qui quittent l'entreprise de leur propre gré sont licenciés après la démobilisation, sur les bases générales,

c'est-à-dire sans aucune rémunération d'avance.

6. Tous les ouvriers licenciés ou qui quittent l'entreprise reçoivent un sursis d'appel de 5 mois.

7. Les ouvriers licenciés sont inscrits à la Bourse du travail. La Bourse du travail s'occupe de la répartition des ouvriers dans les entreprises et aide les chômeurs à obtenir des secours conformément à la loi contre le chômage, mais seulement après l'expiration de la période pour laquelle ils ont été payés d'avance.

8. L'exécution du présent décret et le contrôle de son application incombent aux unions professionnelles et aux comités locaux des usines (ou aux conseils économiques).

Le commissaire du peuple :
Chliapnikov

**Le secrétaire du commissariat
du peuple au Travail :**
Arski

Décret du commissaire du peuple au Travail sur les ouvriers étrangers

I

Pour résoudre la question de la situation des ouvriers étrangers, introduits en Russie par groupes, en vertu de contrats, il est créé par le commissariat du Travail une commission de la main-d'œuvre étrangère. Cette commission est constituée par les représentants des organisations suivantes :

1. Le comité central exécutif du Conseil des députés et soldats.
2. Le commissariat du peuple au Travail.
3. Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères.
4. Le Conseil des unions professionnelles de toute la Russie.
5. Les ambassades ou missions intéressées.
6. Les organisations ouvrières des nationalités intéressées.

II

La commission de la main-d'œuvre étrangère possède les attributions suivantes :

1. Statistique des ouvriers étrangers se trouvant sur le territoire russe.
2. Étude de la situation des ouvriers étrangers dans les localités. Cette étude a pour but :
 - a. de recueillir les données sur les rapports entre les ouvriers et les employeurs ;
 - b. de recueillir les données sur les conditions d'existence et de travail des ouvriers étrangers, sur leurs demandes, leurs désirs et leurs besoins ;

c. d'examiner, parmi les différents groupes d'ouvriers, quels sont ceux qui, parmi eux, expriment le désir d'être rapatriés ou de rester en Russie ; d'étudier la possibilité de conserver ces derniers, étant donné les conditions locales ;

d. de recueillir les demandes d'indemnité présentées par les ouvriers victimes d'accidents par faute de l'entrepreneur ;

e. de recueillir les éléments permettant de juger toute personne ayant commis des actes criminels ou indéliçats à l'égard des ouvriers étrangers.

3. Solution de toutes questions concernant les rapports entre les ouvriers étrangers, d'une part, et les employeurs et entrepreneurs, de l'autre, d'après les principes suivants :

a. tous les contrats, conditions et ententes intervenus entre les employeurs et les ouvriers, aussi bien qu'entre les entrepreneurs et les ouvriers, ne correspondant pas aux tarifs des unions professionnelles ou aux décrets et règlements des soviets, sont annulés ;

b. lors de la liquidation des contrats entre les ouvriers et les employeurs, ceux-ci remplissent leur engagement de payer le rapatriement des ouvriers, y compris l'alimentation en route, indépendamment de la durée du travail au service de l'employeur ; celui-ci doit payer comptant une somme représentant la valeur des frais de voyage et d'alimentation en route (dans ce cas, le montant de la somme à payer aux ouvriers est fixée par le commissariat local du travail) ;

c. lors du licenciement des ouvriers étrangers par l'employeur, celui-ci leur

donne une indemnité de licenciement conformément aux règles générales ;

d. toutes les indemnités revenant aux familles des ouvriers morts ou aux ouvriers frappés d'invalidité partielle ou totale doivent être payées par l'employeur, conformément aux règles générales.

4. Répartition des ouvriers étrangers restant en Russie entre les entreprises, conformément aux conditions générales du marché national du travail, par l'intermédiaire des institutions gouvernementales ou publiques, s'occupant de la répartition et de la statistique des ouvriers.

5. Surveillance de la situation des ouvriers étrangers restant en Russie, d'après les principes suivants :

a. les ouvriers étrangers sont placés dans les mêmes conditions que les ouvriers locaux en ce qui concerne les salaires, les heures de travail, les secours médicaux, les fêtes, les logements, l'assurance, les indemnités en cas d'accident, etc. Sont également appliquées aux ouvriers étrangers toutes les modifications apportées par la loi aux salaires et aux autres conditions de travail ;

b. les employeurs sont directement en rapport avec les organisations ouvrières, sans participation d'entrepreneurs quelconques. Les interprètes serviront seulement à traduire les discours lors des rapports avec les ouvriers. Ces interprètes sont au compte des employeurs ; les ouvriers étrangers ne leur doivent aucune rémunération.

c. les ouvriers étrangers élisent parmi eux des starostes, dont le nombre dépend des conditions générales de l'entreprise ou de la région envisagée ; ces starostes entrent dans la composition des comités d'usines et fabriques et des comités ouvriers locaux ;

d. en cas d'entente volontaire entre les ouvriers et l'entrepreneur concernant la fourniture par celui-ci de vivres, vêtements et autres objets, l'entrepreneur est tenu de s'acquitter de cette fourniture consciencieusement et à des prix fixés ; le comité des starostes est chargé de contrôler l'exécution régulière des engagements par l'entrepreneur ;

e. tous les comptes doivent être réglés avec les ouvriers personnellement et inscrits dans leurs livrets, conformément aux règles générales en usage.

III

Au fur et à mesure des besoins, les différentes régions nomment des commissaires de la main-d'œuvre étrangère, qui entrent dans les commissariats locaux du travail. Les limites des régions soumises à la compétence de chaque commissariat ainsi que ses droits et obligations sont fixés par la commission de la main-d'œuvre étrangère.

**Le commissaire du peuple au Travail :
Chliapnikov**

Le secrétaire de la section : Schmidt

**La révolution
d'Octobre,
premier chaînon
de la révolution
mondiale**



Photo de la guerre hispano-américaine à Cuba en 1898 - D.R.

En Espagne, l'échec de la grève révolutionnaire d'août 1917

par Jean-Pierre Molénat

Dans les premières années du XX^e siècle, l'État espagnol se trouve plongé dans une situation de crise. Celle-ci vient de loin, et l'on peut faire remonter ses origines au début du XIX^e siècle avec l'invasion napoléonienne et la désastreuse guerre d'indépendance. Suivirent pendant la plus grande partie du siècle des guerres civiles, dites guerres carlistes, du nom du prétendant légitimiste, don Carlos, en l'absence d'un véritable processus révolutionnaire, même avec le « *sexenio democrático* », les six années (1868-1874) terminées par l'instauration de l'éphémère Première République. Le rétablissement des Bourbons, désigné par l'historiographie comme la « *Restoration* », trouve une Espagne qui n'a été qu'à peine transformée par l'épisode précédent. On reviendra sur les caractères de cette Restauration. Mais l'élément le plus lourd de conséquences durant ce long XIX^e siècle est la perte de l'immense empire colonial, étendu en Amérique depuis le Détroit de Magellan jusqu'au cœur des actuels États-Unis (1). Ce processus de décolonisation ne trouve son achèvement qu'en 1898, avec la guerre contre les États-Unis, qui fait passer Cuba, désormais formellement indépendante, et les lointaines Philippines, dans le Pacifique, dans le giron des États-Unis d'Amérique. Les tentatives d'expansion sur le nord du Maroc sont loin de compenser ces pertes ultramarines et se heurtent non seulement à la résistance farouche des populations locales, mais également à celle des couches populaires espagnoles, destinées à fournir les

contingents nécessaires à la poursuite de cette guerre, avec l'inégalitaire système de recrutement qui reste longtemps en vigueur (2).

La perte de l'empire colonial, qui avait fait la grandeur de l'État espagnol et la richesse de ses classes possédantes, s'accompagne d'un processus inachevé de révolution bourgeoise. Le plus lourd de conséquences dans cet inachèvement se situe au niveau des relations de production agraires. Les lois dites de « *désamortisation* », loin de libérer la paysannerie du joug de l'aristocratie et de l'Église, n'ont fait en définitive qu'accroître sa dépendance. La « *désamortisation* » proprement dite (ecclésiastique) fait passer la propriété du sol des mains des couvents et des églises dans celles de l'aristocratie laïque et d'une bourgeoisie agraire au comportement non substantiellement différent de celui de l'aristocratie. L'abolition des majorats de la noblesse ne profite qu'à celle-ci et à la bourgeoisie agraire, en remettant les terres dans le circuit économique, et non à la paysannerie. Cette dernière est dépouillée des terres communales qui permettaient la survie de ses couches les plus pauvres. Surtout, la reconnaissance de la pleine propriété sur les terres dont l'aris-

(1) Le Texas, le Nouveau-Mexique, la Californie ont été espagnols avant de passer à l'État mexicain, puis aux États-Unis.

(2) Il était possible de racheter l'obligation du service militaire par le paiement d'une somme relativement modique, mais néanmoins conséquente, correspondant au salaire annuel d'un ouvrier.

tocratie et l'Église n'avaient jusque-là que la propriété éminente consolidée, surtout dans les régions méridionales, le *latifundium* dont on veut chercher souvent, à tort ou à raison, les origines dans la mal nommée *Reconquista* médiévale, qui avait mis un terme à la présence de l'islam dans la péninsule.

Un développement industriel limité et géographiquement défini

Durant la période de la Restauration (1875-1923), le développement industriel, encore à ses débuts, se limite essentiellement à deux régions du nord du pays. D'une part, la Catalogne, avec Barcelone, a surtout des industries textiles, dans des entreprises de petites dimensions. D'autre part, sur la côte cantabrique, le Pays basque, avec la Biscaye, ainsi que les Asturies, possèdent des industries lourdes, sidérurgiques et minières. Ailleurs, des zones d'extraction minières constituent des poches ouvrières isolées, telles que les mines de Peñarroya et Ríotinto en Andalousie.

Dans ces différentes zones se forme, le plus souvent par une immigration en provenance des autres régions du pays, un prolétariat industriel aux caractéristiques différentes selon les structures industrielles distinctes.

Un système politique sclérosé

La Restauration de 1876 a mis en place un système où la souveraineté est partagée entre les assemblées parlementaires (Sénat et Chambre des députés baptisée Cortes) et le roi, à qui revient la désignation du Premier ministre, qui doit être ensuite approuvé par les chambres. Tout repose sur l'alternance (*el turno*) entre les deux partis dynastiques, conservateur et libéral, qui ne sont séparés en réalité que par des nuances. Le roi désigne celui des deux chefs de parti à qui doit revenir le pouvoir, restant ensuite à organiser les élections qui lui assureront la majorité nécessaire. En dépit de l'adoption, dès 1890, du suf-

frage universel (masculin s'entend), les élections constituent le plus souvent une simple comédie : les députés à élire (au scrutin uninominal à un tour) sont sélectionnés au ministère de l'Intérieur et l'application de ces décisions s'effectue, au niveau des circonscriptions, par l'action des notables locaux, les caciques, d'où le nom de *caciquismo* donné au système, à la survie duquel l'abstention ouvrière, et plus largement populaire, prônée par les anarchistes, et largement observée, contribue évidemment pendant longtemps.

Un mouvement ouvrier divisé

Le mouvement ouvrier, d'abord mis hors-la-loi à l'avènement de la Restauration, relève la tête à la fin des années 1870, mais il est profondément divisé, plus sans doute que dans aucun autre pays européen, à la suite de la scission de la Première Internationale entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine.

Le courant bakouniniste, majoritaire en Espagne, donne naissance à l'anarchisme, qui s'implante principalement dans l'Andalousie rurale, où il suscite des actions violentes, durement réprimées, jusqu'à la fin des années 1890 (3), et en Catalogne, principale zone de concentration ouvrière.



Pablo Iglesias fondateur du PSOE - D.R.

Le courant « marxiste » (dit autoritaire) s'organise, sous l'égide de l'ouvrier typographe Pablo Iglesias (ancêtre prétendu de l'actuel leader de Podemos, porteur du

(3) Clara E. Lida, « Para repensar la Mano Negra. El anarquismo español durante la clandestinidad », *Historia Social* 74 (2012), pp 3-22. Jacques Maurice, *El anarquismo andaluz, una vez más*, Grenade, 2007.



Semaine tragique à Barcelone (juillet 1909) : églises et monastères en feu. D.R.

même nom), avec la fondation en 1879 du Parti socialiste (PSOE : *Partido Socialista Obrero Español*). Plus encore qu'à Madrid, qui reste alors essentiellement une capitale bureaucratique, à l'activité industrielle limitée, la base principale du PSOE se situera dans la deuxième région ouvrière du pays, la zone basco-cantabrique. Le PSOE contrôle étroitement la centrale syndicale créée par lui en 1888, la UGT (*Unión General de Trabajadores*), le prétendu « marxisme » de Pablo Iglesias, largement inspiré du modèle français de celui de Jules Guesde (4), se résumant à peu près dans la nécessité de l'organisation ouvrière et dans l'inévitabilité de la révolution qui donnera, sans que l'on sache encore comment, le pouvoir aux travailleurs. Dans son attente, le PSOE se refuse, pendant longtemps, aux compromis qui permettraient d'améliorer la condition ouvrière, avant de tourner, à partir de 1910, vers une alliance avec les républicains, bourgeois et petits-bourgeois.

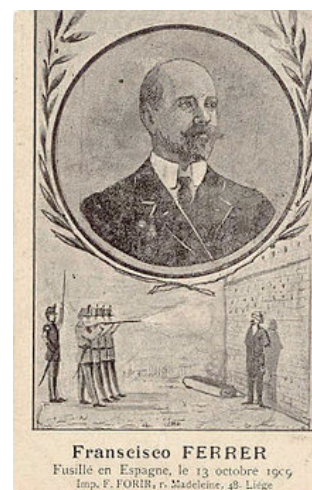
Le tournant du siècle

La perte de Cuba et des Philippines, en 1898, s'accompagne d'une série de transformations qui fragilisent le régime établi en 1876. Peut-être la plus significative – ses effets continuent de se faire sentir actuellement – est constituée par l'émergence des nationalismes régionaux périphériques, catalan au premier chef, mais basque également, les « nationalismes » andalou et galicien étant venus plus tard. Il est significatif qu'ils correspondent aux régions où se situent les bourgeoisies

entrepreneuses et les prolétariats industriels les plus constitués. La *Lliga Regionalista* de Catalogne, fondée en 1901, est un parti de la bourgeoisie catalane, qui vise, certes, à l'autonomie de la région et à sa propre participation au pouvoir d'État, mais également, et peut-être surtout, à contenir le mouvement ouvrier. L'adversaire de la *Lliga*, le parti républicain radical du démagogue Alejandro Lerroux, surnommé « l'empereur du *Paralelo* » (le

boulevard Barbès de Barcelone), ne se distingue guère que par son anticléricalisme virulent, destiné lui aussi à détourner le prolétariat barcelonais des organisations ouvrières.

La « semaine tragique » de Barcelone, en juillet 1909, est une grève générale, mais qui reste locale, partie d'un mouvement dirigé contre un rappel de réservistes destinés à la guerre du Maroc, et qui débouche sur des émeutes accompagnées d'incendies d'églises et de couvents, favorisés par la propagande anticléricale lerrouxiste. Elle est sévèrement réprimée, et symboliquement sanctionnée par la condamnation sans preuve, suivie sans plus tarder par son exécution dans la citadelle de Montjuich dominant Barcelone, du pédagogue anarchiste Francisco Ferrer, rendu responsable des excès (5).



Exécution de Francisco Ferrer en 1909 (carte postale éditée à Liège, Belgique). D.R.

(4) Une analyse du « pablisme » par Juan Andrade « *El pablismo y la burocracia ugetista* », dans Pelai Pagès et al., Juan Andrade (1897-1981). Vida y voz de un revolucionario, Madrid, Viento Sur, 2011, pp. 49-67, article primitivement publié par Juan Andrade lui-même, *La burocracia reformista en el movimiento obrero*, 1935.

(5) Vicente Fernández Riera, *El asesinato judicial de Ferrer Guardia*, La Corogne, Ateneu Libertario Ricardo Mella, 1999; 3^e réimp. corrigée, 2004.



Semaine tragique (juillet 1909) : suspects arrêtés par la police. D.R

Le tournant du PSOE vers l'alliance avec la bourgeoisie républicaine, sous la forme de la *Conjunción Republicano-Socialista*, permet, pour la première fois, en 1910, l'élection d'un député du Parti socialiste, son leader, Pablo Iglesias (6).

La fondation de la CNT

Le déclin de l'anarchisme traditionnel, malgré la persistance des attentats terroristes, dont l'un des plus spectaculaires est l'assassinat du Premier ministre Canalejas, en 1910, s'accompagne de l'apparition d'un nouveau courant, résultant de l'entrée des militants anarchistes dans le mouvement syndical, l'anarcho-syndicalisme. Sur le modèle de la CGT française de l'époque est fondée, en 1910, une seconde centrale syndicale, la CNT (*Confederación Nacional del Trabajo*), rivale de l'UGT, et, à la différence de celle-ci, principalement implantée en Catalogne, mais également en Andalousie. La CNT est idéologiquement beaucoup moins homogène que l'UGT, les « *anarchistes purs* » y côtoyant anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires (7).

La neutralité et ses conséquences

L'éclatement de la Première Guerre mondiale voit l'opinion publique espagnole, ou tout au moins les secteurs intéressés par la question, divisée entre les partisans des puissances centrales, essen-

tiellement les classes dirigeantes, notamment l'Église, l'armée et l'aristocratie, et les sympathisants des Alliés, qui voient en ces derniers des facteurs de démocratisation. La neutralité qui finalement l'emporte et perdure jusqu'à la fin des hostilités (8) se révèle une source de grands profits pour les possédants, grâce aux exportations de produits agricoles et industriels destinés aux puissances belligé-

rantes. Mais en même temps ces exportations, y compris celle de subsistances de première nécessité, provoquent à l'intérieur du pays une hausse considérable des prix pour les consommateurs, c'est-à-dire les couches populaires, et notamment les ouvriers.

Cet enchérissement des subsistances, face au luxe dont font étalage les nouveaux enrichis, provoque une résistance populaire qui se traduit, durant l'année 1916, par des grèves comme par des émeutes de la faim. Surtout, elle va provoquer un rapprochement des deux centrales syndicales rivales, malgré les résistances que ce rapprochement suscite dans leurs directions

(6) Santos Juliá, « *Los socialistas en el sistema político de la Restauración* », dans Carmen Fernández Casanova (coord.), *Estudios sobre Pablo Iglesias y su tiempo*, La Corogne, 2013, pp. 271-287.

(7) Antonio Bar, *La CNT en los años rojos (Del sindicalismo revolucionario al anarcosindicalismo, 1910-1926)*, Madrid, Akal, 1981. Gerald G. Meaker, « *Anarquistas contra sindicalistas. Conflictos en el seno de la Confederación Nacional del Trabajo, 1917-1923* », dans Stanley G. Payne (éd.), *Política y sociedad en la España del siglo XX*, Madrid, Akal, 1978, pp. 45-107.

(8) Même les plus germanophiles n'ont jamais prôné l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne. Les possédants n'auraient rien eu à y gagner et beaucoup à y perdre, notamment avec l'effondrement de l'armée, pilier du régime, mais d'un médiocre niveau technique. Le torpillage par la marine allemande des bateaux espagnols livrant des produits aux Alliés n'a pas entraîné l'entrée en guerre du côté de ceux-ci, à la différence de ce qui fut le cas pour le Portugal.

respectives, dont les perspectives sont tout à fait distinctes. En mai 1916, au congrès de l'UGT, la délégation des Asturies, malgré l'opposition de ses dirigeants (9), fait adopter une motion en ce sens, appelant au lancement d'une grève générale, conjointement avec la CNT, dans le but que le gouvernement prenne des mesures contre l'inflation. Le rapprochement est scellé en juillet 1916, par le pacte dit de Saragosse, mais les méthodes envisagées sont bien différentes des deux côtés. Tandis que, du côté de la CNT, on utilise tous les fonds disponibles à l'achat d'armes et de bombes (10), on freine des quatre fers du côté de l'UGT. Une première grève générale, limitée à une journée, est organisée le 18 décembre 1916, assez réussie, mais sans grand résultat.

Un développement inattendu vient bouleverser la situation. Au printemps 1917, au sein de l'armée, une sorte de syndicat illégal d'officiers subalternes, les *juntas militares de defensa*, élève des revendications qui vont depuis des augmentations de soldes jusqu'à une réglementation des règles de promotion, avec la fin du favoritisme accordé aux officiers d'Afrique et à ceux de la maison militaire du roi. C'est évidemment une remise en cause de l'autorité de l'État, devant laquelle la monarchie et le gouvernement conservateur ne tardent pas à capituler, en levant les sanctions contre les militaires impliqués. Dès lors, l'armée va se trouver l'arbitre de la situation politique (11).

Ainsi est déclenchée une crise politique qui se superpose au mouvement de résistance ouvrière déjà en marche. Devant la capitulation face à l'armée de l'État monarchique, les différentes nuances du républicanisme et du régionalisme conservateur reprennent une certaine vigueur apparente.

Une assemblée de parlementaires, illégale, car les Cortes sont officiellement dissoutes depuis février de la même année, se réunit le 19 juillet à Barcelone. Elle ne compte en réalité qu'une minorité seulement des députés et sénateurs, soit les membres de la *Lliga regionalista* catalane, des divers partis républicains et du Parti socialiste, avec 68 présents, dont 46 catalans, totalisant le dixième des

chambres dissoutes. Le Parti socialiste y est représenté par son unique député, Pablo Iglesias lui-même, son fondateur et leader incontesté. Elle est facilement et rapidement dissoute par l'intervention de la police, sans qu'elle n'ait opposé même une velléité de résistance, l'arrestation symbolique des membres de l'Assemblée se limitant au toucher de l'épaule de chacun d'entre eux par le gouverneur civil, suivi d'une libération immédiate, après qu'elle eut réclamé l'élection de Cortes constituantes, sous un gouvernement représentant la volonté de la nation. L'historien universitaire de la « crise espagnole de 1917 » conclut, en ce qui concerne l'Assemblée : « [sa] signification première fut l'affrontement de la bourgeoisie industrielle et marchande de Catalogne, appuyée par celle de Biscaye et des Asturies, avec l'aristocratie latifundiaire de Castille et d'Andalousie, détentrice du gouvernement depuis la Restauration » (12). Il semble que l'on puisse relever une certaine dose d'exagération dans l'emploi du terme d'affrontement, là où il est possible de ne voir tout au plus qu'un simulacre promptement abandonné, devant la résistance gouvernementale et la menace représentée par le mouvement de grève générale en préparation.

(9) Les deux représentants des Asturies, personnellement opposés à un rapprochement avec la CNT sont obligés de présenter la motion votée par les mineurs qu'ils représentent (F. Romero Salvadó, « La crisis revolucionaria española de 1917. Una apuesta temeraria », dans id. et A. Smith (éd.), *La agonía del liberalismo español. De la revolución a la dictadura (1913-1923)*, Grenade, 2014, pp. 57-84, spécifiquement p. 64, note 27.

(10) Francisco J. Romero Salvadó, « La crisis revolucionaria española de 1917. Una apuesta temeraria », dans id. et Angel Smith (eds.), *La agonía del liberalismo español. De la revolución a la dictadura (1913-1923)*, Grenade, 2014, pp. 57-84, spécifiquement p. 65, citant le dirigeant de la CNT, Ángel Pestaña.

(11) Ángel Bahamonde Magro, « La crisis militar. La rebelión corporativa de las Juntas de Defensa », dans Eduardo González Calleja (coord.), *Anatomía de una crisis. 1917 y los españoles*, Madrid, Alianza Ed., 2017, pp. 67-136.

(12) Juan Antonio Lacomba Avellán, *La Crisis española de 1917*, Madrid, 1970, p. 209.

Car, après la farce de l'Assemblée des parlementaires (13) vient de façon presque immédiate la grève révolutionnaire en août de la même année.

Une provocation calculée du Premier ministre conservateur (14) précipite le déclenchement d'un mouvement prévu, mais encore insuffisamment préparé, du moins du côté du Parti socialiste et de l'UGT, Eduardo Dato ayant poussé à l'intransigeance la compagnie de chemins de fer du Nord confrontée à une grève des cheminots de Valence, ce qui a pour effet de précipiter la grève générale par solidarité, malgré les efforts déployés par les dirigeants de l'UGT pour freiner le mouvement.

Le manifeste, en date du 17 août 1917, du prétendu comité de grève, qui est en fait seulement l'émanation du PSOE et de l'UGT (15), réclame, comme l'assemblée des parlementaires antérieurement dissoute, l'élection, dans des conditions sincères, de Cortes constituantes.

On ne s'attardera pas ici à suivre le détail des événements de la grève, déjà relatés dans un précédent numéro de cette revue (16).

La grève, déclenchée le 13 août, fut bien suivie dans les principaux centres industriels, étant notamment totale en Biscaye, où elle dura du 13 au 20 août (17), avec la paralysie complète de Madrid, Barcelone... Le bassin minier des Asturies fut entièrement touché, jusqu'à la presse ayant cessé de paraître durant dix-huit jours. Une exception notable fut constituée par l'Andalousie, où, à l'exception du bassin minier de Río Tinto, ni les ouvriers ni les paysans ne se mirent en action, les anarcho-syndicalistes locaux se refusant à participer à une grève « politique » (18).

Mais le gouvernement réagit avec vigueur, y compris en utilisant des jeunes de mouvements de droite comme briseurs de grève. Mais surtout, ce fut l'action de l'armée qui se montra décisive. Malgré les consignes données aux manifestants de diriger des acclamations envers les troupes, celles-ci ouvrirent le feu, souvent de manière indiscriminée, et firent de nombreux morts et blessés, notamment dans la ville industrielle de Sabadell, en Catalogne. À Madrid, on mit en action les mitrailleuses contre les manifestants paci-

fiques, qui élevaient des barricades, non pas pour se défendre, mais seulement pour empêcher le passage des tramways (19). À Barcelone, la grève dirigée par la CNT se montra plus violente, avec des tirs

(13) L'auteur universitaire du dernier travail publié sur la question parle de la « fermeture précipitée, et quelque peu burlesque » de l'Assemblée, que l'on surnomma « la semaine comique de Barcelone », et conclut qu'elle fut une manœuvre de pression et non de rébellion explicite (E. González Calleja, « La crisis política. La revolución que no tuvo lugar », dans id. (coord.), *Anatomía de una crisis. 1917 y los españoles*, Madrid, Alianza Ed., 2017, pp. 137-193, spécifiquement p. 166. Également Francisco J. Romero Salvado, « La crisis revolucionaria española de 1917. Una apuesta temeraria », dans id. et A. Smith (éds.), *La agonía del liberalismo español. De la revolución a la dictadura (1913-1923)*, Grenade, 2014, pp. 57-84, parle, page 84, d'une parodie de résistance à propos de l'Assemblée.

(14) F. J. Romero Salvado, « La crisis revolucionaria de 1917 : una apuesta temeraria », dans id. et A. Smith (éds.), *La agonía del liberalismo español*, Grenade, 2014, spécialement p. 77, affirme le « pari risqué » (*la apuesta arriesgada*) d'Eduardo Dato.

(15) Il est signé, au nom de l'UGT par F. Largo Caballero et D. Anguiano, respectivement vice-président et vice-secrétaire, et au nom du PSOE par J. Besteiro e A. Saborit, vice-président et vice-secrétaire.

(16) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 65 (janvier-mars 2015), « L'année 1917 en Espagne. Les journées révolutionnaires du mois d'août 1917 », pp. 161-176, notamment « IV. La classe ouvrière prend au sérieux l'appel à renverser le régime ». Les quelques éléments que nous donnons ci-dessous sont tirés notamment de Josep Termes et Ramón Alquézar, *Historia del Socialismo Español*, dir. par Manuel Tuñón de Lara, t. 2 (1909-1931), Barcelone, 1989, chap. « La huelga general revolucionaria », pp. 99-107. Francisco Sánchez Pérez, « La crisis social. Las tres huelgas de agosto », dans E. González Calleja (coord.), *Anatomía de una crisis. 1917 y los españoles*, Madrid, 1917, pp. 195-278, contient peu d'éléments précis.

(17) Juan Pablo Fusi, *Política obrera en el País Vasco, 1880-1923*, Madrid, Turner, 1975, p. 374.

(18) Gerald H. Meaker, *La izquierda revolucionaria en España (1914-1923)*, Barcelone, Ariel, 1978 (*The Revolutionary Left in Spain, 1914-1923*, Stanford University Press, 1974), p. 122.

(19) Ángel González Calleja, « La crisis política. La revolución que no tuvo lugar », dans id. (coord.), *Anatomía de una crisis. 1917 y los españoles*, Madrid, Alianza Ed., 2017, pp. 137-193, spécifiquement pp. 259-260. G. H. Meaker, *La izquierda revolucionaria en España (1914-1923)*, Barcelone, Ariel, 1978 (*The Revolutionary Left in Spain, 1914-1923*, Stanford University Press, 1974), p. 123.

dirigés contre la troupe. Néanmoins, un certain nombre de soldats furent atteints par des balles de Mauser, une arme utilisée seulement par l'armée, ce qui témoigne au moins de l'action désordonnée de cette dernière.

L'échec de la grève révolutionnaire s'explique au premier chef, et au niveau le plus superficiel, par l'erreur de calcul des dirigeants du Parti socialiste, à l'exception de Pablo Iglesias lui-même. Celui-ci se montrait très réservé sur une telle aventure, mais la maladie le tenait quelque peu à l'écart de la prise des décisions. Les autres leaders socialistes, parmi lesquels on compte Largo Caballero, alors seulement vice-président de l'UGT (20), semblent avoir escompté un ralliement de l'armée au mouvement, ou au moins une absence de participation de sa part à la répression, dans le prolongement de l'épisode des *juntas de defensa*. Mais, précisément, le dénouement de cette affaire explique que l'armée se soit trouvée, en août, du côté de l'ordre monarchique établi, qui avait cédé devant la quasi-mutinerie, en plaçant désormais les militaires en arbitres de la situation. Une déclaration ultérieure d'un autre membre du comité de grève socialiste, Indalecio Prieto, judiciairement poursuivi pour cette participation, comme les autres membres du comité, explique bien la position des chefs socialistes. On nous accuse, dit-il en substance, d'avoir fourni des armes aux ouvriers. Mais, ajoute-t-il, nous ne leur avons pas donné de munitions. C'était là reconnaître, à moins de supposer une marche aveugle à la défaite, l'attente du ralliement de l'armée.

Une autre cause de l'échec du mouvement de grève, et non la moindre, réside dans l'absence d'un relais dans la paysannerie, et notamment dans le prolétariat agricole. Que celui-ci fût prêt à se mettre en mouvement est démontré par ce que l'historien classique de ce mouvement a dénommé « les trois années bolcheviques » (21). L'auteur, nullement un révolutionnaire, mais un bourgeois réformateur, de surcroît notaire de profession, a certainement exagéré, dans l'utilisation de cette expression, le péril pour l'ordre établi représenté par les agitations paysannes dont il s'est fait le narrateur, dans le but de favo-

riser une réforme agraire qui en écarterait le danger (22). En vérité, durant les trois années (1918-1920) que durèrent ces mouvements, ne furent que rarement avancées les revendications radicales qui pouvaient s'inspirer des événements de Russie qui accompagnèrent la révolution bolchevique, telles que le partage des terres, sous le slogan imprécis de « *La terre à ceux qui la travaillent* » (23), au surplus déjà répandu auparavant dans la péninsule Ibérique. Plus fréquentes furent des revendications d'augmentation de salaire, accompagnant des mouvements de grève, et, éventuellement, des incendies de récoltes. Il n'empêche que ces mouvements témoignaient d'une disponibilité des couches rurales les plus exploitées à suivre le modèle du prolétariat industriel, voire à se joindre à eux, qui n'a pas été mise à profit par les organisations de ce dernier dans la crise de 1917. Comment, d'ailleurs, l'auraient-elles pu, quand elles misaient, au moins pour le PSOE-UGT, sur une révolution démocratique plaçant au pouvoir ses alliés républicains bourgeois et petits-bourgeois ? L'abstention sur ce point

(20) Francisco Largo Caballero, après avoir fourni l'appui de l'UGT à la dictature de Primo de Rivera (1923-1930), fut considéré sous la Seconde République (1931-1936) comme « *le Lénine espagnol* », et durant la guerre civile (1936-1939) il sera pendant une période le chef du gouvernement républicain.

(21) Juan Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas. Córdoba (ante cedentes para una reforma agraria)*, Madrid, Alianza Editorial, 1973, l'édition originale datant de 1928. Bien que l'expression « *trienio bolchevista* » ne figure pas dans le titre de l'ouvrage, elle se situe dans celui de plusieurs de ses chapitres. Encore que ses conclusions soient partiellement contestées, il reste le classique sur l'histoire du mouvement.

(22) Pour un exemple de la révision du travail de Díaz del Moral, cf. Ángeles González Fernández, « *La construcción de un mito. El Trienio Bolchevique* », Cuadernos de Historia Contemporánea, Université de Séville, 9-10 (1999-2000), pp. 163-206. Francisco Cobo Romero, « «*La Aurora Roja*» del campo andaluz. Agitación social y luchas campesinas durante el «*Trienio Bolchevique*», 1918-1920 », dans F. J. Romero Salvado et Angel Smith (éds.), *La agonía del liberalismo español. De la revolución a la dictadura (1913-1923)*, Grenade, 2014, pp. 113-139.

(23) Il ne précise pas s'il s'agit d'une répartition individuelle, ou d'une collectivisation.

de la CNT, où l'on peut supposer des liens puissants avec le prolétariat paysan andalou si fortement marqué par l'anarchisme, serait plus énigmatique si l'on ne prenait pas en compte le refus du caractère « politique » de la grève, enraciné dans la tradition anarchiste andalouse. Les « *agitations paysannes* » étudiées par Díaz del Moral ne se déclenchèrent que durant l'année suivante, en partie suscitées par l'écho lointain répercuté depuis l'effondrement de l'empire des tsars. Il existait certainement des organisations, socialistes, ou anarchistes, destinées à la paysannerie et au prolétariat agricole, notamment en Andalousie, mais elles ne paraissent pas avoir joué un grand rôle dans les événements de l'année 1917. Leur essor ne viendra que l'année suivante.

Plus fondamentalement encore, la cause de l'échec du mouvement d'août 1917 se situera dans la stratégie du PSOE-UGT telle qu'elle s'exprime dans le manifeste commun à ces deux organisations, émis le 12 août 1917, soit la veille du déclenchement de la grève (voir le document placé en annexe de cet article).

Nulle part n'y sont formulées les revendications propres que l'on attendrait d'un parti qui se proclame « ouvrier » et d'une organisation syndicale de « travailleurs » : rien n'y est exprimé concernant les salaires et le coût de la vie, rien n'y est dit à propos de conquêtes ouvrières éventuelles (telles que la journée de 8 heures, qui sera obtenue deux ans plus tard, après une autre grève historique), pour ne pas parler des revendications agraires. Tout au plus la grève des cheminots de Valence, facteur déclenchant de la grève générale, y est-elle mentionnée, mais seulement comme une preuve de la duplicité du gouvernement en place. C'est-à-dire que, d'une manière assez subtile, on voit déplacer la question du niveau social au plan politique. Car tout le manifeste se résume à la revendication d'une « révolution » politique, qui, implicitement, se ferait avec l'appui des organisations politiques représentées dans l'Assemblée des parlementaires, réunie et dissoute le 19 juillet. Mais, précisément, la pitoyable issue de cette assemblée montrait-elle le peu d'empressement des organisations « démocratiques » bourgeoises, petites-bourgeoises et régionalistes, à s'affronter avec le pouvoir monarcho-

oligarchique (pour ne pas dire aristocratique) en place. Cela avant même que ne se mettent en mouvement les forces déclenchées par le mot d'ordre de grève du mois d'août. La combativité ouvrière manifestée durant les jours de grève (24), en contraste avec les mots d'ordre avancés par le manifeste, ne pouvait qu'effrayer les supposés alliés du mouvement.

De fait, à l'unisson de l'armée mitraillant les grévistes, les organisations républicaines et régionalistes s'alignèrent pour la défense de l'ordre en place. Ainsi, une estimation modérée de l'attitude des alliés supposés des socialistes explique qu'après le 13 août l'espoir d'une complicité entre l'Assemblée [des parlementaires], l'armée et le prolétariat s'évanouit rapidement. Selon cet auteur, les régionalistes catalans et la majorité de ses associés parlementaires restèrent sans prendre ouvertement parti dans l'attente de voir comment tournaient les événements. Si la révolution avait triomphé, ils n'auraient pas perdu de temps pour réclamer le pouvoir. Mais dès qu'ils comprirent que la grève allait à l'échec, ils s'empressèrent de prendre leur distance de tout soupçon de révolution (25). Un autre historien actuel formule une appréciation plus ou moins équivalente : l'armée n'appuya pas la grève [c'est le moins que l'on puisse dire ! J.-P. M.], comme ne le firent pas les catalanistes, craignant de favoriser une situation de double pouvoir, de style russe (26), et une grande partie des réformistes, dans l'obsession de ne pas perdre leurs districts électoraux, et les radicaux [c'est-à-dire les lerroixistes], toujours plus alignés comme un parti de classes moyennes, après la croissance de la CNT (27).

(24) On trouvera les témoignages de cette combativité dans « *L'année 1917 en Espagne. Les journées révolutionnaires du mois d'août 1917* », *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 65 (2015), pp. 161-176.

(25) J. Romero Salvado, « *La crisis revolucionaria española de 1917* », spécialement pp. 80-81.

(26) Sic. La méconnaissance que l'on avait en Espagne durant l'année 1917 des modalités précises des événements de Russie permettrait de mettre en doute une telle appréciation, si l'on avait en vue le rôle des soviets, mais il n'empêche que la crainte d'une situation révolutionnaire, plus ou moins similaire à celle qui était alors en cours en Russie, était réelle.

Si la répression frappa durement les grévistes, elle sut épargner leurs dirigeants, évidemment dans la conscience qu'ils représentaient les meilleurs et ultimes défenseurs de l'ordre existant, dans l'attente de la dictature militaire qu'établirait en 1923 le général Primo de Rivera, avec lequel les leaders socialistes surent d'ailleurs collaborer. Les membres du comité de grève socialiste-ugétiste, arrêtés durant la grève, d'abord condamnés à mort par un conseil de guerre, eurent leur peine commuée en prison perpétuelle. Et ils devaient être finalement amnistiés après les élections de 1918 qui virent leur élection comme députés.

Vers la formation du Parti communiste

La constitution d'un vrai parti révolutionnaire, sur le modèle du Parti bolchevique de Russie, et dont l'absence constitue à l'évidence l'un des facteurs déterminants de l'échec de la grève d'août 1917, ne va s'effectuer que difficilement, en deux étapes marquées chacune par la naissance d'un parti s'intitulant « communiste », jusqu'à ce que ces deux partis finissent par s'unifier, non sans peine.



Mikhail Borodine, envoyé du Komintern en Espagne. D.R.

Le premier parti communiste, dit Partido Comunista Español, voit le jour en avril 1920, en partie sous l'influence du représentant de l'Internationale communiste, Borodine, à partir des Jeunesses socialistes. Il est implanté essentiellement à Madrid, n'ayant pas réussi à rallier la section des Asturies. De tendance très gauchiste, il est proche de groupes similaires en Europe, tels que le KAPD allemand, et n'aurait pas compté plus d'un millier de militants (28).

Le second parti communiste, dit Partido Comunista Obrero, résulte de la scission du PSOE, opérée en avril 1921, entre le centre-gauche des « terceristas »,



Largo Caballero et les dirigeants du comité pour la grève générale en 1917 à la prison de Cartagena. D.R.

favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste – la Troisième Internationale, avec l'acceptation des vingt et une conditions stipulées par Moscou, et le centre-droit, qui les refuse, en particulier celle stipulant l'exclusion des éléments hostiles à l'Internationale Communiste. La différence avec la scission du Parti socialiste en France, effectuée peu auparavant au Congrès de Tours (décembre 1920), où c'est la majorité favorable à la III^e Internationale qui forme le Parti communiste, réside dans le fait qu'en Espagne c'est la minorité acceptant les consignes formulées par Moscou, et notamment aux vingt

(27) E. González Calleja, « *La crisis polític* », dans id. éd., *Anatomía de una crisis*, spécialement p. 182.

(28) Le nouveau parti ne comptait pas plus d'un millier de membres dispersés et une centaine à Madrid (Victor Alba, *El Partido Comunista en España. Ensayo de interpretación histórica*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 33.

(29) Sebastián Faber, « *Es la hora de la claridad dogmática* ». *El impacto de la Revolución rusa en la cultura política española*, dans Juan Andrade et Fernando Hernández Sánchez (éds.), 1917. *La Revolución rusa cien años después*, Madrid, Akal, 2017, pp. 263-288, citant, page 279, une conférence de l'autre Juan Andrade, l'un des fondateurs du premier PCE, et ultérieurement dirigeant du POUM.

et une conditions, qui s'en va former un nouveau parti, tandis que la majorité hostile à l'adhésion garde le contrôle du vieux PSOE.

Les deux groupes fusionneront en novembre 1921, sous la pression de l'Internationale Communiste, mais il ne s'agissait encore guère plus que de groupuscules. Le premier aurait eu 2 050 adhérents, et le second 4 500, au moment de la fusion (29), tandis que pour un autre auteur les effectifs du parti tout juste unifié ne dépassaient pas les 1 200 militants (30).

Un troisième élément entrera dans la formation du Parti communiste espagnol, celui des militants de la CNT favorables au bolchevisme, représentés par Andrés (ou Andreu) Nin et Joaquim Maurin. Ce dernier assurera brièvement le leadership

de la CNT, à la suite de l'arrestation des dirigeants anarchistes de cette centrale, dans le contexte de la répression déclenchée contre elle.

Mais l'heure de l'opportunité révolutionnaire de juillet-août 1917 en Espagne était passée, et l'on s'acheminait vers l'instauration de la dictature militaire en 1923, en attendant que celle-ci tombe, avec la monarchie, en 1931, et que s'ouvre une nouvelle et encore plus profonde phase révolutionnaire dans « l'État espagnol » de la péninsule. ■

(30) Andrew Charles Durgan, B.O.C. 1930-1936. *El Bloque Obrero y Campesino*, Barcelone, 1996, p. 18, faisant référence à J. Ballejos, *La Comintern en España*, México, 1972, p. 27.



Andreu Nin, Joaquim Maurin, Ramon Casanellas en 1920. D.R.

Document

Le manifeste conjoint PSOE-UGT, en date du 12 août 1917 (dans Josep Termes et Ramón Alquézar, *Historia del Socialismo Español*, dirigée par Manuel Tuñón de Lara, tome 2, 1909-1931, Barcelone, 1989, pp. 295-297. Traduction J.-P. Molénat).

Aux ouvriers et à l'opinion publique

Le moment est venu de mettre en pratique, sans aucune hésitation, les propositions formulées par les représentants de l'Union générale des travailleurs et de la Confédération nationale du travail, dans le manifeste émané de ces organismes, au mois de mars dernier (1).

Pendant le temps écoulé depuis cette date jusqu'au moment présent, l'affirmation faite par le prolétariat de la demande,

comme remède aux maux dont souffre l'Espagne, d'un changement fondamental du régime politique, a été corroborée par l'attitude successivement adoptée par d'importants organismes nationaux, depuis l'énergique affirmation de l'existence des Juntas de défense de l'arme d'infanterie devant les tentatives de dissolution de ces organes par les pouvoirs publics, jusqu'à l'Assemblée des parlementaires tenue à Barcelone le 19 juillet, et l'adhésion aux conclusions de cette assemblée de nombreuses municipalités, qui donnent au public témoignage du désir de rénovation qui existent dans tout le pays. Durant les jours fiévreux où tous ces événements ont eu lieu, le prolétariat espagnol a donné des preuves de sérénité et de réflexion, qui ont peut-être été interprétées par les oligarchies détentrices du pouvoir comme des manifestations de

manque d'énergie et d'incompréhension de la gravité des circonstances actuelles.

Si les serviteurs de la monarchie espagnole se sont fait une telle idée, ils se sont totalement trompés. Le peuple, le prolétariat espagnol, a assisté durant ces derniers mois à un honteux spectacle, mélange d'incompétence et de jactance repoussante, de mépris de la vie et des droits du peuple, d'utilisation sans pudeur des mensonges les plus dégradants, comme ultime recours du gouvernement. Si le prolétariat, si le peuple espagnol tout entier se résignait à continuer de vivre dans cette situation honteuse, il aurait perdu, devant sa propre conscience et devant celle de l'étranger, les nobles traits qui rendent les collectivités humaines dignes du respect et de la considération universels, même au milieu des plus profondes crises de la vie des peuples.

Près d'un demi-siècle de corruption a conduit les institutions politiques espagnoles à un tel degré de pauvreté que même les forces armées réclament contre l'injustice et l'arbitraire et se considèrent comme trompées par les pouvoirs publics, qui leur ont prodigué tant de flatteries, quand il s'agissait seulement de les utiliser comme un instrument d'oppression et de tyrannie. Si les pouvoirs publics se sont ainsi comportés envers les classes sociales dont ils ont toujours cherché l'adhésion comme ferme garantie de leur existence et de leur domination, qu'ont-ils pu faire envers le peuple sans défense, sous un régime constitutionnel fictif, sous un régime de misère et de pillage, dans un état culturel maintenu par les oligarques au plus bas niveau, au-dessus duquel la masse citoyenne peut seulement s'élever peu à peu, au prix d'efforts persévérants.

Le prolétariat espagnol est décidé à ne pas assister passivement un moment de plus à cet état de choses intolérable.

La grève des chemins de fer, provoquée dernièrement par ce gouvernement de conseillers de puissantes compagnies, constitue une preuve supplémentaire du caractère intolérable des conditions actuelles de notre vie.

On a provoqué un conflit ferroviaire par le licenciement de certains travailleurs. Le gouvernement a offert sa médiation et le directeur de la compagnie a accepté de

parlé avec le personnel, à condition qu'il ne soit pas traité de la question qui a été précisément à l'origine du conflit. Ces moyens honteux, déguisés dans le langage de la décadence nationale sous le nom d'habiletés, sont rejetés, une fois pour toutes, par le prolétariat espagnol, au nom de la moralité et de la décence nationales.

Les cheminots espagnols ne sont pas seuls dans la lutte. Tout le prolétariat organisé les accompagne, en grève depuis le 13 [août]. Cette grande mobilisation du prolétariat ne s'arrêtera pas avant d'avoir obtenu des garanties suffisantes du changement de régime, nécessaires à la sauvegarde de la dignité, de l'honneur et de la vie de la nation.

Nous demandons la constitution d'un gouvernement provisoire qui assume les pouvoirs exécutif et modérateur, et prépare, moyennant les modifications inexcusables d'une législation viciée, la tenue d'élections sincères de Cortes constituantes, qui abordent en pleine liberté les problèmes fondamentaux de la constitution politique du pays. Tant que cet objectif ne sera pas obtenu, l'organisation ouvrière est absolument décidée à se maintenir dans son attitude de grève.

Citoyens : nous ne sommes pas des instruments de désordre, comme nous appellent fréquemment, en toute impudeur, les gouvernants dont nous souffrons. Nous acceptons une mission de sacrifice pour le bien de tous, pour la sauvegarde du peuple espagnol, et nous vous demandons votre concours. Vive l'Espagne !

Madrid, le 12 août 1917.

**Pour le comité national
de l'Union générale des travailleurs :
Francisco Largo Caballero,
vice-président ;
Daniel Anguiano, vice-secrétaire.
Pour le comité national
du Parti socialiste :
Julián Besteiro, vice-président ;
Andrés Saborit, vice-secrétaire**

(1) On trouvera un extrait du manifeste conjoint de l'UGT et de la CNT, en date du 27 mars 1917, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 65 (2015), pp. 168-170. Il est un peu plus explicite sur les revendications ouvrières et affirme la nécessité de l'unité des organisations prolétariennes.



Karl Liebknecht haranguant la foule à Berlin. D.R.

« *Histoire, vieille taupe, tu as bien travaillé ! En cet instant, le prolétariat international, le prolétariat allemand sont agités par un mot d'ordre, un appel que seule peut faire jaillir l'heure glorieuse d'un tournant mondial : impérialisme ou socialisme ! Guerre ou révolution ! Il n'y a pas d'autre issue !* » (Rosa Luxemburg, *Der alte Maulwurf, Spartakusbriefe* n° 5, mai 1917).

« *Le doute n'est plus possible. Nous sommes au seuil de la révolution prolétarienne mondiale.* »

(Lénine, *La crise est mûre, Rabotchij Put'*, 7 [20] octobre 1917).

L'impact de la révolution russe en Allemagne (1914-1918)

par Philippe Bourrinet

Le 4 août 1914, la social-démocratie allemande – considérée comme « *le joyau de l'organisation du prolétariat conscient* » (1) – capitule sans condition en se soumettant corps et âme à sa bourgeoisie. Elle vote unanimement les crédits de guerre. Opposé à ce vote, Karl Liebknecht dut s'y rallier par discipline, ce qu'il considéra très vite comme « *une faute grave* » de sa part. C'est seulement le 2 décembre 1914 qu'il vote publiquement contre. Il est désavoué par tous les députés SPD, y compris la prétendue gauche autour de Georg Ledebour, Hugo Haase et Wilhelm Dittmann qui devait former l'USPD en 1917.

Liebknecht devient rapidement le vivant porte-parole de cette résistance à la trahison. Il fut l'homme le plus populaire dans les tranchées et sur les navires de guerre. Son mot d'ordre, à partir de mai 1915, est « *L'ennemi principal réside dans chacun des pays* » [*Der Hauptfeind liegt im eigenen Land*], un mot d'ordre qu'il ne cessera de marteler et sera vite repris par le courant internationaliste.

Les internationalistes allemands, qu'ils soient à Berlin, Brême, Stuttgart, Hamburg ou Dresde, nagent complètement à contre-courant. Comme le note avec désespoir Rosa Luxemburg, à Paris comme à Berlin, c'est une écœurante chasse aux sorcières : « *La population de villes entières métamorphosée en populace, prête à dénoncer n'importe qui, à maltraiter des femmes, à crier : hurrah ! ... un climat de sacrifice rituel, une atmosphère de pogrom* » (2).

Comme force national-patriotique, la social-démocratie devient le capital idéologique le plus précieux de l'État impérial. Dans un entretien secret avec le pouvoir, le député Cohen-Reuss explique que le seul souhait du SPD est « *de faire la paix avec la monarchie et l'armée ; ... de combler par tous les moyens le fossé qui coupe le peuple allemand en deux* ». Il était donc tout naturel qu'en remercie-

(1) *Arbeiterzeitung*, Vienne, 5 août 1914.

(2) Rosa Luxemburg, *Ausgewählte Reden und Schriften*, Band 1, Dietz Verlag, Berlin, 1955, p. 258.

ment le chancelier Bethmann-Hollweg invite les commandants de région militaire à laisser pénétrer la presse du SPD dans les casernes (3).

Le retard des internationalistes allemands et la lente réémergence du prolétariat

Les internationalistes allemands étaient en retard pour former, comme l'avaient fait avant 1914 les bolcheviks autour de



Rosa Luxemburg. D.R.

Lénine et les tribunistes hollandais, autour de Gorter et Pannekoek, un solide noyau ayant rompu avec le réformisme. Lors de la scission tribuniste de 1911, Rosa Luxemburg incite Henriette Roland Holst à rester dans le parti opportuniste de Troelstra : « *Le pire des partis des travailleurs est toujours mieux qu'aucun... On ne peut pas rester à attendre hors du parti, on doit continuer le combat – aussi stérile qu'il puisse paraître – jusqu'au bout* » (4).

Au soir du 4 août 1914, quelques rares opposants se réunissent dans l'appartement de Rosa Luxemburg à Berlin. La proposition de quitter le SPD est immédiatement repoussée. De la part des dirigeants qui constituèrent le groupe *Die Internationale*, ce fut un leitmotiv pendant toute la guerre : « *Unité* ». Pourtant, Liebknecht répéta souvent : « *Ce qu'il faut par-dessus tout, ce n'est pas l'unité, mais la clarté... Pas de rassemblement sans l'unité des idées* » (5). Lorsqu'en novembre-décembre 1918 la fondation du Parti communiste devient inéluctable, Leo Jogiches, l'organisateur le plus doué du spartakisme, se prononce contre.

Les internationalistes maintinrent, et au prix d'immenses difficultés, le flambeau de la lutte des classes. Les premiers tracts circulent à partir de novembre 1914, d'abord à Berlin, à Niederbarnim, puis dans les groupes d'opposants locaux (Hamburg, Stuttgart, Gotha, Düsseldorf, Dresde). C'est surtout à partir du début de l'année 1916 [groupe spartakiste autour de *Die Internationale* et des *Spartakusbriefe*, *Arbeiterpolitik* à Brême], que l'on peut parler d'une renaissance du mouvement révolutionnaire. Celui-ci passe du pacifisme lénifiant [un tract de Noël 1914 proclame : « *Paix sur la terre* »] à l'offensive en s'attaquant globalement à l'ordre impérialiste, ce que fait Rosa Luxemburg dans la brochure de *Junius* écrite en 1915 et publiée en 1916 (6).

Encore fallait-il que le prolétariat sorte du coma idéologique provoqué par la trahison du SPD. Les premières manifestations prolétariennes vinrent des femmes à l'automne 1915. Elles furent au premier rang pour lutter contre la cherté de la vie et le rationnement de famine pour les classes populaires. Les mots d'ordre sont alors « *Pour le pain et la paix* ».

Il fallut attendre la célèbre manifestation du 1^{er} mai 1916 à Berlin contre la guerre, pour que le ton change. Ledebour, le délégué de Zimmerwald, ainsi que ses partisans refusent d'y participer. Lors de cette grande manifestation illégale, la voix puissante de Liebknecht retentit : « *À bas la guerre ! À bas le gouvernement !* » Les manifestants reprennent souvent le mode d'ordre : « *Vive l'Internationale !* »

(3) Gilbert Badia, *Le spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht 1914-1919*, L'Arche, Paris, 1967, p. 23.

(4) Rosa Luxemburg, *Gesammelte Werke (1907-1918)*, Band 7.1, Dietz Verlag, Berlin, 2017. Même position chez Bordiga en 1926 qui, pour rester dans le « Parti », choisit de se soumettre à la « bolchevisation » de la section italienne orchestrée par Gramsci, fût-ce en appliquant – par discipline – les décisions les plus absurdes.

(5) Karl Liebknecht, « Die Aufgaben der proletarischen Jugendbewegung », résolution de la Conférence des jeunes à Iéna, 23-24 avril 1916.

(6) Rosa Luxemburg, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916)*, *Œuvres complètes*, tome IV, Smolny/Agone, 2014.

Liebknicht est immédiatement arrêté, puis jugé et condamné à la forteresse. Comme Rosa Luxemburg, emprisonnée elle aussi, son nom devient le porte-étendard de la résistance des ouvriers en bleu de travail et en uniforme.

À l'annonce de la condamnation de Liebknicht, le 29 juin 1916, des grèves éclatent dans plusieurs villes : 26 000 métallos cessent le travail à Berlin. Les grèves sont organisées par les Délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*), dont beaucoup se retrouveront dans l'USPD en avril 1917. Grèves et manifestations se déroulent aussi à Braunschweig, Brême et Stuttgart. Kautsky, le pape de la social-démocratie, constate avec inquiétude : « *Liebknicht est aujourd'hui l'homme le plus populaire dans les tranchées... Les masses n'entendent rien au détail de sa politique, mais voient en lui l'homme qui agit pour faire cesser la guerre...* » (7).

Le printemps 1917, qui voit l'entrée progressive des États-Unis dans la guerre, la multiplication des émeutes de la faim, se traduit par une radicalisation progressive des masses ouvrières, mais dont les minorités veulent encore une « unité » des oppositions. La fondation de l'USPD à Gotha (6-8 avril 1917), à laquelle souscrivent les spartakistes en y adhérant comme fraction, semble avoir eu comme objectif d'éviter que les masses se tournent toujours plus vers le « *Linksradikalismus* ». Kautsky le confesse sans ambages : « *Si notre groupe ne s'était pas formé, Berlin eût été conquis par les spartakistes et se serait placé en dehors du Parti* » (8).

Pour que les masses « *entendent quelque chose à la politique* », encore fallait-il une rupture totale avec la social-démocratie, y compris avec sa fraction centriste, de « gauche ». Des minorités de plus en plus importantes se prononcent pourtant, depuis janvier 1916, pour la scission et la formation d'une organisation de « socialistes internationalistes » (*Internationale Sozialisten*). Le groupe *Arbeiterpolitik* de Brême, constitué autour de l'instituteur Johann Knief, mais aussi le groupe de Dresde autour d'Otto Rühle réclament de vite trancher dans le vif. Rühle l'affirme le 12 janvier 1916, sans scission, pas de dynamique révolution-

naire : « *Si la scission doit s'accomplir, je pourrai de nouveau respirer librement. La scission – j'en suis convaincu – rendra possible un combat clair et résolu pour les buts du socialisme* » (9).

Le retard des minorités internationalistes était certes organisationnel, mais il était aussi politique : Lénine pose la question de la prise du pouvoir dès l'automne 1914 en escomptant la « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » ; le spartakisme ne la posera qu'en novembre 1918. Ce retard devient patent à la veille de l'événement historique le plus important du XX^e siècle.

L'impact de la révolution russe

C'est la révolution russe qui montra le chemin au prolétariat allemand. Son impact est énorme, d'autant plus que le mécontentement de la population ouvrière, soumise à la militarisation du travail et aux pires restrictions alimentaires, devient explosif. Cette double conjonction inquiète sérieusement la bourgeoisie allemande. Des dirigeants syndicaux social-patriotes comme Carl Legien préviennent les autorités : « *L'agitation publique que suscitent les difficultés du ravitaillement et le mouvement révolutionnaire en Russie risque de provoquer une tempête telle que le gouvernement ne pourrait s'en rendre maître* » (10).

De leur côté, les chefs du courant indépendant prennent la pose du « modérateur », jouant même les Cassandre. Hugo Haase s'adresse ainsi au Premier ministre en plein Reichstag : « *Le chancelier désire-t-il que les masses allemandes en arrivent à parler le russe ?* » (11). Georg Ledebour, présent au congrès de Zimmerwald, plus pacifiste et concilia-

(7) Badia, *op. cit.*, p. 109.

(8) Badia, *op. cit.*, p. 119.

(9) *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, vol. 1, 1914-1917, Dietz Verlag, Berlin-Est, 1958, p. 301.

(10) Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, tome I, Éditions sociales, Paris, 1962, pp. 70-71.

(11) Pierre Broué, *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, EDI, Paris, 1967, p. 56.

teur que révolutionnaire, déclare lors du congrès de fondation de l'USPD à Gotha : « *Nous, les sociaux-démocrates de l'opposition, n'avons pas négligé ce qui se passe à l'Est. Nous avons profité de l'occasion pour montrer au gouvernement et aux partis bourgeois qu'il est grand temps d'en tirer les leçons... Si cela continue, il se produira inévitablement chez nous en Allemagne des événements comme ceux de Russie* » (12). Le ton est tout autre chez la minorité spartakiste qui a adhéré à l'USPD. Clara Zetkin écrit au congrès qu'il s'agit maintenant « *d'être digne de cet exaltant événement du siècle ! Mettons-nous à l'école de la maîtresse historique de tous les peuples et de tous les temps : la Révolution... Vive le socialisme international !* » (13).

Prodromes de révolution : les grèves d'avril 1917

Dans un rapport du 23 février, **donc avant même l'éclatement de la « révolution de février » en Russie (8 mars dans le calendrier occidental)**, le préfet de police de Berlin se plaint que les métallos de Berlin adhèrent à l'opposition, voire au spartakisme, qui a pris pour mot d'ordre « *mettre fin à la guerre par des grèves* ».

Dès avril, le prolétariat, à Berlin et à Leipzig, se mobilise contre le pouvoir capitaliste en se revendiquant ouvertement de la révolution russe. Un tract spartakiste à Leipzig célèbre la révolution russe et en appelle au renversement de la monarchie : « *À bas cette guerre d'assassins ! À bas l'état de siège... Que le drapeau rouge flotte sur la libre République ! Prenez vous-mêmes votre destinée en mains ! Le pouvoir vous appartient, si vous êtes unis !* » (14). À Berlin, les délégués révolutionnaires ont appelé à une grève qui mobilisera 300 000 ouvriers des grosses usines. Le mot d'ordre est l'amélioration du ravitaillement. À Leipzig, le mot d'ordre est vite devenu politique : une paix sans annexions, suppression de la censure et de l'état de siège, abolition de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre, libération des prisonniers politiques. À Berlin, où les indépendants de droite cherchent à faire reprendre le travail, un nouveau mot

d'ordre surgit : « *Élection de conseils ouvriers* ». En réalité, il s'agit d'un appel des ouvriers de Leipzig à former un cartel de représentants des métallos et de l'USPD comme organe de représentation des « intérêts ouvriers ».

La situation mûrit mais lentement. Comme en Russie, l'enjeu devient militaire : combien de temps les soldats et marins vont se soumettre avant de se transformer en enrégés face à un conflit qui ne donne comme paix que celle des cimetières.

L'agitation révolutionnaire chez les marins

À la différence de la Russie, l'agitation révolutionnaire ne touchera guère les soldats du front. L'opposition se manifestait surtout par des désertions individuelles ; il s'agissait souvent de militants recherchés qui bénéficiaient



Max Reichpietsch et Albin Köbis, marins révolutionnaires, condamnés à mort et fusillés en septembre 1917. D.R

(12) Ledebour ajoute : « *Nous sommes des démocrates* » (**Wir sind Demokraten**). Cf. Emil Eichhorn (éd.), *Protokoll über die Verhandlungen des Gründungs-Parteitag der USPD vom 6. Bis 8. April 1917 in Gotha*, Berlin, 1921, pp. 51-60.

(13) *Ibid.*, p. 50.

(14) D'après Broué, *op. cit.*, p. 58, s'appuyant sur l'historien est-allemand Klaus Mammach, *Der Einfluss der russischen Februarrevolution und der Großen Sozialistischen Oktoberrevolution auf die deutsche Arbeiterklasse*, paru chez Dietz en 1955.

d'un efficace réseau d'exfiltration vers la Hollande et les pays scandinaves. Mais, comme en Russie, les marins des navires de guerre, ouvriers et techniciens qualifiés, jouent un rôle majeur, le navire n'étant pour eux rien d'autre qu'une usine militarisée, menacée de destruction immédiate lors d'une sortie en mer pour affronter la puissance de feu meurtrière des canons britanniques.

Le maintien des navires de guerre allemands dans les ports permettait des contacts étroits avec les ouvriers des chantiers navals. La lecture des quelques journaux radicaux pouvant encore paraître, comme la *Leipziger Volkszeitung*, était chose courante sur les navires. À terre, les marins tissent des liens avec leurs camarades des navires mouillant dans les ports de la côte Nord.

En juin 1917, à l'occasion de l'instauration de commissions de cambuse (15) pour contrôler le ravitaillement, les marins radicaux forment une *Ligue des soldats et marins*, bien entendu clandestine. Il s'agit d'œuvrer à « *la construction de conseils de marins sur le modèle russe* » (16). Les premiers incidents se multiplient : refus d'obéissance, descente à terre sans permission. Leurs leaders sont Köbis et Reichpietsch. Ce dernier a le tort de s'adresser aux Indépendants récemment portés sur les fonts baptismaux à Gotha. L'un de leurs leaders Dittmann lui déconseille de former des cercles conspiratifs. Il faut agir en toute légalité en adhérant à l'USPD. Dittmann précise que l'objectif est d'abord la « *lutte pour la paix* », vantant la prochaine Conférence socialiste internationale à Stockholm à laquelle doit participer son parti. Dittmann le congédie aimablement en lui remettant des bulletins d'adhésion...

Peu réceptif à ces belles paroles légalistes et pacifistes, Reichpietsch, Köbis et d'autres mettent en place une direction clandestine regroupant 5 000 marins. Ils incitent à « *briser les chaînes comme l'ont fait les Russes* » (17). Grèves de la faim, sorties sans permission se multiplient. La police militaire, qui sait déjà tout, arrête entre autres Reichpietsch et Köbis. Ils sont condamnés à mort le 26 août et fusillés le 5 septembre près de Cologne (18).

À quelques semaines de l'insurrection du 8 novembre (nouveau calendrier), Lénine est catégorique : « ... *Le début de mutineries militaires en Allemagne est l'un des symptômes irrécusables d'un grand tournant, celui d'une veille de révolution à l'échelle mondiale* » (19).

D'octobre 1917 à octobre 1918

Lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir au nom des conseils d'ouvriers et de soldats, les Indépendants tirent un joli coup de chapeau, saluant la révolution comme une colombe de la paix sociale : « *De tout notre cœur, nous sommes nous prolétaires allemands, en ces heures, avec nos camarades russes au combat... Ils sont l'avant-garde de l'humanité, l'avant-garde de la paix* » (20). Karl Kautsky, rallié à l'USPD, n'y voit par contre que « *décomposition sociale et politique, le chaos* » (21).

Seuls les spartakistes, ainsi que les noyaux qui formeront plus tard les IKD à Dresde, Berlin, Hamburg, et le groupe *Arbeiterpolitik*, se rangent du côté d'Octobre, comme avant-garde de la révolution mondiale. Knief, le 15 décembre 1917, exprime sous le pseudonyme de Peter Unruh sa vision d'Octobre. Dans l'en-

(15) La cambuse est un local, situé entre la cale et le faux-pont, où est entreposée une partie des vivres. Les cambusiers les distribuaient chaque jour à l'équipage.

(16) Broué, *op. cit.*, p. 64.

(17) Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Éditions de Minuit, 1971, p. 108.

(18) Voir le récent article de Nicolas Offenstadt (« *Les marins allemands oubliés de 1917* ») qui leur est consacré dans *Libération* du 4 septembre 2017 : http://www.liberation.fr/debats/2017/09/04/les-marins-allemands-oublies-de-1917_1594118.

(19) Lénine, « *La crise est mûre* », 20 octobre 1917, *Œuvres*, tome XXVI, Éditions sociales.

(20) Cité par Jürgen Schlimper, « *Es ist eine Umwälzung von ungeheuren Dimensionen* ». *Die sozialdemokratische Leipziger Volkszeitung über die Russische Revolution (1917-1933)*, in *Die Russische Revolution 1917 und die Linke auf dem Weg in das 21. Jahrhundert*, Leipzig, 1998.

(21) Karl Kautsky, « *Die Erhebung der Bolschewiki* », *Leipziger Volkszeitung*, 15 novembre 1917.

thousiasme, il voit cette prise du pouvoir avec des lunettes roses : «... *La Russie gémissant dans les chaînes du tsarisme la plus rétrograde a été dotée d'une démocratie comme il n'en existe pas sur tout le globe... Le conseil des ouvriers et des soldats dirige désormais les destinées du pays* » (22), alors que les conseils vont se transformer peu à peu en courroie de transmission du Parti bolchevique.

Mais, surtout, la prise du pouvoir bolchevique ne permet pas vraiment une vraie clarification politique en se débarrassant une fois pour toute du boulet « centriste ». Pour Knief, le premier succès d'Octobre doit être « chirurgical » : il faut se constituer en corps séparé, regroupé dans un Parti socialiste internationaliste indépendant : « *Aujourd'hui, en raison de la situation internationale, la fondation d'une organisation d'extrême gauche (linksradikal) distincte devient la priorité des priorités... Nous avons à chaque fois manifesté la ferme volonté de tout faire pour créer en Allemagne un sol propice à un parti d'extrême gauche. Aussi nous exigeons de nos amis du groupe "Internationale"... de se désolidariser immédiatement et publiquement des Indépendants, ces pseudo-socialistes, et de former leur propre parti d'extrême gauche, avec leurs chefs s'ils le souhaitent, sans eux s'ils s'y opposent – pour reprendre cette expression utilisée par la cam. Zetkin dans le premier numéro de la revue Die International* » (23).

L'attitude des Indépendants allait confirmer ce jugement, au moment où les premiers signes de la révolution deviennent visibles en janvier 1918 sous forme de grèves de masses. Leur cause est en fait essentiellement politique au moment où à Brest-Litovsk le général Hoffmann, chef de la délégation militaire du Reich, ne cache pas son intention de saigner à blanc la Russie révolutionnaire par des annexions territoriales (pays baltes), de piller l'Ukraine, grenier à blé pour les armées allemandes, et de rallumer la guerre sur le front oriental.

Du 14 au 20 janvier 1918, les ouvriers autrichiens avaient déjà donné l'exemple, en se lançant dans une grève générale contre les conditions de Brest-Litovsk qui signifiaient la relance de la guerre. Dans

un Appel diffusé fin décembre 1917, intitulé « *l'heure de la décision* », les spartakistes insistaient sur l'enjeu d'une lutte économique sans merci contre l'économie de guerre et surtout politique pour la révolution prolétarienne internationale : « *Il n'y a qu'un moyen d'arrêter le génocide des peuples et d'aboutir à une paix générale : c'est de déclencher une lutte de masse, des grèves de masse qui paralyseront toute l'économie et l'industrie de guerre, c'est de se fixer comme objectifs la révolution et l'instauration d'une République populaire d'Allemagne sous la conduite de la classe ouvrière. C'est seulement ainsi que la révolution russe pourra être sauvée* » (24).

Alors que les Indépendants ne voulaient pas appeler à une grève politique contre la guerre, les Délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*), majoritairement USPD de gauche, dont le mentor est le très populaire Richard Müller, appellent à la grève de masse pour le lundi 28 janvier 1918. Touchant d'abord Berlin, la grève se propage dans la Ruhr, à Kiel, Brême, Hamburg et Dresde. Le total des grévistes est d'au moins un million, dont la moitié à Berlin. Leur mot d'ordre est la « *conclusion rapide d'une paix sans annexion ni indemnités* ».

Les spartakistes restaient minoritaires par rapport aux Indépendants de gauche. Mais leur propagande pour la création d'un Conseil ouvrier élu (un délégué pour 1 000 ouvriers) dans toutes les usines ne passa pas inaperçue. Leur appel à « *n'élire à aucun prix* » les chefs syndicaux, les social-patriotes, « *loups déguisés en agneaux* » ne fut pas entendu. Sur les onze membres du Comité d'action berlinois, un seul était spartakiste. L'Assemblée des délégués décida de coopter trois USPD : Haase, Ledebour et Dittmann,

(22) Cité par Gilbert Badia, *Le Spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht 1914-1919*, L'Arche, Paris, 1967, p. 161.

(23) Peter Unruh (Johann Knief), « *Eine dringende Notwendigkeit* », *Arbeiterpolitik*, Brême, n° 50, 15 décembre 1917.

(24) *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Reihe II 1914-1945, vol. 2, November 1917 – Dezember 1978, Dietz Verlag, Berlin-Est, 1957, p. 51.

excluant de faire appel aux majoritaires. Il fallut toute l'insistance du président de séance Richard Müller (25), malgré deux votes négatifs, pour imposer dans le Comité d'action Ebert, Scheidemann et Braun, futurs bourreaux du prolétariat allemand. Lorsqu'Ebert affirme dans une assemblée que les ouvriers « *ont le devoir de soutenir leurs frères et pères au front et de leur fournir les meilleures armes* », il se fait copieusement huer et traiter de « *briseur de grève* ».

La grève, faute de clarté sur ses ennemis internes (« *les loups déguisés en agneaux* ») se délitait rapidement, malgré quelques affrontements avec la police. Les autorités militaires annoncent le premier février que les usines qui n'auraient pas repris le travail le 4 février seraient militarisées. Pour arrêter la grève, Scheidemann et Ebert, soutenus par le chef indépendant Haase, négocient avec le chancelier. La répression peut durement frapper. Les soldats à Berlin n'ont pas bougé et soutiennent leurs officiers. Les grévistes sont arrêtés en masse et 500 ouvriers reçurent chaque jour leur ordre de mobilisation sur le front. En tout un gréviste sur dix est mobilisé.

Il y aura néanmoins d'autres grèves, mais purement économiques, en juillet et août 1918. Le pouvoir sait désormais que sa meilleure arme est non la répression directe mais la social-démocratie.



Otto Rühle. D.R.

La défaite étant inéluctable, toute la classe dirigeante des généraux au parti libéral se met d'accord pour la faire rentrer au gouvernement le 4 octobre. Les Scheidemann, Braun et Ebert sont les meilleurs agents de la « *paix sociale* ». Ebert n'hésite pas à déclarer : « *Le climat général est splendide dans tout le Reich. Nous maintiendrons le calme* » (26). Inquiet, cependant, le SPD insiste pour libérer Liebknecht de prison de crainte qu'il « *faillisse capituler devant la rue comme on a capitulé devant l'étran-*

(25) Très confus politiquement, Richard Müller a laissé une intéressante histoire documentée de la Révolution de novembre : *Vom Kaiserreich zur Republik. Die Novemberrevolution. Der Bürgerkrieg in Deutschland* [1924 & 1925, en trois volumes], reprint : Rosa-Luxemburg-Stiftung, Berlin, 2016.

(26) Erich Matthias et Rudolf Morsey, *Die Regierung des Prinzen Max von Baden*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1962, p. 156.

(27) Matthias-Morsey, *op. cit.*, p. 213.



Un groupe d'ouvriers et de soldats à Kiel en 1918. D.R.

ger » (27). Liebknecht est libéré le 21 octobre ; prenant le premier train pour Berlin, il est accueilli triomphalement par des milliers d'ouvriers et soldats. Scheidemann considère que c'est « *un signe des temps (...) Liebknecht porté en triomphe par des soldats décorés de la croix de fer, qui eût cru pareille chose possible voici trois semaines* » (28).

De façon prémonitoire, Otto Rühle lance au Reichstag, le 25 octobre 1918, un appel à une action immédiate pour renverser internationalement le capitalisme. C'est aussi une mise en garde prémonitoire contre les pseudo-socialistes, « sauveurs » autoproclamés du « peuple », prêts à tout pour sauver les classes dirigeantes au nom de la « démocratie » :

« Il est des sociaux-démocrates prêts à accepter de tenir le rôle du sauveur de dernière heure, ou celui de bouclier chargé de protéger cette société bourgeoise qui craque de toutes parts : les masses ressentent cette attitude comme une honteuse trahison, comme elles se voient flouées par cette pseudo-démocratie qu'on tente de leur faire prendre pour un gouvernement populaire... J'appelle tous les ouvriers, en particulier ceux d'Allemagne, à conquérir de haute lutte le socialisme avec l'arme

de la révolution ! L'heure de l'action a sonné ! » (29).

Ce fut la dernière manifestation de ce parlementarisme révolutionnaire qu'avaient si bien incarné Liebknecht et Rühle. L'heure n'était plus aux joutes oratoires dans l'hémicycle parlementaire mais à l'action dans la rue : il fallait mondialement renverser ce système de « pseudo-démocratie » vautré dans la boue et le sang.

Quelques jours après ce discours fameux, le 4 novembre 1918, les marins de Kiel reprenaient le drapeau de la révolte de 1917, mettant cette fois à bas le régime impérial. Presque sans un coup de feu, les marins s'emparent du pouvoir et reçoivent l'appui des ouvriers de Kiel qui forment avec eux des conseils d'ouvriers et de soldats. En quelques jours le pays voit surgir des conseils d'ouvriers et de soldats. Il y en aura 10 000. Les chiens sanglants de la social-démocratie, Ebert, Scheidemann et Noske préparent activement la contre-révolution. ■

(28) Matthias-Morsey, op. cit., p. 130

(29) *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, op. cit., pp. 265-267.

Les anarchistes et 1917

Entretien avec Guillaume Davranche

Guillaume Davranche, chercheur indépendant en histoire du mouvement ouvrier est l'auteur (1) dans le numéro de juillet-août 2017 d'*Alternative Libertaire* (N°274) d'un dossier très complet et très intéressant sur les anarchistes, leur rôle et leurs choix en Russie en 1917.

Il répond pour les *Cahiers du Mouvement Ouvrier* à quelques questions.

Propos recueillis par Roger Revuz

Question : En février que représentent les anarchistes dans le mouvement ouvrier russe ?

Guillaume Davranche : En février 1917 le mouvement anarchiste est la composante la plus minoritaire du socialisme russe. Il est apparu relativement tardivement en Russie, vers 1903-1904, vingt-cinq ans après le mouvement anarchiste d'Europe occidentale. Il a connu une croissance exponentielle à la faveur de la révolution de 1905-1906, puis, après l'échec de la révolution, a fonctionné essentiellement comme une sorte de queue de comète intransigeante et jusqu'au-boutiste. Dès 1908-1909, il a été quasiment anéanti par la répression tsariste et il a fallu attendre 1911 pour qu'on voit des groupes manifester une activité nouvelle. Mais plus dans le jusqu'au-boutisme terroriste des années 1905-1908. Ces groupes ont une activité clandestine alimentée par les anarchistes en exil, qui leur envoient des journaux et des brochures traduits en russe de certains auteurs anarchistes de l'Ouest. En février 1917, des groupes anarchistes sont implantés dans seulement une demi-douzaine de villes, dont Petrograd, mais la capitale de l'anarchisme russe c'est clairement Moscou. À Petrograd, le mouvement anarchiste y est moins struc-

turé. Idéologiquement et politiquement il semble également davantage tributaire de l'insurrectionnalisme des années 1905-1908. Néanmoins, c'est un mouvement très prolétarien qui est implanté dans plusieurs grandes usines de la capitale, mais qui est à peu près absent de l'intelligentsia. C'est une des raisons qui expliquent qu'ils ratent le coche au moment de la fondation du soviet de Petrograd, le 26 février 1917, par une poignée de représentants des divers partis socialistes. Au moment de la répartition des postes, ils ne sont tout simplement pas là !

Qu'en est-il des organisations anarchistes ?

G. D. : Durant la période de février à octobre 1917, il y a à Petrograd deux organisations principales, mais qui n'ont pas la même temporalité. La Fédération anarchiste communiste (FAC) sort de la clandestinité dès février 1917. Cette FAC groupe environ 200 membres, soit dix fois moins que le Parti bolchevique sur

(1) En collaboration avec Pierre Chameraude. Le dossier est disponible sur le site AlternativeLibertaire.org, sur lequel on peut également trouver une carte interactive des lieux de la révolution à Petrograd.

la ville. La FAC va demander à pouvoir tirer un journal anarchiste sur les presses typographiques du soviétique, mais ça lui est refusé. Elle ne parviendra qu'au mois de mai à se doter d'un mensuel, c'est dire si ses moyens sont limités. Cela tient à la fois à un manque d'organisation et aussi au fait que c'est un groupe très ouvrier, qui donc manque de ressources sur ces questions-là – la presse, l'écriture – contrairement aux autres partis socialistes.

La FAC de Petrograd va avoir une existence très active de février à juillet 1917, globalement dans la surenchère par rapport au Parti bolchevique, et son action va consister à essayer d'entraîner la base ouvrière bolchevique dans l'action insurrectionnelle. Mais, après la répression des journées de Juillet, elle connaît une nette perte d'influence semble-t-il.

A ce moment-là, une deuxième organisation prend le relais, avec une audience croissante : c'est l'Union de propagande anarcho-syndicaliste (UPAS), qui est fondée vers mai-juin par des militants plus expérimentés, mûris dans le syndicalisme révolutionnaire occidental, et surtout états-unien. Ces militants étaient actifs dans les Industrial Workers of the World (IWW), notamment dans sa branche russe, l'Union des ouvriers russes aux États-Unis. Ils animaient à New York le *Golos Trouda* (« La Voix du travail »), journal syndicaliste révolutionnaire de langue russe qu'ils vont transplanter à Petrograd à partir de juin 1917, quand ils arrivent tous par bateau, de retour d'exil.

Dans un premier temps, les militants de l'UPAS voient d'un assez mauvais œil la FAC qu'ils estiment un peu « primitive » d'après les mots de Voline (2). À partir de juillet 1917, quand la FAC connaît une baisse de son audience parce que sa stratégie insurrectionnaliste a échoué, l'UPAS prend le relais et son journal connaît une diffusion assez importante, avec des groupes qui s'en emparent à Moscou et ailleurs, notamment dans le Donbass, chez les mineurs. L'UPAS, comme la FAC, va participer au putsch d'Octobre.

Comme la FAC, l'UPAS fera ensuite partie des « vainqueurs d'Octobre », elle aura donc accès à une imprimerie, le *Golos Trouda* deviendra quotidien et

aidera à développer le courant anarcho-syndicaliste.

Question : Quels furent les rapports entre le Parti bolchevique et les anarchistes ?

G. D. : Dans un premier temps, à Petrograd, il est sûr qu'il y a une porosité importante entre le groupe anarchiste et la base ouvrière bolchevique ; une base ouvrière jeune, qui n'a sans doute pas lu Marx, mais qui est impatiente de faire parler la poudre et de faire la révolution sociale, et donc soutient les *Thèses d'avril* de Lénine. L'étude d'Alexandre Rabinovitch (3) sur les journées de Juillet montre bien comment lors de cette tentative de coup de force, les orateurs anarchistes s'efforcent d'entraîner la base et même certains responsables bolcheviques locaux dans l'insurrection.

Mais c'est une relation asymétrique. Les anarchistes sont dix fois moins nombreux que les bolcheviks. Et ce sont pour l'essentiel des militants ouvriers, parfois semi-intellectuels, certes valeureux, mais pas des théoriciens. Ils ne sont pas sur un pied d'égalité avec les dirigeants bolcheviques.

Je pense que la direction bolchevique a clairement fait très attention à l'activité des anarchistes, qui était un baromètre de la combativité prolétarienne dans les bastions rouges de Petrograd, comme Vyborg et Cronstadt. Et la direction bolchevique a été très attentive à ne pas se laisser déborder. Quand elle n'a pas pu faire autrement, comme en juillet, elle a suivi tout en s'efforçant de freiner et de dire que ce n'était pas le moment. La direction bolchevique a sans doute compris quels étaient les slogans anarchistes qui fonctionnaient bien, notamment ceux qui appelaient à l'action directe sans attendre la Constituante pour faire la révolution sociale. C'étaient des slogans qui portaient.

(2) Voline (1882-1945), militant anarchiste, est un des principaux animateurs du journal *Golos Trouda*.

(3) Alexandre Rabinovitch (historien américain né en 1934), *Prelude to Revolution*, Indiana University Press, 1991 (première édition en 1968). Il n'existe pas de traduction française de cet ouvrage. En revanche, les éditions La Fabrique ont publié en 2016 du même auteur : *Les Bolcheviks*.

Mais il y a une différence assez nette sur le fond politique. A titre d'exemple : la conception du contrôle ouvrier n'est pas du tout la même ; le contrôle ouvrier pour les anarchistes tend vers l'autogestion, sous l'égide d'une fédération des comités d'usine, le plus rapidement possible ; le contrôle ouvrier, pour les bolcheviks, c'est un mot d'ordre assez flou, dont le contenu se révélera réellement après Octobre. Il prendra alors le sens d'un contrôle, par les comités d'usine, de l'application des décisions de l'État sur la production.

Question : après octobre 1917, les anarchistes sont, symboliquement, dans le camp des « vainqueurs ». Pourtant, ils se rangent dès novembre 1917 dans l'opposition de gauche au gouvernement bolchevique. Pour quels motifs ?

G. D. : Il y a trois clivages très nets entre les anarchistes et le gouvernement bolchevique et un quatrième point de désaccord un peu plus complexe.

Le premier clivage concerne la question du pouvoir politique. Les anarchistes ne se sont ralliés que progressivement au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Le modèle de la FAC, c'est la Commune de Paris, et son mot d'ordre, c'est qu'il faut constituer partout des « *communes révolutionnaires* ». Mais les soviets tels qu'ils surgissent en février les déçoivent. Le soviét de Petrograd, modéré, travaille main dans la main avec le gouvernement provisoire ; il ne veut pas du pouvoir. Ils sont donc mal à l'aise avec le slogan bolchevique « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Les anarcho-syndicalistes, quand ils s'implantent en mai-juin à Petrograd, comprennent plus rapidement que la FAC que les soviets, malgré leur modération, malgré qu'ils soient dominés par l'intelligentsia, peuvent être les organes d'un pouvoir populaire. En juillet 1917, à l'occasion de la première conférence panrusse des anarchistes, à Kharkov, ce rôle déterminant des soviets est reconnu. Et finalement, on peut considérer que les anarchistes se rallient au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » en septembre, après la kornilovchtchina (4), quand les soviets se radicalisent.

Ils se rallient à ce mot d'ordre, mais avec appréhension. Quand, en octobre,

ils participent à la préparation de l'insurrection dont le Parti bolchevique sera le chef d'orchestre, *Golos Trouda* publie des mises en garde. En gros, il écrit : « *Attention ! Le pouvoir aux soviets, c'est le pouvoir aux soviets, pas le pouvoir à un parti au nom des soviets.* » Après Octobre, ils sont surpris et indignés par la création du gouvernement bolchevique, alors qu'ils voulaient que le pouvoir échoie au congrès des soviets et, peut-être, au VTsIK (5). Ils approuvent la dissolution de l'Assemblée constituante, parce qu'ils ne veulent pas de cette assemblée concurrente du congrès des soviets, mais ils combattent également le Sovnarkom. Tous les meetings de l'UPAS se terminent par « *Tout le pouvoir aux soviets, et à bas le Sovnarkom* (6) ».

Deuxième clivage : le pouvoir économique. Alors que les bolcheviks sont pour la nationalisation, les anarchistes sont pour la socialisation. La question n'est pas que sémantique, car elle induit deux conceptions très différentes du « contrôle ouvrier » et du rôle dévolu aux comités d'usines. La direction bolchevique a été ambiguë sur le slogan de « contrôle ouvrier », mais sa conception se précise après Octobre : il apparaît alors que pour elle, cela signifie que le rôle des comités d'usine est de « contrôler » l'application des décisions de l'État au niveau de la production des usines. Pour les anarchistes, au contraire, les comités d'usine doivent être des organes d'autogestion, et la production doit être coordonnée par une fédération des comités d'usines.

Attention, je ne dis pas que l'autogestion aurait, par magie, résolu tous les problèmes dans le contexte de marasme et de chaos économique que connaissait la Russie en 1918. Je dis simplement que les anarchistes estimaient que c'était la meilleure réponse au chaos, plutôt que l'étatisation, l'immixtion d'une bureaucratie envahissante, puis la militarisation du travail et la terreur pour redresser la production.

(4) Tentative de coup d'Etat organisé par le général contre-révolutionnaire Kornilov.

(5) VTsIK : le Comité exécutif central panrusse des soviets est l'organe exécutif du congrès des soviets.

(6) Sovnarkom : Soviet des commissaires du peuple, appellation du gouvernement bolchevique.

Le troisième clivage porte sur la question militaire. Dans les premières semaines de l'existence de l'Armée rouge, en janvier-février, celle-ci était conçue comme une armée de milices ouvrières dont les gardes rouges seraient le cœur, avec recrutement sur recommandation des organisations ouvrières et maintien des droits acquis en Février (élection de comités de soldats, contrôle des officiers). Les anarchistes ont donc participé à la fondation de l'Armée rouge et s'y sont massivement engagés, pour aller affronter la contre-révolution. Puis, assez rapidement, il y a eu un changement de direction du pouvoir par rapport à cela. Il a été estimé que ce modèle était inefficace, et qu'il fallait supprimer les droits démocratiques de Février, et remettre en place un encadrement par des officiers d'ancien régime ralliés au nouveau régime... avec des commissaires politiques pour les surveiller. Ce n'était pas du tout la conception des anarchistes, qui sont restés fidèles au principe d'une armée de milices.

Au même moment survient Brest-Litovsk, qui n'a pas du tout été vue comme une « paix séparée », mais comme une capitulation. Anarchistes, socialistes-révolutionnaires de gauche et communistes de gauche (Boukharine) ont considéré qu'il ne fallait pas signer la capitulation, que c'était livrer des régions entières de la Russie révolutionnaire à la contre-révolution, qui prenait alors la forme de l'occupation allemande, une occupation très dure. Selon les anarchistes et les S-R de gauche, Brest-Litovsk a été un moyen pour le gouvernement bolchevique de préserver son pouvoir et de « normaliser » la révolution en interne. Les anarchistes estimaient que face à l'invasion, il fallait livrer une guerre de guérilla, comme en 1812 face à Napoléon. Les anarchistes de Moscou avaient commencé à organiser des unités militaires dont certaines souhaitaient aller combattre derrière les lignes arrières allemandes, et c'est effectivement ce qu'ont fait les anarchistes en Ukraine ; leurs groupes de partisans vont harceler l'occupant austro-allemand, et être à l'origine de la Makhnovtchina. Cette stratégie n'était donc pas que verbale.

Le quatrième point de divergence, c'est la question des expropriations.

Elles sont nécessaires, sinon la révolution sociale n'a pas de sens. Mais, comme les autres révolutionnaires, les anarchistes ont découvert le problème qu'elles posaient dans un pays très appauvri et en plein chaos. Quand elles sont menées sous l'égide d'organisations ouvrières constituées, on peut contrôler qu'elles sont faites dans l'intérêt général ; mais quand elles se transforment en simple banditisme, cela pose problème. La position majoritaire parmi les organisations anarchistes a été de dire : on interdit toute expropriation si elle n'est pas faite avec l'autorisation de l'organisation anarchiste. À Moscou, la FAC a ainsi accompagné l'expropriation d'immeubles pour y loger des familles nécessiteuses. Mais elle l'a fait en toute indépendance du soviétique. Cela sera utilisé contre elle, et la *Pravda* l'accusera de fomenter un coup d'État contre le soviétique, ce qui était fantaisiste.

Question : *Dans un des articles du dossier, tu expliques qu'en avril 1918 le pouvoir communiste brise les reins du mouvement anarchiste. Peux-tu revenir sur le pourquoi et le comment de la répression des anarchistes ?*

G. D. : Il y a une cause première, fondamentale : la conception bolchevique du pouvoir, c'est celle d'une dictature révolutionnaire. Elle peut difficilement supporter des pouvoirs concurrents. Donc, certes, il y a eu des alliés en octobre 1917 ; anarchistes et S-R de gauche l'ont été ; ils ont été dans le camp des vainqueurs d'Octobre. Mais, assez rapidement, en moins de six mois, il va y avoir du ménage pour éliminer cette concurrence, et notamment les critiques de gauche.

La cause seconde est conjoncturelle : c'est Brest-Litovsk. C'est l'acmé de la crise entre le pouvoir bolchevique et ses critiques anarchistes et S-R de gauche.

De façon marginale, il y a l'accusation d'« anarcho-banditisme », au sujet des expropriations dont je parlais précédemment. Mais pour moi c'est vraiment un alibi. Cet argument a été utilisé dans une campagne de presse pour préparer les esprits. Il fallait expliquer pourquoi des gens qui étaient vos alliés la veille étaient devenus des ennemis à abattre.

La répression débute dans la nuit du 12 au 13 avril 1918, à Moscou, la nouvelle capitale. La Tchéka, appuyée par plusieurs unités de l'Armée rouge, donne l'assaut contre le quartier général de la FAC, rue Malaya Dmitrovka. En parallèle, vingt-trois autres immeubles réquisitionnés par la FAC sont évacués. La plupart offrent peu de résistance, parce qu'ils abritaient en fait des familles nécessiteuses logées par les anarchistes. La plupart des 500 personnes arrêtées dans ce cadre sont relâchées assez vite, mais on dénombre tout de même trente morts parmi les militants anarchistes qui ont résisté. Certains, comme Mikhaïl Khodounov, assez connu comme responsable d'un comité d'usine de la capitale, seront exécutés après leur arrestation.

Dans la semaine qui suit, des opérations similaires ont lieu dans toutes les grandes villes de Russie : locaux saccagés, militants emprisonnés, journaux interdits – même le *Golos Trouda*, qui n'était pourtant pas le plus virulent contre le pouvoir.

Question : Face à la répression que le gouvernement bolchevique engage contre eux dès avril 1918, quels sont les choix des anarchistes ?

G. D. : Après avril 1918, le mouvement anarchiste est face à trois options.

La première option, c'est de persévérer dans une expression indépendante tout en endurant la répression. La tactique du pouvoir bolchevique est en effet de ne pas interdire totalement ses concurrents politiques, mais de leur accorder une liberté surveillée. Leurs journaux subissent la censure et, le jour où ils franchissent une ligne rouge, on les met en prison sous un prétexte ou un autre. Ce sont évidemment des conditions très dures, mais une partie du mouvement anarchiste choisit cette voie. Les anarcho-syndicalistes, notam-

ment, animent une opposition dans les syndicats jusqu'en 1920, et publient le journal *Volnyi Golos Trouda* (une scission du *Golos Trouda*) malgré la multiplication des saisies et des séjours en prison pour ses rédacteurs.

La deuxième option est de se faire en quelque sorte homologuer par le pouvoir comme « opposition autorisée ». Cela va être le cas de la majorité du *Golos Trouda* et de deux organisations anarchistes – la Fédération panrusse des anarchistes-communistes et la Section panrusse des anarchistes-universalistes –, satellisées par le pouvoir, qui vont limiter leur critique aux « excès » de la répression et de l'étatisation. Les anarchistes qui choisissent cette voie y gagnent des postes de fonctionnaires et même un ou deux sièges au VTsIK. Néanmoins, après l'insurrection de Cronstadt, en mars 1921, le gouvernement interdira toute expression libre, même de ces organisations pourtant très conciliantes.

La troisième option est celle de l'action clandestine « à l'ancienne », comme sous le régime tsariste : des imprimeries non autorisées, des ateliers de chimie cachés, des hold-up pour financer l'action, des attentats contre le pouvoir. L'expérience la plus connue est celle des Anarchistes clandestins, constitués par le cheminot anarchiste Casimir Kovalévitch et plusieurs autres vétérans des combats en Ukraine. Leur réseau va exister six mois et son action la plus spectaculaire sera l'attentat de la rue Leontiev, à Moscou, en septembre 1919, en représailles de l'exécution de huit anarchistes de Khar'kov. Deux bombes seront alors jetées au milieu d'une réunion de responsables communistes. Bilan : 12 morts et 58 blessés. Le réseau de Kovalévitch sera démantelé peu après par la Tchéka. ■



Affiche de l'exposition aux Invalides « *Et 1917 devient révolution.* » D.R.

Exposition

Et 1917 devient Révolution

par Roger Revuz

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) présente à l'Hôtel national des Invalides à Paris une exposition commémorant le centenaire de la révolution russe.

Dans une première salle sont évoqués les principaux événements de l'année 1917 : la chute du tsarisme, les manifestations de femmes, la formation du soviét de Petrograd et du gouvernement provisoire, l'insurrection d'Octobre, la convocation et la dissolution par les bolcheviks de l'Assemblée constituante ; la deuxième salle évoque la situation militaire : l'effondrement de l'armée russe, la formation de l'Armée rouge, la guerre civile ; la troisième salle traite de la question nationale en Russie ; la quatrième de la révolution russe vue de France avec notamment une interview, réalisée dans les années 1970, de Pierre Pascal, ancien membre de la mission militaire française en Russie pendant la Première Guerre mondiale, qui s'enthousiasma pour la révolution, se déclara « *bolchevik catholique* » et fonda le groupe des communistes français en Russie ; enfin une dernière salle évoque les célébrations de la révolution et « *la création du mythe* » (sic).

Les documents présentés sont particulièrement intéressants : photos, affiches, tracts, cartes, journaux – notamment satiriques – et beaucoup d'extraits de films d'actualités acquis en 2017 par la BDIC auprès des archives de l'État russe. On peut ainsi voir par exemple des images inédites des manifestations des travailleuses le 8 mars 1917 à Petrograd, sur la

révolution d'Octobre à Petrograd extraite d'un film ayant pour titre *Le Putsch de Petrograd* (1), de l'ouverture et de la liquidation de l'Assemblée constituante, ainsi qu'un film « pédagogique » sur qui pouvait voter : les hommes et les femmes de plus de 20 ans, les soldats, même ceux qui n'avaient pas 20 ans... mais pas les banqueroutiers !

Rien que pour la qualité exceptionnelle des documents, l'exposition vaut le déplacement. Mais il est possible qu'un visiteur peu informé ait du mal à s'y retrouver totalement car les panneaux à l'entrée de chaque salle sont très synthétiques et souffrent parfois d'un manque d'explications. Plus gênant, dans la deuxième salle consacrée à la *révolution armée*, une vitrine présente des dessins satiriques regroupés sous le titre « Lénine agent allemand ? ». Certes, il y a un point d'interrogation, mais aucune explication pour rétablir la vérité historique, à savoir que cette accusation était une pure et simple calomnie ! ■

(1) Le film date de novembre 1917 ; il est tourné par le Comité Skobelev, comité qui avait été créé par le gouvernement tsariste et avait le monopole des images du front, mais qui, depuis la formation du gouvernement provisoire en février 1917, avait la charge de tourner des images d'actualité.

Exposition du 18 octobre 2017 au 18 février 2018 ; entrée 5 euros, tarif réduit 3 euros (prévoir une heure de visite).

Catalogue de l'exposition : 29 euros



La question de la violence dans la Révolution russe

L'exemple de l'Ukraine (1917-1921)

par Éric Aunoble

Depuis la parution du *Livre noir du communisme* il y a exactement vingt ans, la question des violences de masse s'est imposée comme l'approche privilégiée de la révolution russe et notamment d'Octobre 1917. Cette vision est particulièrement diffusée dans l'enseignement secondaire, conduisant à confondre Lénine, Staline et Hitler sous le terme générique de *totalitarisme*. L'élève le moins attentif aura au moins retenu de sa scolarité que les politiques extrémistes, de gauche comme de droite, se soldent nécessairement par des millions de morts. Si la manipulation politique est assez évidente dans la construction de cette vulgate, il n'est pas si évident de lutter contre, tant la non-violence est devenue un principe absolu et indiscutable.

Qui oserait aujourd'hui explicitement appeler à « *la peine de mort contre les exploités (...) pour dissimulation des profits et mystification du peuple* » comme Lénine le faisait en septembre 1917 (1) ? L'affirmation selon laquelle « *Une révolution est (...) l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons [... et ...] doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires* » (2), ne correspond guère à l'expérience vécue en France ces dernières décennies et nous avons largement perdu les moyens de comprendre les enjeux concrets de la violence révolutionnaire.

On tentera ici de les rendre en prenant l'exemple de l'Ukraine, qui s'est distinguée entre 1917 et 1921 par un paroxysme de violence dans la guerre civile qui a embrasé l'ex-empire tsariste.



Char Renault et soldats français à Odessa (1918-1919). D.R.

La disparition du pouvoir central

Le chaos sanglant qui y règne peut se mesurer au nombre de forces militaires en opération. Au lieu d'un front opposant

(1) V. Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », 10-14 (23-27) septembre 1917, <https://tinyurl.com/yavw5mjj>

(2) Karl Marx et Friedrich Engels, 1873 (*Neue Zeit*, 1913-1914, 32^e année, tome I, p. 39), cité par Lénine, *L'État et la révolution*, août-septembre 1917, <https://tinyurl.com/y8d3xwsw>

deux camps, il n'y eut jamais en Ukraine moins de trois armées issues de la désagrégation de la Russie impériale luttant les unes contre les autres. Il faut ajouter à ce tableau les troupes étrangères qui sont intervenues : troupes autrichiennes, allemandes (3), britanniques, françaises, grecques, polonaises... Le nombre de changements de pouvoir donne le vertige. D'après Victor Serge, « quatorze pouvoirs se succédèrent en quatre ans » en Ukraine (4). Kiev change de mains neuf fois entre janvier 1918 et mai 1920 (5), mais le record est détenu par Tarachtcha, une bourgade au sud de Bila Tserkva où, « au 15 juillet 1919 (...) le pouvoir avait [déjà] changé 27 fois » (6).



Groupe de combattants pro Makhno. D.R

On croirait rétablir un peu d'ordre dans cette mêlée en définissant chaque camp par un programme politique et une base sociale. Le nationalisme conservateur des classes supérieures ukrainiennes s'incarnerait dans l'*Hetmanat* de Skoropadski (avril-novembre 1918), alors que Petlioura, à la tête du *Directoire de la République populaire d'Ukraine* (novembre 1918-juillet 1919), représenterait un nationalisme plus plébéen, soutenu par la paysannerie à l'ouest du pays. Le *Gouvernement provisoire ouvrier et paysan* des bolcheviks (janvier-juin 1919) est implanté au contraire à l'est et regrouperait une paysannerie, une classe ouvrière et des citoyens russophones et/ou juifs autour du pouvoir des soviets. Pour

les soviets, mais contre tout pouvoir, l'*Armée insurrectionnelle* paysanne de l'anarchiste Makhno opère sans discontinuer de 1918 à 1920 dans les steppes du sud-est de l'Ukraine. Enfin, l'*Armée volontaire* du général « blanc » Dénikine nourrit dans la seconde moitié de 1919 les espoirs de la bourgeoisie russophone de voir restaurer une « *Russie une et indivisible* ».

Cette catégorisation est pourtant peu satisfaisante pour comprendre la nature du conflit. L'indiscipline généralisée dans chaque camp invalide d'ailleurs l'hypothèse d'une cohérence idéologique ou sociale des forces en présence. Pour la fin 1918 et les premiers mois de 1919, Dénikine consacre un chapitre de ses mémoires au « *profil moral de l'armée* » sous le titre de « *Pages noires* » (7). Vynnytchenko, écrivain et homme politique proche de Petlioura, évoque une armée du Directoire qui « *s'est retrouvée entre les mains d'éléments qui ne comprenaient pas la révolution ou étaient carrément contre-révolutionnaires et même anti-ukrainiens* » et dont les commandants laissaient « *la bride sur le cou aux petits gars* » (8). Au-delà de la volonté des auteurs de se dédouaner vis-à-vis des pogromes antisémites (pogromes reconnus jusque dans l'armée insurrectionnelle

(3) Cf. Thomas Chopard, « De la guerre mondiale à la guerre civile. L'occupation austro-allemande de l'Ukraine en 1918 », *Hispania Nova*, n° 13, 2015, <https://tinyurl.com/ycouqtz4>

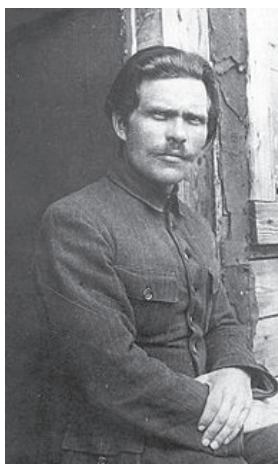
(4) Victor Serge, *L'An I de la révolution russe* [1930-1938], François Maspero « Petite collection », Paris, 1971 ; tome III, p. 36.

(5) Andreas Kappeler, *Petite histoire de l'Ukraine* [1994], Institut d'études slaves, Paris, 1997 ; p. 138.

(6) Souvenirs de Vladimir Zatonski, 1928, dans *Etapy bol'chogo puti (Vospominaniia o grajdanskoï voïne)*, Moscou, 1963 ; p. 165.

(7) A. I. Denikin, *Otcherki russkoï smuty*, T. 4, Berlin, 1925 ; pp. 206-246.

(8) Souvenirs de Volodymyr Vynnytchenko, 1920, dans *Revolioutsia na Ukraine po memuarom belykh*, Moscou-Leningrad, 1930 ; p. 299.



Makhno D.R.

de Makhno (9), ces déclarations reflètent une réalité générale : un des dirigeants de l'Armée rouge en Ukraine, Zatonksi, relate ses efforts pour convaincre des régiments d'aller au combat, risquant plus sa vie devant ses propres troupes que devant l'ennemi (10). Le rôle des chefs militaires plus ou moins autoproclamés (atamans Tioutiounyk, Grigoriev, Grebenka,

Strouk, Maroussia (11)... et l'importance des insurrections villageoises après l'établissement définitif du pouvoir bolchevique (12) confirment l'aspect incontrôlable des groupes d'hommes armés.

Tout cela donne corps à l'hypothèse, largement reprise ces dernières années, d'une dynamique villageoise autonome et même autonomiste face à tous les prétendants au pouvoir central (13). Sans la nier, je voudrais la relativiser en contestant la naturalisation des structures sociales et des identités qu'elle suppose : la communauté villageoise n'est pas une donnée indiscutable et l'opposition d'une paysannerie ukrainienne à des propriétaires russes ou polonais ainsi qu'à des citoyens juifs et russes passe trop pour une évidence. Il faut donc revenir sur la construction des identités et de leurs antagonismes.

L'amère découverte de l'Autre (1914-1917)

Je postule que les identités se sont sinon construites, du moins renforcées, par défaut, dans la découverte amère de l'Autre, c'est-à-dire en situation de conflit. C'est d'abord la conséquence de la guerre : entre le tiers et la moitié de la ligne du front oriental de la Première Guerre mondiale est situé sur des terres ukrainiennes. Le départ des hommes à la guerre a dû influencer sur la conscience de millions de femmes devenues autonomes malgré elles, les *soldatki* (ce phénomène commence à être pris en compte (14).

Les soldats-paysans surtout sont projetés dans un autre monde social. L'un d'entre eux déclarait avant Octobre 1917 à l'infirmière Sofia Fedortchenko :

« C'est qu'avant je ne savais pas à quel point les riches vivaient bien. Ici [au front,] on a commencé à nous loger chez des gens et j'ai vu (...) par terre et sur les murs toutes les sortes de choses qu'ils possèdent ; partout dans la maison, il y a des choses chères, belles et qui ne servent à rien. Maintenant, je vivrai de cette façon et pas avec les cafards » (15).

Les couches privilégiées voient ainsi un gouffre s'ouvrir sous leurs pieds. En effet, les clivages sociaux s'accroissent entre ouvriers et patrons (16) mais aussi entre paysans et citadins. Dans les témoignages d'enfants de l'émigration blanche publiés par Catherine Goussef et Anna

(9) Petr Archinov, *Istoriia Maxnovskogo dvijeniia* [1923], Zaporoz'e, 1995 ; p. 196.

(10) Zatonksi, déjà cité, pp. 156-159 et suivantes.

(11) *Ibidem*, pp. 160-168, 177. Archinov, déjà cité, pp. 128-130. V. A. Savtchenko, *Avantiouristy grajdanskoï voïny: istoricheskoe issledovanie*, Kharkov-Moscou, 2000 ; pp. 65-128, 239 sv. Sur Maroussia, voir Mila Cotlenko, *Maria Nikiforova. La révolution sans attendre. L'épopée d'une anarchiste à travers l'Ukraine (1902-1919)*, Paris, Mutines Séditions, 2014.

(12) Evhen Sivatchenko, « Spalakhny hnyv narodnoho : z istoriï sel'ians'koho povstans'koho rukhu na Kharkivchtchyni (1920 r.) », *Zbirnyk Kharkivs'koho istoriko-filolohitchnoho tovarystva*, nova seriia, tome 5, 1995, pp. 17-28.

(13) Jean-Louis van Regemorter, « Le concept d'une révolution paysanne unique de 1902 à 1922 », *Revue Russe*, Vol. 14, n° 1, 1998, <https://tinyurl.com/ya9r7z62>. Andrea Graziosi (Graciozi), *Bol'sheviki i krest'iane na Ukraine, 1918-1919 gody*, Moscou, 1997 ; pp. 160-162.

(14) Beatrice Farsworth, « Village Women Experience the Revolution » in *Russian peasant women* (ed. by Beatrice Farsworth & Lynne Viola), Oxford, 1992 ; pp. 149 sv. Mark R. Baker, *Peasants, Power, and Place : Revolution in the Villages of Kharkiv Province, 1914-1921*, Harvard, 2016, pp. 38-39.

(15) Sofia Fedortchenko, *Narod na voïne*, Moscou, 1990 [première édition : Kiev, 1917], p. 131 (traduction partielle : *Le Peuple à la guerre*, Paris, Valois, 1930).

(16) Diane P. Koenker & William G. Rosenberg, *Strikes and Revolution in Russia, 1917*, Princeton, 1989.

Sossinskaïa, la découverte de l'hostilité paysanne va d'ailleurs de pair avec l'apparition du fait ukrainien aux yeux des citadins russophones (17). Le conflit entre soldats et officiers double le précédent. C'est l'opposition la plus cruciale qui remet en cause tous les cadres interprétatifs. En mars 1917, un officier écrit :

« Quand nous [les officiers] parlons de peuple [narod], nous considérons la nation comme un tout, mais eux, quand ils en parlent, ils le comprennent comme signifiant seulement les masses populaires démocratiques [demokratitsheskie nizy]. (...) Quelle que soit leur attitude personnelle envers tel ou tel officier, nous ne sommes à leurs yeux que des maîtres [bary] » (18).

En écho, on lit dans un journal de soldats : « *Les officiers sont pour nous des étrangers.* » Faut-il l'entendre comme une déclaration de la guerre des classes ? En fait, il s'agit d'une publication destinée aux soldats ukrainiens casernés à Tiflis. L'article continue : « *Seul un Ukrainien peut comprendre un Ukrainien* » (19). La question nationale se mélange à la question sociale et au problème de la guerre.

Mais rien d'automatique ici et les attentes d'un homme cultivé envers une revendication nationale qu'il juge légitime peuvent être déçues. Victor Chklovski l'avait vivement ressenti en discutant avec ses soldats en juin 1917 :

« Je commençai à leur parler de l'Ukraine. Je croyais que c'était là un problème important, un grand problème. Du moins à Kiev s'en occupait-on beaucoup. Mais les soldats m'arrêtèrent :

– Ça ne nous intéresse pas.

Pour eux, la question d'une Ukraine indépendante ou soumise n'existait pas. Ils s'empressèrent de me déclarer que leurs préférences allaient à la commune [auté des terres] » (20)...

Parmi les identités qui se révèlent négativement, celle des juifs est la plus déstabilisante. Un lycéen originaire de Kiev témoigne : « *En 1919, (...) j'ai changé [de] lycée [et] j'ai été stupéfait par la masse d'élèves juifs* » (21). La levée des restrictions légales les concernant, tant par le Gouvernement provisoire en mars 1917 que par le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan d'Ukraine en février

1919, expose aux regards une population jusque-là volontairement ignorée.

Loin de provoquer un cercle vertueux de la liberté, les événements poussent au conflit entre les groupes opprimés. Un soldat avait déclaré à Sofia Fedortchenko :

« *Maintenant, non seulement on ne peut plus frapper [une femme], mais il ne faut pas non plus la blesser en parole. Maintenant, c'est la liberté pour toutes sortes d'engeances : pour le youpin comme pour le crapaud, pour le paysan comme pour sa femme* » (22).

Cette phrase donne une idée de la montée des antagonismes, mais aussi de leur caractère jubilatoire : chaque acteur social peut enfin exprimer toutes ses rancœurs.

Des haines polarisées (1918-1919)

Ces haines multilatérales ne sont pas erratiques, elles dessinent en creux les polarisations de la société ukrainienne. Pour dégager les lignes de force, il faut partir des victimes. La première vague de violences en 1917-1918 touche le groupe dominant des riches propriétaires, officiers et intellectuels. En plus des enjeux évidents de richesse et de statut, la ques-

(17) *Les Enfants de l'exil – Récits d'écoliers russes après la révolution de 1917* (présentés par Catherine Gousseff et Anna Sossinskaïa), Bayard, Paris, 2005 ; p. 29 (près de Kiev), 228 (près d'Elizavetgrad).

(18) Mark D. Steinberg, « Introduction : The Language of Popular Revolution » in *Voices of Revolution, 1917* (ed. by M. D. Steinberg), New Haven & London, 2001 ; p. 21. Voir également : B. I. Kolonitski, *Pogony i bor'ba za vlast' v 1917 godu*, Saint-Petersbourg, 2001 ; Mikhaïl Boulgakov, *La Garde blanche* [1924], Robert Laffont « Pavillons », Paris, 1970, pp. 45, 107...

(19) Cité par V. Buldakov, *Krasnaia smuta : priroda i posledstviia revolioussionnogo nasiliia*, Moscou, 1997 ; p. 147.

(20) Victor Chklovski, *Voyage sentimental*, le Sagittaire, Paris, 1926 ; p. 60.

(21) *Les Enfants de l'exil*, déjà cité, p. 145.

(22) L'association youpin-crapaud, clairement péjorative, s'explique aussi par les nécessités de la rime : *A teper'-to eë ne to tchto udarit', a i slovom zachibit' nel'zia. Teper' svoboda dlia vsiakogo naroda — i jid, i jaba, i mujik, i baba.* Fedortchenko, ouvrage cité, p. 142.

tion de la langue y est stratégique. Un écolier d'Odessa écrit :

« *J'étais dans la classe préparatoire pour les petits. Mais les Ukrainiens ont gagné et on a eu au lycée l'ordre d'apprendre "la langue natale" [ridna mova]. Une semaine plus tard, les bolcheviks sont arrivés et on devait écrire sans les "yats" et les "signes durs" (23). (...) tous ces pouvoirs se destituaient les uns les autres et nous, au lycée, on nous apprenait à écrire soit avec les "yats" soit sans les "yats". Mais enfin les Volontaires [de Dénikine] sont arrivés et le "yat" a triomphé » (24).*

Réforme de l'orthographe russe et officialisation de la langue ukrainienne sont également ressenties comme une offensive plébéienne contre la haute culture et traduisent une volonté d'humilier ceux qui avaient trop (de terres, d'honneurs, de savoir...). Elles signifient aussi que les groupes sociaux et culturels ne veulent ni ne peuvent plus se comprendre : les ponts sont coupés.

En 1919, les violences continuent et s'intensifient. Elles laissent un répit relatif aux classes dirigeantes pour se retourner contre des couches dominées, sous forme de pogromes antisémites d'une extrême cruauté et de lynchages anticomunistes. Les deux phénomènes sont distincts géographiquement. La chasse aux bolcheviks a lieu à l'est, là où les soviets avaient régné en maîtres, tandis que la persécution des juifs se déroule à l'ouest, dans les territoires acquis à la cause nationaliste. Les convergences sont cependant nombreuses. Les formes de cruauté se rapprochent, avec une prédilection pour le meurtre par le feu (25). De plus, les phénomènes sont concomitants. Quand la vague pogromiste enfle à l'ouest de l'Ukraine de janvier à août 1919, le Gouvernement ouvrier et paysan des bolcheviks s'impose puis s'effondre à l'est du pays, laissant la place à la Terreur blanche (26). Enfin, les cibles des deux types d'exaction sont souvent confondues par les paysans, unis sous l'étendard d'une lutte contre la « *commune juive* » [*żydovs'ka komuna*] (27).

On ne peut considérer ces différentes persécutions comme l'application d'un plan de répression décidé en haut lieu. Depuis les années 1960, des études ont montré que les pogromes n'avaient pas été

planifiés dans les états-majors de Pétlioura ou Dénikine. Ces derniers ont déploré ces atrocités... à défaut d'agir énergiquement pour les empêcher (28). Il faut dire que l'expérience des pogromes, prises d'otage et déportations perpétrés par l'armée tsariste contre ses propres ressortissants juifs en 1915 avait formé quantité de tortionnaires prêt à sévir de nouveau (29). Les exactions de 1919 résultent ainsi de l'action de responsables militaires intermédiaires, de chefs autoproclamés (atamans) ou de notables villageois. Les pogromes ressortissent d'initiatives locales et suscitent l'enthousiasme populaire : « *Si nous massacrons tous les youpins [Jidy] aujourd'hui, on en finira avec les communes* » (30).

De même, la Terreur blanche est peut-être moins organisée et systématique qu'on ne l'a cru (31), mais l'éradication

(23) Signes de l'alphabet définitivement supprimés de la langue russe par le pouvoir soviétique pour faciliter l'apprentissage de l'écriture.

(24) *Les Enfants de l'exil*, déjà cité, p. 128.

(25) Voir par exemple : Armand Gliksberg, *Kaddish pour les miens. Chronique d'un demi-siècle d'antisémitisme (1892-1942)*. Mille et Une Nuits, Paris, 2004, pp. 66-68. Pour une vue générale : Lidia Miliakova et Nicolas Werth, *Le Livre des pogromes. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Calmann-Lévy, Mémorial de la Shoah, Paris, 2010

(26) Henry Abramson, *A prayer for the government : Ukrainians and Jews in revolutionary times, 1917-1920*, Cambridge (Mass.), 1999 ; pp. 103-114. 51 pogromes en janvier, 61 en mars, 148 en mai ; le pic avant la décrue est atteint en août avec 159 pogromes : l'Armée rouge vient d'évacuer l'est de l'Ukraine.

(27) Zatonski, déjà cité, p. 164. Pavliuchenkov, article cité p. 27. Graciozi, déjà cité, p. 159.

(28) Voir Abramson, déjà cité, pp. 115 sv.

(29) Eric Lohr, « The Russian Army and the Jews : Mass Deportation, Hostages, and Violence during World War I », *Russian Review*, Vol. 60, n° 3 (Jul., 2001), pp. 404-419.

(30) Elias Tcherikower, *Di ukrainer pogromen in yor 1919*, New York, 1965, ch. XI.

(31) Viktor G. Bortnevski, « White administration and white terror (the Denikin period) », *Russian Review* (vol. 52, n° 3, July 1993, pp. 354-366). Peter Kenez, *Civil war in south Russia 1918-20* (vol. 2), Berkeley, 1971-1977 ; pp. 157-159. Voir également le témoignage d'Ekaterina Olitskaïa, *Le Sablier* [1971], Deuxtemps Tierce, Paris, 1991 ; pp. 111, 113-114.

des réseaux communistes s'exerce entre gens qui se connaissent. On le voit dans la province de Kharkov. À Kéguitchevka (au sud-ouest de la capitale des soviets) par exemple, l'ancien responsable agraire de l'administration bolchevique du canton est exécuté avec plusieurs paysans. À Tchervony Oskol, « *on poursuivit particulièrement les familles des partisans et des volontaires de l'Armée rouge. Les familles des communistes D. I. Logvinenko et M. F. Chkapoura furent enfermées dans leur maison et brûlées vives* » (32). Preuve du caractère « spontané » de la chasse aux Rouges, elle continue en 1920 après la victoire militaire définitive des bolcheviks. La guérilla paysanne qui s'épanouit, appelée officiellement « *banditisme* », poursuit les mêmes cibles que la Terreur blanche sous Dénikine : les responsables du radicalisme révolutionnaire de 1919 et singulièrement de sa politique agraire. Au centre d'Izioum, un monument érigé en 1922 rappelle qu'« *ici sont enterrés : A. D. Kravtsov, président du comité exécutif d'Izioum en 1919 ; I. V. Maïboroda, chef de la section foncière ; I. Dankov, Petroukha et 17 soldats rouges du comité du parti d'Izioum, torturés sauvagement par les bandits* » (33).

Un ordre social déstabilisé (1919)

On peut donc proposer une lecture unifiée des comportements sauvages. Les juifs sont extérieurs à la société villageoise, on leur reproche traditionnellement de ne pas vivre du travail agricole. Marginalisés, les jeunes juifs s'étaient semble-t-il massivement engagés pour les soviets et seraient ainsi sortis de leur place traditionnelle : c'est un grief supplémentaire pour des paysans en révolte contre le communisme agraire imposé par le PC au premier semestre 1919 (34). En effet, les bolcheviks soutenaient alors non le partage des domaines fonciers mais leur confiscation au profit exclusif de l'État (sous forme de sovkhoses) ou de paysans sans terre créant des communes. On peut conclure que l'objet de la fureur paysanne sont les atteintes à un ordre rural conçu comme le pouvoir de chefs de famille, baptisés et propriétaires. Ces atteintes,

symboliques de la part des juifs et réelles de la part des communistes, sont d'autant plus mal vécues qu'elles n'émanent pas de l'extérieur (la Ville, la Russie), mais de voisins dans le cercle presque intime du village ou du terroir.

À ce titre, un troisième groupe social fait l'objet de suspicion après 1919 : les femmes. Les bolcheviks les déclaraient égales des hommes, et les communes avaient vu un début de réalisation de ce principe. Elles participaient aux réunions, votaient et parfois prenaient des responsabilités, s'émancipant des rôles traditionnels. Quand les Rouges reprennent l'Ukraine en 1920, on remarque dans les campagnes une inflation des discours antiféministes : la collectivisation des terres est assimilée à la mise en commun des enfants et des femmes (35). Les agitatrices de la section féminine du PC se heurtent à une violente opposition. Dans une bourgade au sud de Kharkov, les maris viennent à la réunion organisée pour les femmes et agressent verbalement l'organisatrice. Celle-ci a transcrit leurs propos en parler local.

« *A-t-on jamais vu ça, passer des disputes de bonnes femmes au Grand Soir [rasprava], et v'là-t-y pas qu'on les convoque ici". Et quand j'ai expliqué pourquoi on réunit les femmes, ils se sont mis à hurler d'une seule voix : "A-t-on jamais vu ça, que les bonnes femmes viennent à la réunion, laissent tomber les porcelets, les canetons etc.[:] mais alors qu'elles y passent leur temps, qu'elles*

(32) *Istoriia gorodov i sël ukrainskoï SSR : Khar'kovskaïa oblast'*, Kiev, 1976, pp. 408, 420.

(33) T. M. Borisova, N. T. D'Iatchenko & M. V. Umanskij, *Istoriiko-revolioutsionnye pamiatniki Khar'kovchtchiny (Otcherk)*, Kharkov, 1977 ; p. 177. Le monument encore fraîchement peint en rouge vif dans les années 2000 a été détruit conformément à la loi de « décommunisation » ukrainienne de 2014.

(34) Sergei Pavliuchenkov, « *The Jewish question in the Russian Revolution, or Concerning the Reasons for the Bolsheviks' Defeat in the Ukraine in 1919* », *Revolutionary Russia*, n° 10.2, décembre 1997.

(35) Archives d'État de la région de Kharkov (Dakho), P1/1/326, *Section féminine du PC du district de Voltchansk 30/03-15/12/1920*, p. 13, « *Elles ont peur de la Commune* ».

arrêtent de faire le borchitch et de laver les chemises, et qu'elles aillent chaque jour courir pour écouter les orateurs, et adieu à l'exploitation. Demain, on enverra toutes les bonnes femmes aux patates, pour qu'elles ne perdent pas une heure de plus le nez en l'air; mais que, comme des paysannes, elles n'aient pas peur de travailler" » (36).

Il n'est pas exagéré de traduire *rasprava* par *Grand Soir*, donnant ainsi une tonalité politique au propos. La *rasprava* est la justice sommaire, le règlement de compte. C'est un terme typique de guerre civile, celui qui désignait les exécutions de lendemain de victoire. L'assemblée des femmes vue par ces hommes, c'est donc comme la *Tcheka* aux yeux d'un Blanc ou la *Straja* de Dénikine pour un communiste : une défaite irrémédiable, comme la mort. Le fantasme du communisme était le mauvais exemple des « *mauvaises gens* », le mauvais exemple des femmes trop libres, des pauvres trop fiers, des jeunes trop indépendants, des juifs trop émancipés.

Pour comprendre à quel point les bases de l'ordre social ont été ébranlées, il faut reconstituer l'univers mental des groupes dominés. Des documents de février-mars 1919, au plus fort du radicalisme communiste, permettent de s'en faire une idée. Ainsi, les archives recèlent une *Proclamation de la Cellule de Bienfaisance des Communistes Bolcheviks* (sic) de Voltchansk, gros village au nord-est de Kharkov. C'est un document étrange sur deux pages, dactylographié mais sans aucune ponctuation. Tel quel, le comité de district du parti en demande la publication dans la presse locale. Le texte commence ainsi :

« Camarades, longtemps vous avez languï sous le joug du capital, longtemps vous avez subi la domination des grands propriétaires et des koulaks. De toutes les façons ils vous bafouaient, ils faisaient tout leur possible contre le clair rayon de lumière de la LIBERTÉ. De toutes les façons ils voulaient l'éteindre. Combien de meutes [svora] n'ont-ils pas déversées sur elle, mais toutes ces meutes déversées sur elle n'ont pas résisté et ont brûlé au contact du chaud rayon de lumière de la liberté. »

L'auteur rappelle ensuite que le tsarisme a été abattu et que le capital a pris sa place, sapant les efforts révolutionnaires des bolcheviks.

« Mais quoi qu'ils aient fait, ça ne marchait pas ; malgré tout, le clair rayon de lumière de l'idée bolchevique brillait toujours plus fort. Quand ils eurent trop chaud en Grande Russie à cause de cette lumière, ils partirent vers la mer, parce qu'il y fait plus frais ; ils se regroupèrent en particulier dans cette malheureuse Ukraine, vu qu'on y trouve une bonne mer et beaucoup d'eau ; ils y réorganisèrent leurs bandes avides avec le concours de lâches salauds [podlye gady], des koulaks et des paysans moyens. (...) Maintenant, ils restent assis dans un coin derrière le poêle et murmurent de maudits mots contre l'idée sainte et vraiment prolétarienne de COMMUNE. (...)

Tous, nous nous battons contre eux !

Tous, nous créerons la commune unique du travail !

Vive la commune unique du travail !

Cellule de Bienfaisance des Communistes Bolcheviks » (37).

Ce texte est déroutant par son écriture même. Il mélange des mots du registre élevé (*saint, sacré, vrai*) avec des expressions triviales (*saloperie, salaud, meute...*). Surtout, il manie constamment des images stylistiques qui sont par la suite prises au pied de la lettre. Ainsi la *lumière de la liberté* (ou de *l'idée bolchevique* – notez l'équivalence) réchauffe au point de *brûler* ses adversaires. Ces derniers trouvent refuge en Ukraine car la *mer* et *l'eau* leur permettront de se *rafraîchir*. En même temps, cette affirmation hallucinée recoupe un phénomène réel : nombreux sont les opposants et les victimes du bolchevisme en Russie à s'être réfugiés en Ukraine (38). La confusion entre le mot

(36) Dakho, P1/1/307, *Section féminine du PC de la province de Kharkov*, p. 66 (rapport de Sokoleva, 13 juillet 1920), p. 53 (rapport de Mel'nikova, 23 mai 1920).

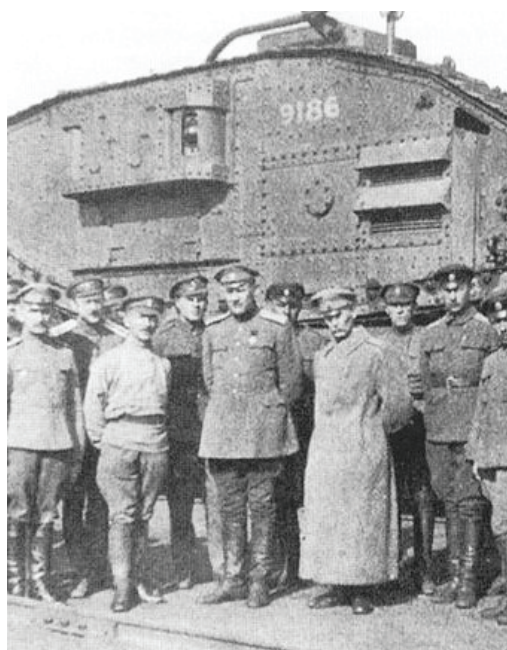
(37) Dakho, P93/1/6, *Comité du PC(b) d'Ukraine du district de Voltchansk* (février-juin 1919), pp. 22-23 (demande de publication, p. 21), sans date. La ponctuation n'est pas dans l'original.

(38) Voir par exemple *Les Enfants de l'exil*, déjà cité ; pp. 61-62, 91, 204.

et la chose devient inquiétante quand elle qualifie l'adversaire de façon biologique : carnassier (*xi nik*), reptile (*gad* traduit dans son deuxième sens, figuré, de *salaud*, *salopard*). En toute hypothèse, cette abolition des distances doit provenir du statut socioculturel de l'auteur.

Celui qui écrit n'est évidemment pas un intellectuel, c'est pourquoi il « prend le Pirée pour un homme », selon l'expression de La Fontaine. Ce genre de confusion provient habituellement de la rencontre entre le discours d'une personne « cultivée » et sa perception par une personne « inculte ». Or, ici, l'auteur est ébloui par les mirages jaillis de sa propre écriture. Cela se comprend : provenant d'une catégorie dominée, il aura toujours subi l'écrit provenant des dominants. L'écrit se confond donc avec le pouvoir. Soudain, la situation historique lui permet à son tour d'écrire ou sans doute plutôt de *dicter* son texte – ce qui est encore plus significatif. Il peut même espérer être publié. C'est comme s'il créait du pouvoir au fur et à mesure que les mots étaient tapés à la machine. Une ivresse proprement démiurgique devait le gagner peu à peu, jusqu'à le posséder totalement au moment d'énoncer « *Tous, nous créerons la commune unique du travail !* ».

Dès lors, comment comprendre la *commune unique du travail* ? Ce ne peut être une métaphore du nouveau régime, un simple slogan, car dans ce texte comme dans beaucoup de documents émanant des plébéiens, on constate en effet une abolition des distances. Il n'y a plus du proche et du lointain, du local et de l'universel, des communards et des communistes, des communes et un communisme, une réalité et un idéal. Tout est mêlé dans une grande fusion révolutionnaire par l'effet de « *la force des mots* », selon l'expression de Maïakovski. Si la commune est dite, elle doit être faite, quitte à chambouler un ordre social séculaire. La politique des communistes rencontrait bel et bien les aspirations des couches les plus pauvres, lesquelles ne voyaient aucune raison de composer avec l'avis du reste de la population.



L'Armée rouge en Ukraine. D.R.

Contenir les haines (1920)

Quand ils réoccupent définitivement l'Ukraine en 1920, les bolcheviks prennent possession d'un pays où les haines se sont pleinement déployées, où les différents groupes sociaux se détestent entre eux avec les meilleures raisons : paysans et citadins, ukrainiens et non-ukrainiens, pauvres et riches, juifs et « gentils », loqueteux et petits propriétaires, hommes et femmes... Affirmer un pouvoir implique de restaurer un consensus, c'est-à-dire de tracer une voie moyenne. En conséquence, les bolcheviks orientent leur nouvelle politique sur le groupe central et numériquement majoritaire des petits propriétaires paysans.

Ils changent leur personnel politique en interdisant la reprise de fonction des militants les plus en vue en 1919 et particulièrement des juifs (39). La section féminine du PC doit quant à elle concentrer son action dans les villes et laisser les villages tranquilles. On redéfinit les catégories sociales et on affecte le « prolé-

(39) Circulaire du comité central du PCR de décembre 1919 (Pavliuchenkov, article cité, p. 33).

riat agricole » dans les sovkhozes (fermes d'État) afin de décourager les expériences de collectivisation spontanée (40). De même, l'action des plébiens ruraux est canalisée par la création des comités de paysans pauvres qui jouent rapidement le rôle d'une police supplétive à la campagne.

Pour Rakovski, dirigeant la République socialiste soviétique d'Ukraine, la nouvelle loi sur les comités de paysans pauvres permet de « constituer à la campagne un soutien révolutionnaire au pouvoir soviétique ». Pour ce faire, il donne des gages aux petits propriétaires.



Christian Rakovsky D.R.

« Pour faire comprendre aux paysans où sont leurs vrais amis, nous [allons] leur dire : il est interdit au pouvoir soviétique de promouvoir par sa propagande l'organisation de communes agricoles, même si elles sont considérées comme utiles. (...) Par là, nous prouvons qu'à côté de la politique de liquidation totale des grands propriétaires que nous menons strictement, celle que nous observons vis-à-vis du paysan moyen recherche l'accommodement [primirenje] » (41).

Quand Rakovski prononce ce discours à en mai 1920, l'insurrection paysanne fait rage à 45 kilomètres de là : l'accommodement est une nécessité pour les bolcheviks. Lénine, qui s'intéresse de près à la politique agraire à suivre en Ukraine, le dit à demi-mot. « Il nous faut constituer un bloc avec la paysannerie ukrainienne (...), il nous faut [mener] la même politique qu'à la fin 1917 et au début 1918 » (42), c'est-à-dire avant le communisme de guerre, avant les communes. Il incite à revenir au simple partage des terres, à ce qu'il appelait lui-même une politique « démocratique bourgeoise ».

L'accommodement est en fait un échange de bons procédés : « Si vous, paysans influents, nous laissez le pouvoir politique dans le pays, nous vous laisserons le pouvoir de gérer le village selon

vos normes. » En somme, la révolution sociale est sacrifiée sur l'autel de la révolution politique. Ce modérantisme social est plus le reflet d'un rapport de force que l'expression d'un machiavélisme et il ne touche pas que les bolcheviks. Dès février 1919, les makhnovistes, tout anarchistes qu'ils fussent, avaient souhaité que les terres des grands domaines soient « partag[ées] entre les paysans sans terre ou mal lotis (...) selon l'apport de travail individuel » (43) : ils subissaient la même pression des petits propriétaires. Il reste que le compromis social va de pair avec le durcissement politique. C'est toujours Rakovski qui le dit sans ambages :

« Ce qui nous effrayait le plus [en 1919], c'était la désorganisation de notre parti (...). Et nous avons maintenant une force combattive trempée, prête à obéir – je parle un langage militaire car nous luttons maintenant pour la cause révolutionnaire » (44).

Dans ce cadre, toute montée de tension entraîne le recours à ces moyens extrêmes. Alors que l'offensive de l'Armée rouge en Pologne à l'été 1920 s'est soldée par un échec, que Wrangel tient toujours la Crimée et que les soulèvements paysans se poursuivent, le pouvoir soviétique en Ukraine se sent de nouveau menacé. Depuis le train *Staline* (sic) stationné en gare de Romodan près de Poltava, Rakovski lance, le 14 septembre 1920 une adresse consacrée à la

(40) D. Manuil'ski, « Zadatcha dnia (K voprosu ob organizatsii sel.-khoz. proletariata) », *Kommunist*, n° 4 (07/1920), pp. 30-31.

(41) Christian Rakovski, *Otchët rabothe-krest'ianskogo pravitel'stva Ukrainy na IVom s"ezde sovetov Ukrainy (16-20/05/1920 g.)*, Kharkov, 1920 ; pp. 10-11, 19.

(42) Lénine, « Zaklioutchitel'noe slovo po voprosu o sovetskoï vlasti na Ukraine », 3 décembre 1919, PSS, T. 39, p. 371.

(43) Procès-verbal du IIe Congrès des soviets de Gouliâï-Pole, 12 février 1919, reproduit dans A.V. & V.F. BELACH, *Dorogi Nestora Maxno, Istoricheskoe povestvovanie*, Kiev, 1993 ; pp. 81, 89.

(44) Discours de Rakovski à la 5e Conférence du PC(b)U (17-22 juillet 1920) in L. Trotskiy, C. Rakovski, *Mejdunarodnoe polojenie sovetskikh respublik i zadatchi Kommunisticheskoï Partii Ukrainy*, Kharkov, 1920 ; p. 27.

lutte, contre le banditisme. S'appuyant sur l'action de l'Armée rouge et des comités de paysans, elle prévoit « *des mesures punitives sans pitié* », et stipule que « *les proches parents des bandits seront pris en otages et expédiés en camp de concentration, [leurs] possessions étant confisquées à usage des paysans pauvres du cru. (...)* Le centre de gravité des mesures punitives porte sur les couches riches [koulaks] des campagnes » (45).

* * *

Le pouvoir assignait à chaque groupe social sa place, les empêchant de s'agresser directement l'un l'autre, sans la médiation de l'État. Ce dernier accroissait sa puissance en jouant d'équilibres sociaux très instables et, au bout de quatre ans de

déchirements, il s'arrogeait de nouveau le monopole de la violence. Celle-ci était née des tensions sociales et non du plan machiavélique des bolcheviks. Ces derniers assumaient désormais un rôle bien différent du leur en 1917 : ils doivent en rabattre sur leurs ambitions sociales et retenir une partie des classes pauvres au lieu de les pousser à l'assaut. Dans un pays où la paix ne revient que pour laisser place à la famine, on peut affirmer en forçant à peine le trait que la dictature fut un moyen de pacification permettant la restauration du minimum d'ordre et juste la vie en société. ■

(45) Dakho, P1/1/59, *Comité régional de Kharkov du PC(b) d'Ukraine*, 1920, « Adresse », pp. 16-17.

Destins croisés

Russie révolutionnaire et Italie dans la tourmente aux lendemains d'Octobre 1917

(1^{re} partie)

par Frank La Brasca

Dès les premiers jours d'existence du pouvoir révolutionnaire, l'exhumation publique par les bolcheviks de tous les squelettes renfermés dans les armoires de la diplomatie secrète fait souffler un vent de panique sur la classe dirigeante belliciste de l'impérialisme « *en haillons* » (1) italien.

Venant s'ajouter à la terrible débâcle de l'armée italienne à Caporetto le 24 octobre 1917 (2), une des premières conséquences désastreuses pour le gouvernement bourgeois et impérialiste italien de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie fut la dénonciation, dès le 23 novembre 1917, par la presse du nouveau régime révolutionnaire, des traités secrets qui avaient été passés entre la Russie et ses alliés de l'Entente dans la période qui avait précédé l'entrée en guerre de l'Italie (3).

L'opinion publique italienne, y compris la plus grande partie des députés qui n'en n'avaient pas été informés, apprit ainsi que le pacte de Londres par lequel l'Italie s'était secrètement engagée à entrer en guerre contre l'Autriche et l'Allemagne avait été stipulé le 26 avril 1915, alors même qu'à cette date le traité de la Triple Alliance datant de 1882 et régulièrement reconduit depuis, qui liait la politique étrangère de l'Italie à celles

(1) L'expression heureusement imagée, mais surtout très juste politiquement est, comme on le sait, de Lénine.

(2) Voir notre dossier « L'année 1917 en Italie », dans le n° 65 des *CMO*, 1^{er} trimestre 2015), pp. 147-160, en particulier pp. 149-150.

(3) En réalité, une partie de ces traités, en particulier celui qui avait été conclu à Londres avec l'Italie au début 1915, avait déjà été révélée avant même octobre 1917 dans la presse bourgeoise, comme nous l'apprend Lénine dans un article paru dans la *Pravda* du 23 (10) mai 1917 et intitulé « *Un des traités secrets* » (publié en français – Lénine, *Œuvres*, Paris, Editions Sociales – Moscou, Editions du Progrès, tome 24, pp. 389-390) : « *On sait aussi que nos "jusqu'aboutistes" soutiennent avec acharnement le refus, par Milioukov et Cie, de publier les traités secrets. Ces tristes socialistes en sont arrivés à défendre la diplomatie secrète et, qui plus est, la diplomatie secrète de l'ex-tsar. Pourquoi les tenants de la guerre impérialiste défendent-ils avec tant de zèle le secret des traités ? Vous voulez savoir pourquoi, camarades ouvriers et soldats ? Prenez connaissance tout au moins d'un seul de ces nobles traités : nous voulons parler de "notre"* » ▶



Conférence de paix de Paris 1919.

De gauche à droite : Foch, Clemenceau, Lloyd George, Vittorio Emanuele, Orlando président du Conseil italien, S. Sonnino son ministre des Affaires étrangères. (D.R.)

des Empires centraux, n'avait pas été répudié (4).

Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, le conservateur Sydney Sonnino, déjà en place à ce poste lors de la signature du pacte de 1915, fut très durement interpellé à la chambre dès le mois de décembre 1917 par de nombreux députés qui demandèrent sa démission et l'intensification des pourparlers en vue de la paix. Le député socialiste réformiste Giuseppe Emanuele Modigliani (frère du peintre Amedeo) (5) l'accusa notamment d'avoir délibérément trompé la représentation nationale en lui faisant croire que la guerre serait menée contre le seul empire des Habsbourg pour éviter que sa politique soit alors rejetée. Un député socialiste demanda même sa démission, tandis qu'un de ses collègues de droite libérale, Guglielmo Gambarotta, intervint pour que soient accélérées les négociations en vue d'aboutir à la paix.

Sonnino se défendit en invoquant le secret diplomatique qui avait toujours été un principe pratiqué par tous les régimes et gouvernements et condamna l'initiative de divulgation prise par le gouvernement révolutionnaire russe comme contraire à toute tradition et à tout usage universellement admis jusqu'ici en « bonne » politique, déclaration, admettons-le, qui

► traité avec l'Italie (c'est-à-dire avec les capitalistes italiens), signé au début de 1915. Un démocrate bourgeois, M. Vodovozov, en a communiqué le contenu dans le *Dien* du 6 mai 1917, d'après les documents publiés par le *Novoié Vrémia*... » Suit le rappel des attendus du traité qui promettaient à l'Italie monts et merveilles, c'est-à-dire non seulement des régions irrédentes ou comptant une minorité italienne, mais aussi la partie centrale de l'Albanie, les îles de la mer Egée, une concession de chemin de fer en Turquie d'Asie, bref des terres peuplées de plus d'un million d'habitants « qui lui sont complètement étrangers par leurs origines ethnographiques et par leur religion », ce qui faisait conclure ce Vodovozov qu'il s'agissait « d'un traité cynique de brigandage » et le faisait s'interroger plus ou moins naïvement : « Les autres traités sont-ils conçus dans le même esprit de rapine ? Nous ne le savons pas. En tout cas, il serait très important de le savoir pour une démocratie qui a écrit sur son drapeau : "Paix sans annexions" ». Avant même de dévoiler aussi le contenu de ces autres traités, Lénine quant à lui anticipait clairement la réponse à la question posée : « "Nous ne savons pas jusqu'à quel point les autres traités secrets sont aussi des traités de rapine", dites-vous ? Non, M. Vodovozov, nous le savons très bien. »

(4) C'est un autre député socialiste, Giacomo Ferri, qui fit remarquer, lors de son intervention à la Chambre du 13 décembre, que l'Italie ne notifia officiellement ses griefs contre l'Autriche, décision de répudier les engagements pris avec elle dans le cadre de la Triple Alliance, que le 4 mai 1915, soit dix-neuf jours seulement avant la déclaration de guerre officielle à Vienne ! Circonstance aggravante qui ajoutait au scandale des députés attachés à la légalité, ce n'est en fait que le 28 août 1916 (c'est-à-dire plus d'un an plus tard !) que l'Italie notifia officiellement à l'Allemagne une déclaration de guerre qui avait été décidée dès avril 1915.

n'était pas tout à fait dénuée d'un certain fondement.

Dans les premiers moments de la guerre civile que subit le nouveau gouvernement soviétique, il n'est donc pas étonnant que ce personnage se soit révélé un partisan convaincu de la coalition des nouveaux gouvernements indépendants qui s'étaient formés, à la suite de la désagrégation de l'empire tsariste, en particulier en Ukraine (6).

Lors des discussions qui aboutirent au traité de Versailles (28 juin 1919) et qui débutèrent à Paris en janvier de la même année, le Premier ministre britannique, Lloyd George, avait proposé que les bolcheviks soient invités afin d'envisager la possibilité d'un compromis avec eux. Mais, sans doute par rancune tenace pour la situation délicate dans laquelle l'avait placé la publication du traité de Londres et des manœuvres peu scrupuleuses de la bourgeoisie italienne, Sonnino, appuyé par ailleurs par Clemenceau, s'y refusa énergiquement et proposa en revanche qu'on tente de regrouper tous les Russes blancs et de leur fournir les moyens en matériel et en hommes pour abattre le nouveau régime.

L'attitude du ministre italien fut jugée si intransigeante qu'au mois de mars il fut décidé de restreindre les discussions au sommet aux seuls chefs de gouvernement, ce qui l'excluait de fait.

Mais cela n'empêcha pas Sonnino de continuer à œuvrer pour l'application intégrale du pacte de Londres dont, en revanche, le tout nouveau maître du jeu, le président des États-Unis Woodrow Wilson, ne voulait pas entendre parler, fort du fait incontestable que son pays n'avait pas figuré parmi les signataires de cet accord secret.

Les relations entre les délégués italiens et Wilson s'envenimèrent tellement qu'Orlando décida d'abandonner la table des négociations et de rentrer en Italie le 24 avril ; puis, quand il décida de revenir à la table des négociations le 5 mai, les « brigands » les plus puissants, mais désormais de plus en plus assujettis au nouvel impérialisme montant (celui des États-Unis), s'étaient déjà partagés toutes les anciennes possessions coloniales de l'Allemagne ; et c'est ainsi que naquit

dans une partie de l'opinion publique italienne ce sentiment de frustration exprimé par le slogan de la « victoire mutilée » qui allait nourrir l'agitation nationaliste et générer le mouvement fasciste, tandis que du côté opposé de l'éventail idéologique, les démocrates, socialistes, réformistes, maximalistes (7) ou révolutionnaires, le discrédit envers l'état et ses principales institutions (Monarchie, police, armée) est total.

Ainsi, presque de façon spéculaire pour ainsi dire, allait se reproduire en Italie durant les deux années rouges (que les Italiens appellent « *il biennio rosso* » 1919-1920) la même situation de débâcle de la classe dirigeante et de discrédit de toutes ses institutions et d'aspiration à un changement révolutionnaire dans le sillage

(5) Ce dirigeant socialiste avait tout de même signé avec Ernst Meyer et Karl Radek le Manifeste du 1^{er} mai 1916 de la Conférence de Kienthal que Lénine, sans le considérer comme tout à fait satisfaisant, estimait dans une lettre au dirigeant bolchevique Alexandre Chliapnikov, comme « *un pas vers la rupture avec les social-patriotes* ». Le texte en français du Manifeste vient d'être republié dans une anthologie de textes sur Octobre 1917 publiée sous la direction de Gian Giacomo Cavicchioli par les Éditions Science Marxiste qui dépendent du groupe italien *Lotta Comunista* (*Octobre 1917. 100 ans. 100 militants de la révolution*, Traduction de l'italien, Montreuil-sous-Bois, Éditions Science Marxiste [série : *Documents*], 2017, pp. 96-99).

(6) Sur la question nationale ukrainienne au lendemain d'Octobre, voir le dossier rédigé par Jean-Jacques Marie dans le n° 66 (deuxième trimestre 2015) des *CMO* (« Ukraine : Un mélange inextricable de mythe et de réalité », pp. 35-48 : en particulier pp. 39-40) ainsi que, dans le prolongement, la traduction de l'article de Trotsky du 22 avril 1939 « La question ukrainienne » (déjà paru dans le tome 21 des *Œuvres* publiées par l'Institut Léon Trotsky, pp. 121-131), aux pages 49-52 de ce même numéro des *CMO*.

(7) Dans la presse de l'époque, par une erreur de traduction, on appelle ainsi les bolcheviks, mais ici le terme est employé pour désigner la fraction « centriste » du Parti socialiste italien, majoritaire dans le parti et à laquelle s'oppose les réformistes de droite (Turati, Treves) et les jeunes « intransigeants » (Bordiga, Gramsci) qui seront à l'origine de la scission communiste de Livourne en janvier 1921. Leur dirigeant principal est Giacinto Menotti Serrati.

d'Octobre, dont le moment le plus élevé fut le célèbre mouvement de l'occupation des usines du triangle industriel Milan-Turin-Gênes de 1919-1920 (8), qui précéda en Russie les deux révolutions de 1917.

Mais à cette différence, d'immense et désastreuse portée, qu'il manqua dans la péninsule italienne un Parti bolchevique et des dirigeants de la dimension de Lénine et de Trotsky en mesure de faire déboucher le marasme sur la prise du pouvoir par les travailleurs et que cette absence fut la cause, comme cela était inévitable, d'un retournement complet de la situation qui déboucha sur les événements tragiques qui s'ensuivirent non seulement pour les masses italiennes mais pour celles d'une grande partie du monde.

La ruse de l'histoire, en l'occurrence, voulut que le Kornilov italien ne fût pas issu des rangs de la caste militaire, mais au contraire du peuple travailleur et même du parti qui avait représenté, au tournant du XX^e siècle, l'espoir de salut et d'avenir pour les travailleurs italiens.

Mais, selon la formule consacrée, cela est une autre histoire.

Une première analyse de la prise du pouvoir par les bolcheviks d'un des dirigeants du futur Parti communiste d'Italie : Antonio Gramsci

Comme on peut s'en douter, du fait de la difficulté de circulation de l'information et de la censure de guerre, l'opinion publique italienne était bien mal informée des événements de Russie. Néanmoins, pour des raisons évidentes d'affinités historiques et idéologiques, les socialistes de toutes tendances suivaient avec toute l'attention possible le déroulement des événements depuis les journées de février.

Dans la revue théorique du parti, *La Critica sociale* du 1-15 janvier 1918, alors que viennent de s'ouvrir les pourparlers de paix à Brest-Litovsk, le dirigeant réformiste Claudio Treves décide de

publier une lettre que Julius Martov, dirigeant menchevik et ami de longue date de Lénine, avait adressée à l'hebdomadaire parisien de sensibilité socialiste *Le Journal du peuple* le 16 décembre 1917.

Dans cette missive, le dirigeant menchevique tient à démentir la rumeur d'un accord entre Lénine et lui.

Tout accord entre eux, poursuit-il, est impossible du fait du caractère utopique du mouvement léniniste qui tente d'introduire le collectivisme, contre la volonté du peuple, dans une Russie économiquement arriérée et en s'appuyant sur des soldats écoeurés de la guerre et prêts à suivre quiconque leur promet une paix immédiate.

Cela ne peut mener, selon lui, qu'à une dictature militaire et à des persécutions et des violences contre l'opposition, y compris socialiste, assortie d'une suppression de la liberté de la presse et de réunion.

En outre, la politique extérieure de Lénine, selon Martov, est contraire aux idéaux zimmerwaldiens auxquels le leader menchevique se dit indéfectiblement attaché, dans la mesure où, pressé de conclure la paix à tout prix, elle bafoue de fait les conceptions internationalistes d'une paix démocratique et juste.

Lénine et Trotsky, poursuit-il, refusent en outre de reconnaître la souveraineté de la Constituante, dont la majorité est faite de socialistes non maximalistes (9), et ont procédé à l'arrestation de plusieurs membres de cette Constituante.

S'attaquant à ses adversaires de gauche dans le parti, Treves prend appui sur cette lettre pour fustiger ce qu'il appelle « *le manque de culture de la nouvelle génération socialiste en Italie* » :

« *Comment ! Lénine et le maximalisme (10) ne sont pas la quintessence de l'orthodoxie socialiste intransigeante et révolutionnaire ? Lénine et le maximalisme ne sont pas une seule et même chose que Zimmerwald ? Quand, dans certaines réunions du parti, nous avons*

(8) Sur cet épisode, voir le *Cahier du Cermtri*, n° 114 (septembre 2004) : « *Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire ?* »

(9) Comprendre « non bolcheviks », cf. note 7 ci-dessus.

(10) Comprendre encore « le bolchevisme ».

tenté de répondre que non et avons essayé d'en fournir la démonstration, nous sommes passés... pour des rigolos, pour des pleutres et quasiment des traîtres à la cause de la paix et de Zimmerwald. À présent, la lettre de Martov qui, avec Axelrod (11), représente toute la tradition du marxisme russe intransigeant et l'action zimmerwaldienne des origines, vient apporter la preuve que nous sommes en bonne compagnie. Combien de fois avons-nous dû soutenir, dans des polémiques à l'intérieur et à l'extérieur du parti, qu'il ne suffit pas d'être violents pour être orthodoxes, qu'il ne suffit pas d'être catastrophistes pour être socialistes ! Lorsque nous avons vu le parti tomber sous la coupe d'un courant soi-disant révolutionnaire intransigeant qui avait accommodé la doctrine de Marx de telle façon que le déterminisme se trouvait remplacé par le volontarisme, la force de transformation constituée par l'instrument de travail, par la violence héroïque ou hystérique des individus ou de groupes d'individus, et le subjectivisme le plus frénétique flatter et applaudir les pires outrances des démagogues, ivres d'eux-mêmes et de leur propre popularité, nous avons compris le péril et donné l'alerte contre ce qui devait éclater au grand jour quand la guerre survint pour offrir sur un plateau à cette tendance une pâture plus appréciée et facile que la lente et austère révolution socialiste de classe...

Récemment, un collaborateur de l'Avanti ! a exposé la doctrine selon laquelle les décrets de Lénine prévalent sur l'histoire, c'est-à-dire passent au-dessus des périodes de l'évolution de la propriété. Avec ces décrets, on saute à pieds joints au-dessus de l'ère bourgeoise de l'industrialisation et on passe de l'économie patriarcale agraire au collectivisme ! On se demande bien pourquoi avec ces fameux décrets on ne crée pas la société très parfaite et aussi en quoi une telle conception du socialisme diffère de l'utopisme de Campanella et de More (12). Dès lors, il nous apparaît très clairement que ce n'est pas seulement le Capital qu'on abjure, mais jusqu'au Manifeste lui-même.

Par là, qu'on y prenne garde, ce n'est pas Lénine que nous condamnons, mais

nous condamnons des... léninistes qui ne savent rien de Lénine à l'exception de ce qu'il plaît aux gouvernements qu'on en connaisse. Peut-être l'action de Lénine répond-elle à un état chaotique issu d'une nécessité historique contingente, et ne vise en rien à s'ériger en loi universelle de la transformation socialiste. » (13).

La vigueur de cette polémique est significative des tensions que commençaient à créer les événements de Russie au sein du PSI et les allusions à « l'inculture politique » de la nouvelle génération socialiste visaient évidemment ce groupe d'intransigeants provenant en majorité de la jeunesse socialiste que nous avons déjà évoqué dans notre dossier « L'année 1917 en Italie » (14), qui, s'embarrassant peu d'« orthodoxie » (ou prétendue telle par leurs aînés et dirigeants historiques comme Filippo Turati et Claudio Treves) et d'information précise et fondée sur les événements qui se déroulaient véritablement en Russie, étaient surtout soucieux de suivre l'exemple des bolcheviks et de « faire comme en Russie », selon le mot d'ordre dont s'empara alors une grande

(11) Pavel Borissovitch Axelrod (1850-1928), fondateur avec Martov et Lénine de l'*Iskra*, menchevik internationaliste qui participa aux conférences de Zimmerwald et Kienthal.

(12) Tommaso Campanella (1568-1639), philosophe et penseur politique italien, auteur, entre autres, d'un traité intitulé *La Cité du soleil*, dans lequel il décrit une société idéale fondée sur des principes communistes. Thomas More (1478-1535) penseur et humaniste anglais, auteur d'un traité précisément intitulé *Utopie* (littéralement, lieu qui ne se trouve nulle part) qui développe la fameuse République idéale de Platon et présente un contrepoint critique à la société anglaise de son temps.

(13) C. Treves, « Martov, Lénine et ... nous », *La Critica sociale*, 1-15 janvier 1918, cité par Alceo Riosa, *Il Partito socialista italiano dal 1892 al 1918*, Rocca San Casciano, Licinio Cappelli [Storia dei partiti politici, Collana diretta da Renzo De Felice : 2], 1969, pp. 197-201 : 198-199.

Pour une analyse plus récente de cette lettre de Martov, on se reportera à l'étude de l'historien Jean-Paul Depretto, *Un Menchevik face à la défaite : Martov et la révolution d'Octobre*, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2003/2 (n° 50-2), pp. 112-130.

(14) Voir CMO n° 65 (1^{er} trimestre 2015), pp. 147-160 : en particulier pp. 149-150 et 157-160.

partie du prolétariat industriel du nord de l'Italie (15).

Mais, parmi ces jeunes militants révolutionnaires, celui qui semble particulièrement visé par les propos acerbes de Treves, en particulier à la fin de l'extrait que nous avons cité, n'est autre que le grand Antonio Gramsci, dont l'action et la pensée allait faire une icône du mouvement communiste international et qui est considéré encore de nos jours comme un des principaux théoriciens marxistes de tous les temps.

Le jeune intellectuel sarde immigré à Turin (en 1917, il n'était en effet âgé que de 26 ans) venait en effet de publier quelques jours auparavant dans l'*Avanti !* un article au titre volontairement provocateur dans lequel la toute récente prise du pouvoir par les bolcheviks (l'article est du 24 novembre, qui correspond au 11 novembre du calendrier julien, soit au lendemain de la publication par le commissariat aux Affaires étrangères soviétiques de tous les traités secrets dont il a été question plus haut [16]) est qualifiée de « révolution **contre** (17) le *Capital* ».

Il faut bien avouer que ce titre avait de quoi faire bondir les « gardiens du temple », et l'indignation de Treves, quand il parle d'abjuration non seulement du *Capital* de Marx, mais même de son *Manifeste*, n'est pas seulement fondée sur de vagues allégations.

En fait, la lecture de cet article très important, que nous reproduisons intégralement ci-dessus, nous permet de comprendre que cette apparente « abjuration » n'est qu'une figure de style de la part de Gramsci. En quelque sorte, il reproduit (consciemment ou pas, mais, comme le dira plus tard son camarade puis adversaire de parti, Amadeo Bordiga, Gramsci étant de la catégorie de ceux « qui lisent tout », on peut risquer la présomption d'une référence au moins implicite) la fameuse opposition de la théologie paulinienne qui fit prendre le tournant que l'on sait au christianisme (l'éloignant définitivement de ses racines judaïques) en opposant l'esprit des textes sacrés à leur littéralité.

Le sens de l'analyse gramscienne de la révolution russe, qui déclare crânement ne pas se soucier de la réalité des

faits de ce qui se produit réellement sur le terrain en Russie (18), est que la réalité historique déjoue toujours les théories les plus savantes et que ce qui s'est produit en Russie apporte un démenti à l'analyse marxiste classique selon laquelle, il n'était possible de passer au stade collectiviste de l'économie des sociétés qu'après un long développement industriel et capitaliste.

On comprend donc pourquoi Treves, dans sa mercuriale, s'en prend au « *volontarisme* » qui prétend balayer tout « *déterminisme* », mais aussi, pour donner à ce texte de Gramsci toute la résonance dans les problématiques contemporaines qu'il mérite et qu'il a de fait, pourquoi il est devenu le « gadget » de toutes les interprétations « novatrices » du marxisme qui, dans la seconde moitié du siècle dernier, s'en sont données à cœur joie, pour prendre leur distance vis-à-vis de l'orthodoxie mystificatrice mise en avant par la bureaucratie stalinienne et post-stalinienne, devenue de plus en plus infréquentable pour une gauche bienpensante, mais à qui manquait le courage de s'y opposer frontalement.

En effet, avec tout le respect et la considération qu'on doit au théoricien sarde, il faut bien avouer que les reproches que lui adresse Treves sont loin d'être totalement infondés.

En 1917, le jeune Gramsci (comme ont systématiquement omis de le rappeler les dirigeants staliniens qui, après la Seconde Guerre mondiale en ont fait un monument inoffensif, en le vidant soigneusement de toute sa substance révolutionnaire) avait fait partie des socialistes favorables à l'entrée en guerre de l'Italie au côté de l'Entente en 1915 et ne s'était en effet pas tout à fait dégagé de sa formation philosophique marquée par l'influence (alors pré-

(15) Sur ce point, voir notre traduction d'un passage des Mémoires du militant ouvrier et futur dirigeant du PCI, Mario Montagnana, publiée dans le n° 73 (1^{er} trimestre 2017) des *CMO*, « *Révolution russe et Italie* », pp. 64-66.

(16) Cf. la chronologie des événements dans ce même numéro des *CMO*, pp. 8 et 9.

(17) C'est nous qui soulignons.

(18) Cf. ci-dessous dans notre traduction la surprenante incise « *C'est pourquoi, au fond, peu nous importe d'en savoir davantage que ce que nous en savons* ».

dominante dans les milieux académiques italiens) de l'idéalisme hégélien, dont les deux chefs de file étaient les philosophes Benedetto Croce et Giovanni Gentile (qui deviendra par la suite ministre de l'Instruction publique sous Mussolini).

Dans cette conception, le culte de l'action, de la volonté, de l'intuition créatrice chère à Henri Bergson menait une guerre idéologique contre le positivisme scientiste considéré comme obtus et asséchant. On peut donc, *mutatis mutandis*, mieux interpréter certaines des affirmations de l'article gramscien. Nous ne prendrons qu'un exemple, laissant au lecteur le soin de lire et de méditer sur ce texte fondamental. Lorsque Gramsci affirme que « *les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires à la réalisation totale et entière de leur idéal* », il semble méconnaître totalement un des principes de base du marxisme exprimé par Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, selon lequel « *les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé* ».

Dans le groupe des jeunes révolutionnaires auquel appartenait Gramsci, l'opinion qu'il exprime ici était d'ailleurs loin de faire l'unanimité.

C'est ainsi que dans le n° 513 de l'hebdomadaire de la jeunesse socialiste *L'Avanguardia* du 2 décembre 1917, intitulé « *Le due anime dell rivoluzione* » (Les deux âmes de la révolution), largement amputé par la censure, on peut lire cependant l'affirmation suivante à propos des événements de Russie, qui sont peut-être une réponse à l'article de Gramsci du 24 novembre précédent :

« *Tandis que nous écrivons ces lignes, pris dans le tourbillon des informations contradictoires et tendancieuses qui nous parviennent, nous comprenons que les socialistes travaillent à la réalisation d'un programme aux lignes simples et grandioses – celui-là même du Manifeste des communistes (19) – c'est-à-dire l'expropriation des détenteurs privés des moyens de production, tout en procédant de manière logique et conséquente à liquider la guerre.* » (20).

Nous ne pouvons développer ici toutes les implications encore actuelles de ces deux conceptions différentes, sinon opposées, défendues par des théoriciens et des militants favorables à Octobre 1917, mais nous dirons seulement que les malentendus entretenus à dessein par la bureaucratie stalinienne sur la prétendue réalisation d'un socialisme achevé, les héritiers de Staline iront même jusqu'à parler de « *socialisme avancé* » prélude immédiat à l'instauration du communisme (!), trouvent en partie leur source dans cette confrontation qui date des premiers temps de la réception des effets de la révolution d'Octobre 1917 en Italie.

Appendice n° 1 La révolution contre le « *Capital* » (21)

(Article paru une première fois dans l'édition milanaise du quotidien du PSI, *L'Avanti*, du 24 novembre 1917 et republié le 5 janvier 1918 dans le quotidien *Il Grido del Popolo* sous la signature A. G.)

« *La révolution des bolcheviks s'est greffée de manière définitive sur la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes qui avaient été jusqu'à il y a deux mois de cela le ferment nécessaire pour*

(19) C'est nous qui soulignons.

(20) Article reproduit dans *Storia della sinistra comunista*, Milano, edizioni « *Il programma comunista* » del partito comunista internazionalista, vol. I, 1964, pp. 329-331 : 331.

(21) Cet article a déjà été traduit en français et publié dans le recueil *Gramsci dans le texte*, recueil réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant, textes traduits par Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci, Paris, Éditions sociales, 1975, pp. 46-50. Dans la préface du recueil, François Ricci traduit à sa manière, les Éditions sociales sont en 1975 encore étroitement contrôlées par la direction du PCF, l'embaras que cause encore ce texte, même si les vents de l'eurocommunisme commençant à se lever à l'horizon, il parvient à expliquer de manière positive les indéniables accents idéalistes de l'analyse gramscienne : « ... paradoxalement, la révolution d'Octobre conforte, dans un premier temps, l'idéalisme du jeune



La débâcle italienne de Caporetto (24 octobre 1917) en concomitance avec la préparation de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie : la veille (23 [10] octobre) lors d'une séance du comité central du parti, Lénine soumet un projet d'insurrection qui est adopté. (D.R.)

que les événements ne stagnent pas, pour que la course vers l'avenir ne s'arrête pas, en donnant lieu à une forme d'équilibre définitive – qui aurait été celle d'un équilibre bourgeois – se sont emparés du pouvoir, ont établi leur dictature et sont en train d'élaborer les formes socialistes sous lesquelles la révolution devra finir par se stabiliser pour continuer à se développer de façon harmonieuse, sans chocs trop violents, en partant des conquêtes d'ores et déjà acquises.

La révolution des bolcheviks est faite davantage d'idéologies que de faits. (C'est pourquoi, au fond, peu nous importe d'en savoir davantage que ce que nous en savons.) Elle est la révolution contre le Capital de Karl Marx. Le Capital de Marx était, en Russie, le livre des bourgeois, davantage que celui des prolétaires. Il constituait la démonstration critique de la nécessité fatale que se formât en Russie une bourgeoisie, que fût inaugurée une ère de capitalisme, instaurée une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat puisse ne serait-ce même que songer à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa propre révolution. Les faits ont été plus forts que les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques dans le carcan desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique bien loin d'être aussi rigides qu'on ne pourrait

penser et qu'on ne l'a pensé.

Cependant, il y a aussi une sorte de fatalité dans ces événements, et si les bolcheviks renient quelques affirmations du Capital, ils n'en renient pas la pensée immanente et vivifiante. Ils ne sont pas "marxistes" voilà tout ; ils n'ont pas compilé sur les œuvres du Maître une doctrine toute extérieure, faite d'affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui, chez Marx, s'était corrompue d'incrustations positivistes et naturalistes. Or cette pensée

érige toujours en facteur principal de l'histoire non pas les faits économiques, bruts, mais l'homme, la société de hommes, des hommes qui se frottent les uns aux autres, s'entendent entre eux, mûrissent à travers ces relations mutuelles (la civilisation) une

- *Gramsci. On comprendra mieux sa réaction si l'on se souvient que, dans la circonstance, la lutte contre les interprétations mécanistes du marxisme était politiquement urgente ; car ces interprétations conduisaient à boudier, voire à condamner une révolution qui avait eu le tort de ne pas réussir dans les règles. Ce succès, obtenu dans un pays relativement peu industrialisé semblait contredire les prévisions de Marx et la lettre d'une théorie réduite à ses seules bases économiques. La polémique de Gramsci commence alors par une opposition entre la lettre et l'esprit du marxisme : opposition elle aussi schématique qui, trop facilement, devient celle d'un élément matérialiste et d'un élément idéaliste au sein du marxisme lui-même. »*

Fait significatif, dans la précédente édition de textes gramsciens diligentée par les Éditions sociales en 1959 (A. Gramsci, *Œuvres choisies*, traduction et notes par Gilbert Moget et Armand Monjo. Préface de Georges Cogniot, Paris, Éditions sociales) et dont celle de 1975 est une refonte augmentée, cet article si tendancieux de Gramsci ne figure pas. C'est qu'en 1959 Maurice (Thorez) et la vieille garde stalinienne sont encore en vie et qu'il ne s'agit pas de tolérer la moindre égratignure au monument sacré qu'ont érigé les camarades italiens dans la décennie précédente. Autant en emporte la vérité historique et la compréhension matérialiste des événements et des hommes qui les vivent !

volonté sociale, collective et comprennent les faits économiques et les apprécient, les adaptent à leur propre volonté jusqu'à faire que cette dernière devienne la force motrice de l'économie, la créatrice de la réalité objective, qui vit, avance et prend un caractère de matière tellurique en ébullition qui peut être canalisée dans la direction qui sied à la volonté, de la façon dont celle-ci le souhaite.

Marx a prévu ce qui était prévisible. Il ne pouvait prévoir la guerre européenne, ou plutôt il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, durant trois années de souffrances indicibles, de malheurs indicibles, allait faire naître en Russie cette volonté populaire collective qu'elle a suscitée. Une volonté d'une telle ampleur a normalement besoin pour se former d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une vaste série d'expériences de classe. Les hommes sont paresseux, ils ont besoin de s'organiser; d'abord extérieurement, en corporations, ligues, puis, de façon intérieure, dans l'intimité de leur pensée, de leurs volontés [...] d'être stimulés à chaque instant par une multitude de sollicitations extérieures. C'est pourquoi, d'ordinaire, les canons de la critique historique du marxisme parviennent à saisir la réalité, à l'immobiliser, la rendant ainsi évidente et manifeste. D'ordinaire, c'est à travers une lutte des classes qui va en s'intensifiant toujours davantage, que les deux classes composant le monde capitaliste font l'histoire. Le prolétariat est conscient de sa misère présente, il vit dans un état de malaise permanent et fait pression sur la bourgeoisie pour améliorer sa condition. Il lutte, oblige la bourgeoisie à perfectionner ses techniques de production, à rendre cette dernière plus utile afin de rendre possible la satisfaction de ses besoins les plus urgents. C'est une course effrénée vers l'amélioration qui intensifie le rythme de la production, qui accroît sans cesse la quantité des biens qui serviront à la collectivité. Dans le déroulement de cette course, nombreux sont ceux qui tombent, rendant ainsi encore plus intense la quête de ceux qui restent en lice, la masse est donc dans un état de transe perpétuelle, et de peuple chaotique qu'elle

était, acquiert une vision de plus en plus ordonnée, une conscience toujours plus claire de sa propre puissance, de sa capacité à assumer son rôle social, à devenir la maîtresse de son destin.

C'est ainsi que les choses se passent d'ordinaire. Lorsque les faits se reproduisent selon un rythme coutumier. Lorsque l'histoire se déploie en mouvements toujours plus complexes et riches de sens et de valeur, mais cependant identiques. Mais en Russie, la guerre a servi à secouer les volontés. Celles-ci, à travers les souffrances accumulées au cours de trois ans, se sont très rapidement trouvées en harmonie. La famine était imminente, la faim, la mort par inanition pouvait frapper quiconque, broyer d'un coup des millions d'hommes. Les volontés se sont donc mises à l'unisson, d'abord de façon mécanique, puis de manière active et par la pensée après la première révolution.

La propagande socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La propagande socialiste fait surgir sur la scène en un instant l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série d'efforts qu'il doit consentir pour s'émanciper mentalement des chaînes de la servitude qui le rendaient méprisable, pour se doter d'une conscience nouvelle, pour devenir le témoin présent d'un monde à naître. La propagande socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi devrait-il attendre que l'histoire de l'Angleterre se reproduise en Russie, qu'il s'y forme une bourgeoisie, qu'une lutte de classe y soit suscitée, pour que naisse une conscience de classe et que se produise enfin l'effondrement du monde capitaliste ? Le peuple russe est passé à travers toutes ces expériences par la pensée, même s'il s'est agi de la pensée d'une minorité. Ces expériences, il les a dépassées. Il s'en sert pour s'affirmer aujourd'hui, tout comme il se servira des expériences capitalistes occidentales pour s'élever en peu de temps à la hauteur de la production dans le monde occidental. L'Amérique du Nord est du point de vue capitaliste plus avancée que l'Angleterre, car les Anglo-Saxons y sont d'emblée partis du stade auquel l'Angleterre n'était parvenue qu'au terme d'une longue évo-

lution. Le prolétariat russe, éduqué d'un point de vue socialiste, commencera son histoire à partir du stade le plus élevé de production auquel est parvenue l'Angleterre d'aujourd'hui, car devant à son tour commencer, il le fera en partant de ce qui a été accompli ailleurs, et c'est dans cet acquis qu'il trouvera l'élan pour atteindre la maturité économique qui, selon Marx, est la condition nécessaire pour l'établissement du collectivisme. Les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires à la réalisation totale et entière de leur idéal. Ils les créeront même en moins de temps que ne l'aurait fait le capitalisme. Les critiques que les socialistes ont faites au système bourgeois, afin d'en mettre en évidence les imperfections, les gaspillages de ressources, serviront aux révolutionnaires pour faire encore mieux, pour éviter ces gâchis et ne pas engendrer les mêmes dysfonctionnements. Au début, ce sera un collectivisme de la misère et de la souffrance. Mais ce sont les mêmes conditions de misère et de souffrance qui seraient l'héritage d'un régime bourgeois. Le capitalisme serait incapable de faire instantanément en Russie davantage que ce que réalisera le collectivisme. Aujourd'hui, il ferait même beaucoup moins, car il aurait aussitôt contre lui un prolétariat mécontent, frénétique, désormais incapable de supporter encore des années entières les douleurs et les amertumes que la crise économique causerait. Même d'un point de vue abstrait, humain, l'avènement immédiat du socialisme en Russie est pleinement justifié. La souffrance qui succèdera à la paix ne pourra être tolérée que si les prolétaires comprennent que c'est dans leur volonté, dans leur acharnement au travail que réside la possibilité de l'éliminer dans le délai le plus court possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été au moment que nous vivons l'expression spontanée, biologiquement nécessaire, pour que le peuple russe ne sombre pas dans le plus horrible des chaos, pour qu'il puisse, en s'absorbant tout entier dans l'œuvre gigantesque et autonome de sa propre régénérescence, éprouver de manière moins pressante les pulsions d'un loup affamé et que la Russie ne se transforme pas en un énorme

charnier de bêtes féroces qui se déchirent entre elles. »

Appendice n° 2

Et pendant ce temps-là, sur le front italien, on fusille... pour un cigare !

Le 24 octobre 1917, après un bombardement intensif des positions italiennes, les troupes austro-allemandes enfoncent le front italien entre les localités de Tolmino (aujourd'hui Tolmin en Slovénie) et de Caporetto (Kobarid en slovène) dans la haute vallée de l'Isonzo (22). C'est un massacre et une débâcle sans nom. Dans la seule journée du 24 octobre, l'armée italienne perd 40 000 hommes dont 35 000 capturés par l'ennemi.



Il soldato Ruffini fucilato dal generale Graziani.

L'artilleur Alessandro Ruffini, 23 ans, fusillé le 3 novembre 1917 dans la région de Padoue pour n'avoir pas éteint son cigare au passage d'un général. La veille (2 novembre [20 octobre]), sont discutées au comité central du parti les deux lettres dans lesquelles Lénine avait demandé l'exclusion du parti de Zinoviev et Kamenev pour avoir divulgué le projet d'insurrection adopté dix jours auparavant (23[10] octobre). D.R.

Parmi les troupes qui refluent devant l'offensive ennemie, se trouvent celles du 28^e régiment qui a combattu en Carnie, région montagneuse située dans la partie nord-ouest de la région du Frioul.

(22) Sur cette très grave défaite militaire italienne qui vit les troupes autrichiennes avancer jusque dans les environs de Venise, cf. « L'année 1917 en Italie », CMO n° 65, art. cit., p. 149.

Le 3 novembre, près de la petite localité de Noventa Padovana dans la région de Padoue, c'est-à-dire beaucoup plus au sud-ouest, un jeune artilleur de 23 ans, Alessandro Ruffini, originaire de la province d'Ancône, dans les Marches, est en train de fumer son cigare quand passe devant lui le général Andrea Graziani (23), connu pour sa brutalité et son mépris envers les soldats du rang qui endurent pourtant depuis plus de deux ans tant de privations et de souffrance. Il le salue de manière réglementaire mais, distraction ou réelle volonté de montrer son manque de respect par la hiérarchie, omet de jeter son cigare.

Il est alors roué de coups sur l'ordre du général puis fusillé sur-le-champ, « *pour donner un exemple terrible et de nature à convaincre les deux cents mille hommes en débandade qu'à partir de maintenant il existait une force supérieure à leur esprit d'anarchie* », comme le dira plus tard dans la presse, en guise de défense, ce sinistre personnage pour répondre à une interpellation parlementaire et à un article paru le 19 juillet 1919 dans *L'Avanti !* et relatant les faits.

Mais, au-delà de la stupidité criminelle de ce traîne-sabres, on sait maintenant que Graziani avait explicitement été invité par le commandant suprême des troupes italiennes, le général Luigi Cadorna, par ailleurs presque unanimement reconnu comme principal responsable du désastre



Le général Andrea Graziani (1864-1931), futur commandant de milices fascistes, qui ordonna l'exécution de Ruffini et se défendit en écrivant dans la presse : « *Je fais ce que je veux de mes soldats !* »

militaire, comme tous les autres membres de la caste militaire, à faire preuve d'une sévérité impitoyable à l'égard des soldats qu'il poursuivait de son implacable haine de classe en rejetant sur eux la responsabilité de la catastrophe nationale provoquée en partie par ses propres déficiences.

Pour revenir à Graziani, dans son auto-apologie confiée à un journal bolognais bien après les faits (le 6 août 1919), il eut cette répartie incroyable de stupidité meurtrière mais très révélatrice de l'état d'esprit de son milieu et de la bourgeoisie impérialiste qu'il servait : « *Je fais ce que je veux de mes hommes !* »

Si les années qui précédèrent le fascisme furent en effet, entre autres, marquées par de nombreuses manifestations de mépris, voire de haine populaire envers tous ce qui portait un uniforme, on ne peut vraiment pas s'en étonner, étant donné le discrédit qu'avait bien mérité la classe dirigeante italienne et ses bandes armées, discrédit qui aurait pu, comme en Russie, déboucher sur une authentique révolution mais qui, pour les raisons que nous avons déjà indiquées, alimenta la rhétorique chauvine et militariste qui amena Mussolini au pouvoir. ■

(23) À ne pas confondre avec le maréchal fasciste Rodolfo Graziani, « pacificateur » de la Libye, puis vice-roi d'Éthiopie en 1936-1937.



Les artistes et la révolution d'Octobre 1917

par Gisèle Grammare

« *Camarades, levez-vous, échappez à la tyrannie des choses* » (Kazimir Malevitch)

Cet article ne prétend pas à l'exhaustivité en traitant tous les champs artistiques. L'architecture, les arts appliqués et décoratifs, le cinéma, la musique, la photographie, le théâtre y sont peu ou pas évoqués faute de l'espace nécessaire qui leur reviendrait. Quelques figures majeures des arts plastiques et de la poésie sont privilégiées, surtout celles qui s'expriment au travers des principaux courants esthétiques. Les artistes suprématistes, constructivistes et les poètes futuristes, ayant directement participé à la révolution d'Octobre et contribué à la réorganisation politique et administrative de l'art, la culture, l'enseignement artistique, dominant. Ce sont souvent ceux dont l'œuvre prend une place prépondérante dans l'histoire de l'art moderne (1).

Au cours de la décennie qui précéda la révolution de 1917, les artistes, les peintres et les poètes russes se regroupaient en différents mouvements, selon leurs appartenances esthétiques et pour organiser des expositions et des spectacles, soit de façon indépendante, soit sous l'égide de marchands ou de collectionneurs. Parfois le titre de l'exposition servit de *Manifeste*, tant à Saint-Petersbourg qu'à Moscou, les artistes se déplaçant beaucoup. Puis des petits groupes venus aussi de Kiev, d'Odessa, de Vite-

bsk s'unirent pour organiser des manifestations plus ambitieuses (2). En mars 1910 s'était créée L'Union de la jeunesse (1909-1914), qui réunit sa première exposition à Saint-Petersbourg, accompagnée de conférences et de différents spectacles où se produisaient les poètes futuristes comme Vladimir Maïakovski (1893-1930). Tel fut le cas aussi avec *Le Valet de carreau* (1910-1913), qui ouvrit une exposition, à Moscou en décembre de la même année, où toute l'avant-garde fut réunie. Parmi les artistes, on comptait Natalia Gontcharova (1881-1939), Vassili Kandinsky (1866-1940), Mikhaïl Larionov (1881-1964) notamment. Des liens existaient en même temps avec l'École de Munich dont les peintres furent invités à exposer en Russie. Le mouvement, qui se créa en Allemagne en 1910-1911, *Der Blaue Reiter (Le Cavalier bleu)*, était en fait germano-russe. Kandinsky participait à toutes ces manifestations, il présenta à

(1) J'ai préféré ne pas aborder les questions soulevées par le *Proletkult* qui, ne faisant pas de place aux artistes, défendait le concept de *culture prolétarienne*.

(2) Cet article ne pouvait s'écrire sans la précieuse documentation de l'ouvrage de Camilla Gray *L'Avant-garde russe dans la moderne 1863-1922*, Éditions La cité des arts, L'Âge d'homme, Lausanne, 1969.

Moscou ses premières œuvres inaugurant l'art abstrait : *les Improvisations*. À ce titre, on peut considérer que l'abstraction, le plus important mouvement artistique du XX^e siècle, apparaît en Russie à ce moment-là. Il connut ensuite des développements internationaux jusqu'à nos jours.

Des débats passionnés opposèrent Larionov et Gontcharova aux autres artistes, ils firent scission, créant en 1911 un autre groupe, *La queue de l'âne* (1911-1912). Leur première exposition s'ouvrit le 11 mars 1912, réunissant quatre artistes majeurs : Gontcharova, Larionov, Kazimir Malevitch (1878-1935), Vladimir Tatline (1885-1953), où chacun put exposer des dizaines d'œuvres. Ces derniers s'étant dégagés du style *primitiviste* d'inspiration paysanne, encore affectonné par les deux autres artistes qui présentaient des œuvres figurant des paysans et les travaux des champs, montraient, dans un style *culo-futuriste* (3), des peintures que l'on pouvait rapprocher de celles de Fernand Léger (1881-1955).

Les avant-gardes françaises depuis Paul Cézanne (1839-1906) et Henri Matisse (1869-1954) étaient connues des artistes russes grâce aux collectionneurs russes comme Serguei Chtchoukine (1854-1936) et aux expositions qu'ils avaient organisées.

Certains artistes russes s'étaient rendus à Paris et les cubistes français étaient invités à exposer en Russie. L'avant-garde artistique, en Allemagne et en France, fut lourdement touchée par la Première Guerre mondiale, ce fut moins le cas en Russie. August Macke (1887-1914) est mort au front en Champagne, le 26 septembre 1914, à l'âge de 27 ans, Franz Marc (1880-1916) est tué près de Verdun le 4 mars 1916, il a 37 ans. Tous deux étaient des principaux représentants de l'expressionnisme allemand en peinture. Georges Braque (1882-1963), fondateur du cubisme avec Pablo Picasso (1881-1973), est mobilisé, gravement blessé en 1915, il sera trépané et convalescent jusqu'en 1917. Le cubisme n'aura vécu que sept ans : 1907-1914.

La guerre, qui avait favorisé la dissolution des foyers artistiques d'Europe occidentale, contribua, en revanche, à réunir les artistes russes.

Tramway V eut lieu à Petrograd en février 1915. Les œuvres de Tatline furent sans doute les plus radicales, comportant des constructions en relief, élaborées à l'aide de matériaux divers. Préfigurant *le constructivisme*, il s'éloignait de la peinture de chevalet. L'ultime exposition futuriste : *0,10*, s'ouvrit en novembre de la même année. Malevitch dominait. Il montra pour la première fois ses peintures suprématises, probablement réalisées dès 1913. Il était devenu brutalement, totalement abstrait.



Dernière exposition futuriste de tableaux - Petrograd, hiver 1915-1916.

La salle consacrée à Malevitch avec le Carré noir et d'autres toiles suprématises. D.R.

Archives d'État de la littérature et de l'art, Moscou.

« Lorsque l'esprit aura perdu l'habitude de voir dans un tableau une représentation d'un morceau de nature, de Vierges et de Vénus impudiques, alors seulement nous pourrons voir une œuvre purement picturale » (Kazimir Malevitch)

Le suprématisme s'inaugure en peinture avec le *Quadrangle* (communément appelé *Carré noir sur fond blanc*), 1915, huile sur toile, 79 x 79 cm, il est le premier des carrés noirs, *noir suprême* « *d'un monde sans objet* ». Le mouvement suprématisse se présentait comme purement philosophique et cognitif à travers la couleur : une *philosophie du noir* pour Malevitch ?

(3) On ne confondra pas les futuristes russes avec les futuristes italiens, dont certains firent allégeance au fascisme de Mussolini, que Marinetti, l'auteur du manifeste en 1909, connaissait personnellement depuis 1915.

L'incertitude a persisté concernant l'année d'apparition du premier *carré noir* : 1913 ou 1915 ? Bien que l'on sache qu'il faille faire la distinction entre le *Quadrangle noir 1915* en peinture et les recherches graphiques de 1913 qui ont précédé. Malevitch les intègre comme faisant partie de l'émergence du *Carré noir*, c'est pourquoi il date le premier carré de 1913.

L'opéra *La Victoire sur le Soleil* (4) fut joué deux fois les 3 et 5 décembre 1913 au théâtre Luna Park de Saint-Petersbourg sous les auspices de l'association de peintres de gauche, *L'Union de la jeunesse* (5). Le poète Velimir Khlebnikov (1885-1922) est l'auteur du prologue, Alexeï Kroutchonykh (1886-1968) a fourni le livret, la musique est celle du compositeur et instrumentiste Mikhaïl Matiouchine (1861-1934). Ils s'étaient retrouvés dans l'association *L'Union de la jeunesse*. Cet opéra d'un genre totalement nouveau aura une importance considérable en faisant date dans l'histoire de l'art. La musique de Matiouchine fait écho à celle, atonale, d'Arnold Schönberg (1874-1951) à Vienne. Le texte de Kroutchonykh est en grande partie structuré en *zaoum*. C'est-à-dire que la langue russe est décomposée en unités sonores fondamentales dépourvues de sens précis (6). Le *zaoum*, inventé par Khlebnikov, désigne une forme de poème qui vise à l'abstraction de la langue du point de vue du sens, pour insister sur le son. On rencontre chez Maïakovski une recherche similaire. « *Il casse, écrit André Markowicz (7), tous les codes de la poésie russe, brise les rythmes réguliers, trouve en le détruisant un chant nouveau et fait jaillir l'énergie brute de chaque mot.* » Il poursuit en déclarant qu'il n'a jamais rien entendu de pareil. La rencontre se fit avec Malevitch, dont certaines des lithographies ont illustré des textes de Khlebnikov ; abstraction de la langue et de la forme convergeaient.

Cet opéra, œuvre d'art total, consacre l'origine du suprématisme par la collaboration pour les costumes, les décors et la mise en scène de Malevitch. Le décor du fond de scène est un carré tracé en noir sur un fond blanc. Un autre carré à l'intérieur du premier, servant de cadre, est coupé par une diagonale qui définit à gauche l'espace intérieur d'un triangle noir.

Il nomme ce premier carré : *Carré suprématisme*. Ce carré-là est censé proclamer sa victoire sur l'ancienne esthétique représentée par le soleil. Le soleil y est traité comme le symbole de l'illusion ne servant qu'à éclairer les ombres.

« *Nous sommes libres / Le soleil est brisé / Salut ténèbres* », chantait le chœur.

En 1922, à Vitebsk, Malevitch terminera son ouvrage philosophique *Le Suprématisme. Le monde en tant que sans-objet*. En 1927, quand il est reçu au Bauhaus (8),

(4) Avait-on pensé à une victoire contre « le roi soleil » Louis XIV ?

(5) Créées dans le scandale, les deux interprétations furent sifflées par le public et démolies par la critique. Voir catalogue de l'exposition *Lénine, Staline et la musique*, Cité de la musique Paris, Editions Fayard, 2010, pages 64 / 65.

(6) Cela pouvant évoquer *Ursonate*, de Kurt Schwitters (1887-1948), membre du mouvement *Dada* en Allemagne, composée plus tard, à partir de 1921, avec des sons primitifs.

(7) Programme du Concert-Fiction, *Ça va, Poèmes d'Octobre* de Maïakovski, donné le 16 septembre 2017 à la Maison de la radio, présenté et commenté en russe et en français par André Markowicz, musique de Jonathan Bepler, récitant Denis Lavant.

(8) Le Bauhaus, fondé en 1901, à Weimar devient en 1919, avec la direction de Walter Gropius, le Staatliches Bauhaus. En 1921, les peintres Paul Klee et Oskar Schlemmer sont nommés, puis Théo van Doesburg, membre du mouvement *De Stijl* avec Piet Mondrian aux Pays-Bas, critiquant l'expressionnisme, il promeut le constructivisme. En 1922, Vassily Kandinsky est engagé. En 1924, les conservateurs réclament la fermeture du Bauhaus. Dissous, il se reconstruit à Dessau. En avril 1927, Hannes Meyer, architecte devient directeur. On lui reproche son approche trop sociale de l'enseignement et sa vision scientifique de la création. Il est également accusé d'avoir mené des activités procommunistes et favorisé la politisation de l'école. Il est remplacé par l'architecte Mies van der Rohe. Plusieurs étudiants communistes sont renvoyés. Les nouveaux statuts, en 1930, interdisent toute activité politique. Klee quitte le Bauhaus. En novembre 1931, le Parti national-socialiste remporte les élections au conseil municipal de Dessau. Le Bauhaus de Dessau ferme le 1er octobre 1932. Provisoirement, Mies van der Rohe déménage le Bauhaus à Berlin. Le 11 avril 1933, la Gestapo effectue une perquisition et procède à la mise sous scellés du Bauhaus, le 19 juillet il est dissous. Kandinsky, renvoyé, émigre en France, d'autres artistes iront aux États-Unis. Parlant de Bolchevisme culturel, Joseph Goebbels déclare en 1935 : « *J'ai trouvé dans le Bauhaus l'expression la plus parfaite d'un art dégénéré.* »

la traduction en allemand, sous le titre *Die Gegenstandslose Welt*, est publiée. Il avait entretenu des liens avec les avant-gardes artistiques de son époque tant en Russie que dans toute l'Europe. Il fut étroitement associé aux mouvements révolutionnaires de la révolution d'Octobre 1917 à laquelle il participa. C'est pourquoi, engagé avec différents groupes d'artistes révolutionnaires, on lui confia aussi d'importantes responsabilités dans plusieurs institutions artistiques en vue de leur restructuration. Il fut également chargé d'enseignement à Vitebsk et Saint-Pétersbourg (9). En 1927, à Berlin, Malevitch avait laissé une partie de ses œuvres exposées à l'architecte Hugo Häring (1882-1958), pensant pouvoir venir les rechercher un jour. Mais, victime du régime stalinien, il ne put plus sortir de Russie. Ces œuvres-là constitueront plus tard le fond Malevitch, le plus important au monde, ayant été acquis par le Stedelijk Museum d'Amsterdam en 1958. En 1929 Malevitch est renvoyé de l'Institut national d'histoire de l'art. En 1930, à Leningrad, il est emprisonné et torturé, accusé de liens avec l'étranger.

Quand Malevitch meurt le 15 mai 1935, le musée russe de Saint-Pétersbourg hérite d'une grande partie de son atelier. Il organise ses funérailles. Une photo montre la chambre mortuaire. Le lit blanc, où Malevitch est allongé, se tient en épi au centre de la pièce, à sa tête, accrochée au mur blanc, comme une icône, une version du *Carré noir*. Autour, des peintures de différentes époques constituent une véritable exposition. Sur le côté gauche de la pièce se dresse, tel un socle de sculpture, le cercueil suprématisse blanc où sont peints, en bas le *Cercle noir*, en haut le *Carré noir*. Derrière ce socle, comme s'il avait servi de piédestal pour le mettre en valeur, juste à bonne hauteur, est accroché au mur l'*Autoportrait de Malevitch*, 1933.

Au verso de cette toile est écrit : *Kazimir Malevitch, 1933, Saint-Pétersbourg « L'Artiste (Carré noir) »*. Nicolas Souiétine, artiste, ami et disciple de Malevitch, est l'auteur du cercueil suprématisse.

Après l'incinération, les cendres seront convoyées en train jusqu'à Moscou, puis à Nemtchinovska, où un cube blanc servit de tombe, en façade un *Carré noir* fut mis en place, également par Souiétine.

Aujourd'hui tout a été détruit. Entre 1935 et 1962, aucune œuvre de Malevitch ne sera exposée en URSS (10).

« *Le cubisme et le futurisme, formes artistiques révolutionnaires, ont été les signes avant-coureurs de la révolution politique et économique de 1917* » (Kazimir Malevitch)



26 juillet 1919. École artistique de Vitebsk. Assis, de gauche à droite : El Lissitzky, Vera Yermolayeva, Marc Chagall, David Yakerson, Yudel Peng, Nina Kogan, Alexandre Romm ; debout derrière, une étudiante. D.R.

« *Les événements politiques de 1917 ont été préfigurés dans notre art en 1914, quand matière, volume et construction furent posés comme son fondement* » (Vladimir Tatline)

Début 1917, la décoration intérieure du *Café pittoresque*, un café-théâtre, à Moscou, fut confiée à Tatline ; Alexandre Rodchenko (1891-1956) y participe. Elle donne un avant-goût de ce que seront les audacieuses mises en œuvre auxquelles se sont ensuite livrés les artistes pendant la révolution d'Octobre. On y créa « un train express du monde de l'art à l'avant duquel une bannière portait une inscription » : « *Ordres à l'armée par un maître de l'ère nouvelle !* »

(9) Jean-Claude Marcardé rappelle le contexte dans Malevitch aujourd'hui, article du catalogue de l'exposition Malevitch du M.A.M. Ville de Paris, 2003, pp. 17-18.

(10) Je reprends ici quelques passages de mon ouvrage *Contre-horizon ou l'œuvre aux noirs*, L'Harmattan, 2016, pages 35 à 42.



Nathan Altman, constructions éphémères pour le palais d'Hiver, D.R.
1^{er} anniversaire de la révolution d'Octobre, 1918.

traités d'esthétique, fut le commissaire à l'Éducation. Très ouvert à l'égard des artistes d'avant-garde, il confia des responsabilités à plusieurs d'entre eux. Maïakovski travailla à la revue *L'Art de la Commune*, organe du Commissariat à l'Instruction publique. Nathan Altman (1889-1970) était responsable de la section de Petrograd, Tatline de celle de Moscou. Entre 1918 et 1921, trente-six musées furent construits et vingt-six autres en projets. On créa une caisse de soutien pour l'achat d'œuvres d'art moderne. À ce moment, la Russie devint le premier pays au monde exposant, à une telle échelle, des œuvres d'art abstrait.

Pour le premier anniversaire de la révolution, Nathan Altman organisa à Petrograd, qui était encore la capitale de la Russie, d'impressionnantes manifestations sur la grande place du palais d'Hiver. De gigantesques constructions éphémères et abstraites, des sculptures cubistes et futuristes camouflaient de façon théâtrale les édifices environnants. Tandis que certains monuments anciens et sculptures à la gloire du tsarisme avaient été détruits ou cachés sous des bâches,

Des projets gigantesques allaient voir le jour à l'horizon d'un monde nouveau.

« *Les artistes de gauche* », c'est ainsi qu'on les nommait, s'identifièrent à la cause de la révolution bolchevique. Ils prirent en main la réorganisation de la vie artistique du pays. Le palais d'Hiver réquisitionné fut le siège du département des Beaux-Arts et du commissariat pour l'Éducation du peuple, connu sous le sigle IZO. Pendant les quatre ans de la période « *du communisme héroïque* », les artistes fondèrent des musées d'art nouveau.

Ils réorganisèrent l'enseignement des écoles d'art, dont ils étaient tous issus, à partir de nouveaux programmes où la peinture abstraite avait sa place. Anatoli-Vassilievitch Lounatcharski (1875-1933) (11) brillant intellectuel marxiste, journaliste, dramaturge ayant écrit des

(11) Par ailleurs, on connaissait déjà les positions de Lénine bien avant la révolution. Ses goûts personnels en musique et en littérature étaient conservateurs et conventionnels. Il n'appréciait ni la poésie futuriste ni la rupture avec la figuration dans les Arts plastiques. Il en fit part à Lounartcharski, néanmoins, il laissait faire.

« *Il n'est pas question que le parti ait des vues définies et fixées sur les questions de l'art futur* » écrivait Léon Trostky dans *Littérature et révolution*, publié en 1923, (Collection 10/18, 1971, p 159). Ce qui ne l'empêche pas de polémiquer et de faire part de ses jugements critiques personnels dans le même ouvrage concernant les mouvements, les œuvres et les artistes. La majorité de ses propos s'applique à la littérature et à la poésie. A la mort de Lounatcharski en 1933, il écrit un vibrant hommage à l'homme d'art et de culture qui a permis de rallier à la révolution, grâce à ses liens et à son action, l'intelligentsia diplômée, les universitaires et les enseignants.

d'importantes commandes furent faites aux artistes. On célébrait la vie artistique qui eut lieu durant la Révolution française ou la Commune de Paris (12). Des monuments à Babeuf, Blanqui, Cézanne, Courbet, Danton, Hugo, Marat, Robespierre, Rousseau, Zola, etc., dont beaucoup restèrent à l'état d'ébauche ou de projets, furent commandés. Et en plus des sculptures, la présence de révolutionnaires de tous pays et de figures majeurs de l'art, de la pensée, de la culture était visible dans la presse et sur les affiches qui reprenaient partout des citations célèbres en manière de slogans : Goethe, Marx, Ovide, Tolstoï ou Danton :

« *Pour vaincre il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace* »

On fit un obélisque des penseurs révolutionnaires pour remplacer celui dédié au tsar, où figuraient parmi les dix-neuf retenus les noms de Fourier (13), Meslier, Saint-Simon, Vaillant, Jaurès, Proudhon. C'est dire que des courants de pensée divers étaient représentés, la révolution avait à cœur de commémorer les idées progressistes de ceux qui, avant elle, contribuèrent à libérer leur société du joug de la religion et de l'oppression.

À l'occasion des fêtes révolutionnaires et commémoratives, tandis que l'espace public était transformé, les moyens des fêtes populaires traditionnelles étaient mis à contribution : défilés de chars allégoriques occupés par des troupes de théâtre et de cirque, amateur ou professionnel avec d'énormes maquettes tirées par des chevaux ou des voitures automobiles. Les villes étaient parcourues par des *Tramways de propagande*, du grand train à la modeste carriole ; tout le pays était sillonné. Les wagons d'agitprop étaient décorés et peints par les artistes à l'extérieur pour être visibles et reconnus de loin. Des slogans construits de grandes lettres ajourées étaient accrochés sur le toit, parcourant toute la longueur du train. À l'intérieur, on trouvait des affiches, des photos, des portraits de militants révolutionnaires russes et du monde entier, aux côtés de grandes figures de l'art et de la culture. Quantité de documents sur la révolution étaient exposés dans des vitrines. Il y eut même des bateaux de pro-

pagande ! Comme l'*Étoile rouge* en 1920. Tout cela se réalisant sous la conduite des organisations artistiques de la jeunesse : *TRAM* et *IZORAM*, sigles du Théâtre de la jeunesse ouvrière et de l'art plastique.

Les fenêtres *Rosta*, affiches créées à l'initiative de Maïakovski étaient exécutées au pochoir à la main. Le graphisme simple des silhouettes, souvent rouges ou noires, se découpe sur le fond clair du papier. Les textes sont des mots d'ordre ou des maximes teintées d'humour. L'ensemble s'apparente à un art populaire très vivant à la manière des images d'Épinal (14).

« *N'oubliez jamais : le capitalisme domine les trois quarts du monde* »

« *Soyez prêts* »

Maïakovski, qui en réalisa lui-même, écrivit :

« *C'est le compte rendu des trois années les plus dures de la lutte révolutionnaire traduites en taches colorées et en mots d'ordre sonores.* »

De nombreux artistes en firent : Vladimir Lebedev (1891-1967), Vladimir Kozilinski (1891-1967), Nikolai Kouprelanov et d'autres.

Tandis que El Lissitzky (1890- 1941) composa plusieurs affiches imprimées en lithographie, restées célèbres, mais délibérément dans le style constructiviste qu'il contribua ainsi à *populariser*. Elles furent souvent rééditées comme « *Défoncez les Blancs avec le coin rouge* » ; 1919, le triangle rouge qui s'avance et perce le

(12) Catalogue Paris-Moscou 1900/1930, exposition du centre Georges-Pompidou, 1979, pp.407 et suivantes, article d'Anatoli Strigalev : *L'art de propagande révolutionnaire. L'agitprop.*

(13) Charles Fourier, 1772-1837, philosophe, fondateur de l'École sociétaire.

Jean Meslier, 1664-1729, prêtre et philosophe des Lumières français.

Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, 1760-1825, philosophe, économiste et militaire français, fondateur du saint-simonisme.

Édouard Vaillant, 1840-1915, élu de la Commune de Paris.

(14) Certaines références sont issues de Vladimir Maïakovski, Ecoutez si on allume les étoiles, préface de Francis Combes, Editions Le Temps des Cerises, 2009.

cercle blanc, demeure le symbole énergétique de la révolution en marche. Pour sa part, Rodchenko excellait dans les collages et les photomontages.

Au sommet des productions artistiques du Constructivisme devait s'élever le *Monument à la III^e Internationale*, commandé à Tatline, début 1919 par le département des Beaux-Arts. Il aurait dû être érigé au centre de Moscou. La maquette fut présentée à l'exposition du VIII^e Congrès des soviets en 1920. Cette tour ajourée en spirale, faite de métal et de verre, aurait mesuré 400 mètres de haut.

À l'intérieur seraient suspendus des volumes au plan libre : un cylindre, un cône, un cube tournant sur eux-mêmes. Quintessence de la forme et de la tech-

nique, cette structure aurait abrité une station de radio, de téléphone et aurait permis de diffuser et projeter des informations en permanence. Jamais construite, elle reste une magnifique sculpture (15).

Ces quelques années qui *ébranlèrent* le monde et l'art sont vivantes dans les œuvres, les écrits et la parole des artistes, produits d'une période historique exceptionnelle, inégalée, mêlant utopie, audace et espoir, où l'art et la révolution prolétarienne marchèrent ensemble. ■

(15) Le Centre Georges Pompidou à Paris en possède un exemplaire qui fut récemment exposé dans le hall du musée.



Clarté (1919-1928)

De la révolution d'Octobre 1917 à la définition d'une pensée et d'une esthétique d'essence prolétarienne par Alain Cuenot

Clarté représente dans l'immédiat après-guerre, une expérience originale qui met en lumière le rôle spécifique d'intellectuels, qu'ils s'agissent d'écrivains, d'essayistes ou de journalistes en relation étroite avec le Parti communiste. Héritière d'un projet internationaliste et pacifiste qui vise à fonder un mouvement intellectuel de masse sous l'égide d'Henri Barbusse de 1919 à 1921, *Clarté* se transforme, sous l'impulsion de plusieurs responsables groupés autour de Marcel Fourier, en revue d'éducation révolutionnaire, au cours du mois de novembre 1921. Tournant leurs regards vers la révolution d'Octobre 1917, les dirigeants clartéistes sont déterminés à s'engager plus avant dans la dénonciation de la guerre et de l'ordre capitaliste et à servir la cause du prolétariat et du bolchévisme. Ils sont décidés à jeter les bases d'une esthétique nouvelle entièrement libérée des sujétions économiques de l'ordre bourgeois. Croyant fermement que la lutte insurrectionnelle peut s'affirmer victorieusement en Europe, ils travaillent avec constance à l'avènement d'une société communiste et à l'affirmation d'un langage d'essence prolétarienne, tout au long des années 1921-1925. Si l'échec de la révolution allemande d'octobre 1923 les trouve momentanément désorientés, l'apport de la philosophie sorélienne et proudhonienne les conforte dans leur volonté politique de combattre la civilisation bourgeoise. Au milieu de l'année 1924, leur engagement anticapitaliste et leur mise



Henri Barbusse D.R.

en accusation féroce du classicisme littéraire et de ses représentants les plus illustres comme Maurice Barres et Anatole France leur permettent d'entrer en contact avec le groupe surréaliste d'André

Breton. Les rapports nouveaux qui s'établissent entre *Clarté* et le groupe surréaliste, au cours de l'année 1925, aboutissent à un échange fructueux de collaborateurs et de textes-manifestes. La mise sur pied d'une revue commune est lancée mais l'entreprise échoue. *Clarté* réapparaît alors sous la direction conjointe de Marcel Fourier et de Pierre Naville pour se transformer en instrument de propagande rigoureusement marxiste, rejetant toute espèce de réflexion culturelle et morale de type prolétarien. À partir d'octobre 1927, l'équipe rédactionnelle de *Clarté* adopte une position ouvertement trotskyste, ce qui lui vaut d'être sanctionnée par le PCF et de disparaître à partir de février 1928 (1).

(1) Alain Cuenot, *Clarté, 1919-1924, Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien*, tome I, Paris, L'Harmattan, 2011, 257 pages. *Clarté, 1924-1928, Du surréalisme au trotskisme*, tome II, Paris, L'Harmattan, 2011, 259 pages.

À partir de ces grandes articulations doctrinales, il est important de distinguer comment *Clarté* et ses responsables parviennent à soutenir une démarche politique et culturelle avant-gardiste, en rupture avec le système en place. Il est utile de mesurer le sens doctrinal de leurs engagements et la portée réelle de leurs propositions de rénovation littéraire, artistique et morale dans un cadre idéologique donné. Il est alors indispensable de savoir si leur soif de révolution et leur puissance de contestation gardent, à travers ces années, la même intensité et obéissent à une volonté constante de recherche et de renouvellement.

Clarté (octobre 1919-septembre 1921)

Se dotant, au départ, d'une organisation internationale qui se fixe comme but suprême de « *faire la révolution dans les esprits* », les responsables clartéistes autour d'Henri Barbusse soutiennent une démarche où se mêlent plus ou moins confusément humanisme, pacifisme, wilsonisme. Favorables à un recrutement très large d'écrivains et d'artistes engagés à dénoncer l'ordre établi et ses imperfections, ils entrent en conflit avec le groupe de Romain Rolland attaché à une conception élitiste et apolitique du rôle de l'intellectuel. À partir de mai 1920 (2), avec Henri Barbusse et ses brochures *La Lueur dans l'abîme* et *Le Couteau entre les dents*, ils dressent un violent réquisitoire contre le capitalisme et les effets désastreux du militarisme et se démarquent définitivement du pacifisme et de l'anarchisme. Ils sont convaincus que le peuple des soldats constitue une force de contestation radicale qui parviendra à bousculer le pouvoir actuel responsable d'une telle monstruosité. Ils tournent leurs regards vers la révolution russe victorieuse, expérience passionnante qui saura donner naissance à un ordre nouveau égalitaire et anti-guerrier. Ils multiplient alors les enquêtes sur l'organisation de la nouvelle Russie et sanctionnent avec la plus grande énergie l'agression des puissances impérialistes européennes, américaine et japonaise contre la jeune République des soviets. Sous l'impulsion de Raymond Lefebvre,

ils fustigent la trahison des socialistes de l'Union sacrée et apportent leur soutien au jeune Parti communiste naissant, menant une vaste campagne en faveur de la III^e Internationale. Ils combattent sans relâche le socialisme de guerre et le parlementarisme bourgeois. Ils font le procès des Jouhaux, Sembat, Dubreuilh, Guesde, Thomas, qui ont justifié l'œuvre de destruction et de massacre durant quatre ans. Ils dressent le procès des chefs militaires et de leurs crimes, comme Joffre, Foch, Mangin, Pétain. Déterminés à lutter contre toute forme de fanatisme guerrier, ils s'en prennent aux hommes politiques comme Poincaré, Clémenceau, Millerand, Barthou qui ont soutenu le militarisme et approuvé sa politique de destruction. Ils clouent au pilori les écrivains patriotes et les universitaires qui se sont transformés en zélés propagandistes du nationalisme guerrier. Ils saluent la mémoire des mutins de 1917, approuvent les mutineries de la mer Noire et demandent avec force la réhabilitation des fusillés des conseils de guerre.

Sur le plan culturel, faisant table rase du classicisme et de l'académisme, ils jettent les bases d'une nouvelle esthétique centrée sur le tragique de l'homme. S'inspirant des réalisations soviétiques, ils travaillent à la naissance d'un art débarrassé de l'emprise de la civilisation capitaliste pour révéler une esthétique tournée vers le peuple. Avec Gleizes, Clara Zetkin, Ivan Goll, Marcel Fourier, Jean Bernier, ils s'efforcent de définir une pensée qui mette en lumière la vie des travailleurs et leurs aspirations. Dans cette volonté affirmée de travailler à la redéfinition d'un art nouveau, *Clarté* s'attache à réfléchir à la fonction de l'école comme instrument de transformation de la société en place. Faisant référence aux interventions d'Henri Barbusse et d'Anatole France au

(2) Équipe rédactionnelle de *Clarté* : Henri Barbusse, René Arcos, Jean-Richard Bloch, Léon Bazalgette, Jean Bernier, A. Dunois, Ermenonville, Marcel Fourier, Noël Garnier, Albert Gleizes, Yvan Goll, A. Grybal, Jean Hermitte, Raymond Lefebvre, Paul Louis, Magdeleine Marx, Jacques Mesnil, Pierre Monatte, Maurice Parijanine, Georges Pioch, Gabriel Reuillard, Séverine, Paul Vaillant-Couturier, Charles Vildrac, Clara Zetkin.

congrès des instituteurs, aux propositions novatrices des congrès de l'ARAC et de l'IAC, aux travaux de *l'École émancipée* et de la Fédération de l'enseignement, aux nouvelles réalisations soviétiques assurant une démocratisation réelle du savoir, *Clarté* (3) revendique hautement une école qui puisse apparaître comme l'outil indispensable d'une pensée pacifique internationaliste visant au rapprochement et à la solidarité entre les peuples, un instrument d'éveil politique dénonçant les manipulations de l'enseignement à des fins militaristes émanant du pouvoir bourgeois. Cependant, *Clarté* ne cherche pas à approfondir davantage la fonction de l'école dans une perspective idéologique et révolutionnaire.



Magdeleine Paz. D.R

De la même manière, *Clarté* pose la question de la condition de la femme dans la société, de ses droits sociaux et politiques, en puisant principalement dans le modèle russe. La présence de plusieurs collaboratrices comme Séverine et Magdeleine Paz dans l'équipe rédactionnelle de la revue explique en grande

partie cet intérêt à étudier le statut de la femme au lendemain de la guerre. Dans sa campagne d'éclaircissement sur le bolchevisme qu'elle a inaugurée à partir de l'automne 1919, *Clarté* met en lumière les nouvelles dispositions constitutionnelles contenues dans le Code bolchevique du 16 septembre 1918 (4) sur les droits de la femme, à savoir : le droit de vote, la protection de la mère et de l'enfant, le mariage civil, l'union libre, le droit au divorce, le droit à l'avortement. Pourtant, *Clarté* (5) en vient à penser que le combat féministe réduit à ses seules revendications corporatistes ne compte pas. La lutte révolutionnaire de type communiste, en faisant disparaître les lois d'asservissement du capitalisme, représente, à ses yeux, la garantie effective d'une totale libération de l'homme et de la femme confondus, attitude spécifique qui conduit

Clarté à renoncer à se pencher sur les problèmes de la femme, de sa vie de couple, de sa vie sexuelle confrontée au pouvoir dominateur de l'homme.

Clarté (novembre 1921-octobre 1925)

Attachés passionnément aux principes communistes, directement influencés par la révolution victorieuse d'octobre 1917, les intellectuels clartéistes, à partir de novembre 1921, sont prêts à travailler au succès de l'idéal bolchevique. Séduits par le modèle soviétique, ils croient fermement à la réussite prochaine de la lutte révolutionnaire et sont décidés à tout faire pour assurer l'émancipation de l'homme. Définissant *Clarté* comme une « revue d'intelligence et de culture révolutionnaires », ils ont l'ambition de travailler à l'avènement d'une pensée nouvelle, débarrassée des contraintes et des entraves inhérentes au système capitaliste. Convaincus que la révolution s'imposera victorieusement en Europe, à l'exemple de la Russie, ils suivent avec ferveur l'insurrection allemande d'octobre 1923. L'échec de ce mouvement plonge momentanément l'équipe de *Clarté* dans le désarroi. Cette crise qui secoue partiellement la rédaction se trouve rapidement effacée par l'apport de la philosophie sorélienne et proudhonnienne, perçue comme un schéma doctrinal de type communiste, riche de perspectives nouvelles (6).

(3) Henri Barbusse, « Aux instituteurs, aux institutrices », *Clarté*, n° 35, septembre 1920.

Sverdlov, « L'université ouvrière et paysanne », *Clarté*, n° 22, juin 1920.

(4) Linina Zinoviev, « Le mouvement féministe international », *Clarté*, nos 37-38, 39, octobre 1920.

(5) Magdeleine Marx, « Pour en finir avec le féminisme », *Clarté*, n° 46, janvier 1920.

(6) Équipe rédactionnelle de *Clarté* : René Arcos, Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Jean Bernier, Edouard Berth, Jean-Richard Bloch, Henri Bru, Victor Crastre, Abel Doysié, Célestin Freinet, Marcel Eugène, Marcel Fourier, Jean Galtier Boissière, N. Garnier, Charles Lange, Marcel Martinet, Magdeleine Marx, Léon Moussinac, Marcel Ollivier, Albert Mathiez, Georges Michael, Montrevel, Pierre Monatte, Maurice Parijanine, Victor Serge, Francis Tréat, Bela Uitz, Paul Vaillant-Couturier, Charles Vildrac.

Assurant tout au long de cette période un travail de propagande politique d'inspiration communiste, ils s'en prennent à l'opportunisme coupable de la social-démocratie et du radicalisme du Cartel des gauches, dressent le procès du jauresisme comme l'expression d'un faux démocratisme inopérant et stérile. Ils jettent un regard circulaire sur les formes de colonisation capitaliste et inter-capitaliste au sein du marché européen et voient dans le fascisme mussolinien un danger potentiel pour l'avenir du prolétariat ouvrier. Poursuivant avec la même détermination leur tâche de dénonciation de l'appareil nationaliste et militariste, qu'ils avaient inaugurée au cours des années 1919-1921, ils expriment leur volonté farouche de condamner le fanatisme guerrier des généraux et des hommes politiques. Ils engagent sans répit un travail de démystification de la guerre, condamnant avec violence tout amour des armes et de la gloire militaire, toute tentation d'héroïsation de la mort du combattant. Les procès qu'ils lancent à l'adresse du général Nivelle (7), du maréchal Joffre, de Raymond Poincaré (8), leur numéro spécial sur l'oubli de la guerre (9) ou sur le X^e anniversaire d'août 1914 (10) constituent des événements d'une force et d'une intensité accusatrices, impressionnantes de modernité et de vérité.

Pour un art prolétarien occidental

Si, au cours des années 1921-1922, *Clarté* se contente, en matière d'art et de recherche culturelle, de soutenir une démarche néoclassique, cherchant à prendre en charge, à l'image de *L'Humanité*, le patrimoine littéraire français (11) et ses auteurs des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles comme illustration vivante d'un engagement politique au service du peuple et du progrès humain, elle s'efforce, au cours des années 1923-1925, de rechercher les fondements d'un art prolétarien novateur, déterminée à préparer l'avènement d'un langage artistique nouveau, d'essence révolutionnaire, en rupture avec la société bourgeoise et ses valeurs dominantes.

À la lumière des thèses de Georges Sorel, elle démontre que la bourgeoisie, classe conquérante et progressiste à partir du XVIII^e siècle, corrompue par les forces capitalistes, est désormais frappée d'une décadence intellectuelle et morale irréversible. Incapable de maîtriser son devenir historique, condamnée à la facilité, elle propage dans l'opinion une morale vernaculaire visant à corrompre la classe ouvrière. Le prolétariat, menacé de contamination, risque d'être entraîné vers une médiocrité intellectuelle et morale irréversible. Jetant alors un regard sur les différentes propositions culturelles occidentales, *Clarté* se charge de démontrer qu'elles appartiennent toutes au pouvoir bourgeois capitaliste et qu'il est indispensable de les condamner sans appel, à l'exemple du dadaïsme justifiant l'idée de suicide, concept par définition antiprolétarien ou du futurisme italien, de son prolongement fasciste et du culte de la machine galvaudant le langage technique propre à la classe ouvrière. Elle repousse avec la même énergie l'idéalisme désuet des rollandistes et de leur revue *Europe*, le nouvel humanisme du groupe « Philosophie » (12), derniers sursauts, à ses yeux, d'une démarche faussement démocratique et insidieusement trompeuse pour la classe ouvrière, sans lien aucun avec la véritable morale communiste.

(7) Éditorial, « Le général Nivelle est mort dans son lit », *Clarté*, n° 56, avril 1924.

(8) Henri Bru, « Comment on mobilise les consciences », *Clarté*, 1922.

(9) « *L'oubli de la guerre* », *Clarté*, n° 18, 1922. Récits de guerre et témoignages d'Henri Barbusse, Raymond Lefebvre, Jean-Richard Bloch, Noël Garnier, Jean Galtier-Boissière, Jean Bernier, Léon Bazalgette, Paul Vaillant-Couturier, René Arcos, Marcel Fourier, Marcel Martinet.

(10) « Le X^e anniversaire d'août 1914 », *Clarté*, n° 63, 1924. Ce numéro porte en tête la phrase de Lénine : « *Ne jamais oublier la guerre* », et comme sous-titre : « *Contre les généraux assassins, contre les marchands de cadavres* ». Une lithographie de Daumier illustre l'ensemble avec le légende : « *Au conseil de guerre les chefs coupables !* »

(11) Voir Jean-Pierre Bernard, *Le PCF et la question littéraire*, Presses universitaires de Grenoble, 1972, 341 pages. *Clarté* étudie successivement les auteurs suivants : Flaubert, Molière, Taine, Renan, Pascal.

(12) *Ibid.*

Par opposition, *Clarté* propose à ses lecteurs comme exemples culturels la production musicale d'Honegger et son opéra *Le Roi David* (13), première approche ambitieuse du langage prolétarien. Sur le plan pictural, elle s'indigne du conformisme général des musées qui ignorent des artistes comme Matisse, Vlaminck, Bonnard, Picabia, Dufy, Zadkine, Léger, Vuillard. À l'inverse, elle met en valeur la beauté révolutionnaire des productions de Georges Grosz et son travail féroce de mise en accusation de la société berlinoise, rappelant que ce dernier met l'accent sur la nécessité pour tout écrivain et artiste de détruire les fondements de la société capitaliste, mais non pas comme les dadaïstes allemands uniquement par « *un immense éclat de rire* ». Elle lance le même appel à la mobilisation pour tout intellectuel afin de révéler un langage collectif prolétarien. Elle salue, sur le plan architectural, le rôle novateur d'architectes comme Guevrikian, Le Corbusier, Jean Lurçat (14) et pose la question de l'existence possible d'une architecture révolutionnaire en régime capitaliste. Cette démarche culturelle de *Clarté* qui se fonde à la fois sur un rigorisme doctrinal sorélien et un spontanéisme révolutionnaire, s'interrompt tout logiquement en 1926, lorsqu'éclatent au grand jour les divergences politiques au sujet du rapprochement avec les surréalistes.

Victor Serge et la littérature prolétarienne russe (1921-1925)

Clarté, avec Victor Serge, s'attache à établir une distinction précise entre compagnons de route et écrivains prolétariens (15). Il se réjouit de constater que plusieurs écrivains comme A. Blok, Biély, Kliouev, Essenine ont su dépeindre avec enthousiasme la révolution russe, mais il déplore qu'ils n'aient pas pu saisir la portée historique et politique d'un tel événement (16). Il considère avec attention les travaux de B. Pilniak et d'Ivanov (17), mais observe amèrement que de tels romanciers sont incapables de comprendre idéologiquement le mouvement insurrectionnel d'Octobre 1917 (18). Pour mener à bien une telle démonstration,

Victor Serge reprend les conclusions de Léon Trotsky contenues dans ses articles publiés dans la *Pravda* et intitulés : « La littérature en dehors d'Octobre ». Dans cette approche de la nouvelle littérature soviétique, Victor Serge reste tout à fait réservé sur le rôle du Proletkult (19). Il émet de sérieux doutes sur la



Victor Serge D.R

valeur esthétique de ses créations et ne lui attribue qu'une fonction littéraire modeste dans l'élaboration de l'art véritablement prolétarien. Cependant, il se félicite de voir que plusieurs groupes spécifiquement prolétariens comme « Au Poste », « Octobre », s'efforcent de combattre les courants littéraires faussement révolutionnaires et le flottement politique qui s'emparent alors du monde des arts et des lettres (20). Se penchant sur l'œuvre de Maïakovsky, Victor Serge n'hésite pas à démontrer qu'un tel poète appartient à une société finissante et passéiste (21). Enfin, cherchant à appréhender les rapports entre littérature et État (22), faisant référence aux publications de Léon Trotsky :

(13) Eugène Marcel, « À propos du roi David », *Clarté*, n° 60, 1924.

(14) Jean Lurçat, « Un groupe d'atelier », *Clarté*, n° 70, 1925.

(15) Victor Serge, « Les écrivains russes et la révolution », *Clarté*, n° 17, 1922.

(16) Victor Serge, « La littérature nouvelle », *Clarté*, n° 28, 1923.

(17) Victor Serge, « B. Pilniak », *Clarté*, n° 36, 1923. Victor Serge, « Ivanov », *Clarté*, n° 56, 1924.

(18) Victor Serge, « Le nouvel écrivain et la nouvelle littérature », *Clarté*, n° 31, 1923.

(19) Victor Serge, « Les écrivains russes et la révolution », *Clarté*, n° 17, 1922.

(20) Victor Serge, « Une littérature prolétarienne est-elle possible ? », *Clarté*, n° 72, 1925. Victor Serge, « La littérature épique de la révolution », *Clarté*, n° 79, 1925.

(21) Victor Serge, « Maïakovsky », *Clarté*, n° 69, 1924.

(22) Victor Serge, « Blancs et Rouges », *Clarté*, n° 28, 1923.

Vers une nouvelle culture et Littérature et révolution, que *Clarté* publie dans ses colonnes, Victor Serge pense qu'il est urgent d'élaborer un programme culturel au service de la classe ouvrière et paysanne, mais exprime son désaccord quand Léon Trotsky se refuse à reconnaître toute spécificité au langage prolétarien (23) et déclare pour sa part que la classe ouvrière doit avoir ses artistes, ses conteurs qui chantent la légitimité de sa lutte sociale et politique (24).

Victor Serge, avec *Clarté*, ne cache pas sa sympathie pour le courant prolétarien qui vise à épurer la littérature de tout confusionnisme culturel. Ses critiques adressées à Pilniak ou Ivanov, son attaque virulente contre Maïakovsky inquiètent et amènent à s'interroger. Satisfait, malgré ses outrances, de l'orientation prolétarienne de 1921-1926, Victor Serge ne paraît pas percevoir suffisamment la menace que constituent les groupes prolétariens pour l'avenir. Il ne prête qu'une attention fugitive aux agissements d'une association prolétarienne comme « À la garde » qui, en 1924, réussit à contrôler et à absorber plusieurs groupes littéraires, décidée qu'elle est à imposer ses vues doctrinales et extrémistes. Il rend compte, d'une manière imparfaite, des heurts répétés qui éclatent, en 1925, entre le front de la littérature de gauche, composé essentiellement de futuristes, et cette même association. Il n'est pas inutile de rappeler qu'une organisation comme la RAPP, association des écrivains prolétariens fondée en 1926, va très vite s'imposer et diriger autoritairement la vie artistique de Russie, prenant des mesures de rétorsion extrêmement sévères, interdisant la publication de nombreux ouvrages, multipliant les attaques contre les poètes et romanciers coupables de flottements idéologiques, allant même jusqu'à les écarter de la scène littéraire (25). C'est seulement en 1932, date de la publication de son ouvrage *Littérature et révolution* que Victor Serge fait preuve davantage d'esprit critique et défend une position culturelle beaucoup plus nuancée et réfléchie.

Clarté a ainsi le mérite de développer et de vulgariser le principe d'art prolétarien, alors que *L'Humanité* et le PCF ne se soucient en aucune façon d'exploiter

un tel thème. En effet, il est bon de rappeler que les responsables communistes, jusqu'en 1927, restent étrangers à de telles préoccupations culturelles. Avant tout concerné par des soucis d'organisation interne et d'orientation doctrinale, le parti reste indifférent à des objectifs culturels qu'il juge dépourvus d'intérêt. *L'Humanité*, pour sa part, composée d'un personnel rédactionnel relativement âgé, reste marquée par une tradition littéraire imprégnée de naturalisme et de symbolisme. L'Internationale communiste, de son côté, n'impose pas officiellement de ligne politique littéraire et artistique rigoureuse (26). Ainsi, les responsables de *L'Humanité* sont aussi muets que les organes politiques sur l'opportunité de développer une littérature et un art prolétariens en France. Aucune forme de langage prolétarien n'est définie et les rares auteurs qui font une place au peuple dans leurs ouvrages ne sont guère prisés par les critiques communistes (27).

(23) Victor Serge, « Une littérature prolétarienne est-elle possible ? », *Clarté*, n° 72, 1925.

(24) *Ibid.*

(25) Le cas douloureux de Serge Essenine, qui se suicide en 1926, imité quelques années plus tard par Maïakovsky, traduit le degré d'étouffement qui s'abat sur les intellectuels russes et leur impossibilité tragique à supporter un tel durcissement idéologique. *Clarté*, sous la direction de Marcel Fourrier et de Pierre Naville, consacra un article, rédigé par Léon Trotsky, à la mémoire de Serge Essenine, au cours de l'année 1927.

(26) C'est à partir de 1927 que les écrivains prolétariens et leur association la RAPP vont occuper le devant de la scène culturelle en Russie, éliminer les compagnons de route et exiger une planification littéraire et artistique, condamnant toute production littéraire qui ne sert pas la cause de l'idéologie marxiste. En 1928, date du premier plan quinquennal, la RAPP fixe comme objectif de calquer la progression littéraire sur la progression économique. En 1930, le congrès de Kharkov met l'accent sur l'urgence de lancer une littérature révolutionnaire prolétarienne dans les différents partis communistes occidentaux.

(27) Voir Jean-Michel Palmier, *Lénine, l'art et la révolution*, Paris, Payot, 1975, 550 pages. Voir Jean-Pierre Morel, *Le Roman insupportable, L'Internationale littéraire et la France, 1920-1932*, Paris, Gallimard, 1985, 488 pages.

L'école et le prolétariat

À partir de 1923, grâce à l'introduction des idées soréliennes, *Clarté* réussit à prendre la mesure idéologique de l'école comme reflet vivant du système bourgeois. Avec Georges Michael et Edouard Berth, elle s'en prend au système d'enseignement capitaliste (28). S'appuyant sur les deux livres de Georges Sorel : *La Science de l'éducation* et *Les Illusions du progrès*, *Clarté* démontre que le pouvoir bourgeois cherche à imposer aux autres catégories sociales « sa supériorité spirituelle de groupe ». Il fixe des normes sociales et culturelles fondées uniquement sur des rapports d'autorité et de production.

À partir de cette démonstration doctrinale, *Clarté* rejette alors le mythe de l'école unique chère à Jean Jaurès et au Parti socialiste. Placer tous ses espoirs dans l'école laïque et démocratique qui assurera par miracle l'accession progressive de tout un peuple à la culture est un leurre. C'est défendre un point de vue totalement idéaliste et abstrait, détaché de la réalité politique et sociale de la civilisation capitaliste. Il s'avère donc indispensable, pour *Clarté*, de régler son compte au réformisme et au pseudo-démocratie culturels des socialistes et de l'actuel Bloc des gauches et de secouer durablement la position doctrinale du PCF lui-même puisque celui-ci reconnaît l'école unique comme l'élément de référence par excellence en matière scolaire. *L'Humanité*, attachée à la notion de laïcité, reste étrangère à toute idée de révolution culturelle et n'engage aucune critique systématique de l'école du capitalisme et de la culture coupée du travail productif. De son côté, « *L'École émancipée* » se refuse également à mettre en cause le principe sacré de la neutralité de l'école. Tous les débats engagés à la Fédération de l'enseignement s'achèvent par la réaffirmation solennelle d'une éducation libre, indépendante, devant échapper à toute loi de classe. Parallèlement à cette démarche spécifiquement sorélienne,



Georges Sorel - D.R.

Clarté a aussi le souci d'accorder une très grande place aux différentes recherches pédagogiques de Célestin Freinet, tout au long des années 1923-1925. Ce dernier démontre comment le pouvoir en place domine le système éducatif, formant une main-d'œuvre entièrement soumise et captive pour le bonheur des chefs d'entreprise. Il s'applique à présenter ses nouvelles techniques pédagogiques d'apprentissage chez l'enfant comme l'imprimerie, le texte libre, entraînant l'abandon des manuels scolaires, les classes promenades qui assurent le plein épanouissement de l'enfant. Cette recherche d'un impressionnant modernisme s'achève à l'automne 1925 lorsque *Clarté* se décide à travailler en commun avec le groupe surréaliste.

L'exemple russe

Parallèlement à cette réflexion idéologique originale, *Clarté* se propose de dessiner le tableau des réalisations scolaires du pouvoir soviétique. Tout en saluant le rôle de l'université de Bakou, sa vocation politique (29) et internationale, *Clarté*, avec Victor Serge (30), insiste sur la création d'universités ouvrières : « les rabfaks » qui dispensent à environ 30 000 ouvriers une formation scolaire et politique. Elle rappelle l'existence d'écoles communistes, de cercles marxistes et la fonction directrice de l'Académie socialiste de Moscou, chargée de former les enseignants, l'implantation de facultés ouvrières ouvertes à tous sans examen préalable, dispositions nouvelles toutes issues de la politique du Proletkult. Avec Lounatcharsky (31), *Clarté* trace un tableau plus précis de la vie scolaire en Russie, avec la mise sur pied de centres préscolaires et de jardins

(28) Georges Michael, « Culture et communisme », *Clarté*, n^{os} 23-28-31, 1923.

(29) M. Broygo, « L'Université communiste des peuples de l'Orient », *Clarté*, n^o 22, 1921-1922.

(30) Victor Serge, « L'enseignement en Russie », *Clarté*, n^o 25, 1921-1922.

(31) Lounatcharsky, « La révolution et la culture », *Clarté*, n^o 30, 1923.

d'enfants, d'instituts de gymnastique, d'universités prolétariennes dont l'entrée ne fait l'objet d'aucune sélection, d'essais d'autogestion réalisés dans plusieurs établissements scolaires, la construction de bibliothèques et une politique d'intensification de la lutte contre l'illettrisme.

Dans cette série d'informations sur l'école russe et la politique scolaire soviétique, *Clarté* présente, au cours de l'année 1923, plusieurs articles (32) qui mettent l'accent sur la nouvelle orientation des responsables russes, fondée sur la création d'« écoles du travail », de centres polytechniques appelés à faire face aux besoins de l'appareil productif national, politique qui met un terme aux recherches novatrices des années précédentes. Dans le cadre de la NEP, l'État russe a besoin de cadres économiques pour redresser le pays ; l'école n'apparaît plus comme le champ clos des théories et des innovations éducatives. Elle doit répondre avec efficacité aux contraintes de la machine économique et former au plus vite un nombre important de techniciens et d'ingénieurs.

La libération de la femme

La nouvelle orientation définie par Marcel Fourrier et ses amis, en novembre 1921, conduit *Clarté* à consacrer davantage d'attention et de curiosité au problème de la femme et de son émancipation, thème qu'elle avait déjà abordé à l'époque de l'ancienne *Clarté* d'une manière trop brève et trop succincte. Soucieuse de jeter les bases d'une morale révolutionnaire, elle présente dans les colonnes de la revue plusieurs importantes publications au cours des années 1921-1925.

Clarté (33), tout d'abord, salue l'action courageuse de militantes comme Lilina, épouse de Zinoviev, Angelica Balabanova, ancienne secrétaire de l'Internationale communiste, Kroupskaïa, épouse de Lénine, Alexandra Kollontaï, qui se sont battues pour assurer la défense des intérêts et des droits essentiels de la femme en Russie, sur le plan matériel, en exigeant la construction de crèches, de cuisines populaires, d'orphelinats, sur le plan juridique, en faisant voter des lois déterminantes comme l'allocation spéciale de maternité,

la distribution de rations supplémentaires pour les femmes enceintes et les femmes allaitantes, les congés obligatoires avant et après l'accouchement.

Clarté étudie de très près les propositions d'Alexandra Kollontaï sur la nouvelle morale sexuelle issue de la révolution prolétarienne, démarche remarquable par sa modernité et sa profonde originalité. Reconnue comme une force économique à part entière par le gouvernement soviétique, la femme, fait observer Alexandra Kollontaï (34), accède alors à une condition nouvelle d'existence sur le plan social, moral et sexuel. En multipliant les crèches, les centres d'éducation, les maisons de repos, l'État russe s'efforce de la libérer de toutes ses tâches de ménagère, de mère et d'éducatrice. De plus, selon Alexandra Kollontaï, le gouvernement doit se substituer à la mère pour assurer l'éducation communautaire et collective de ses enfants dans le but de former de futures générations habitées d'un esprit socialiste et solidaire. Afin de renforcer la fonction économique et sociale de la femme russe, le gouvernement, souligne Alexandra Kollontaï, se penche avec sollicitude sur le cas douloureux des filles-mères. Rejetées, abandonnées, méprisées par la société capitaliste, les filles-mères

(32) Skoblo Loporov, « Progrès de la science et de la culture en Russie », *Clarté*, n° 34, 1923. Nicolas Boukharine et Préobrajensky, « L'école et le communisme », *Clarté*, n° 45, 1923.

(33) F. Tréat, « La femme russe en 1921 », *Clarté*, n° 1, 1921-1922.

(34) Alexandra Kollontaï, « L'affranchissement de la femme par le travail », *Clarté*, n° 36, 1923. Alexandra Kollontaï, « Être femme et rester mère », *Clarté*, n° 32, 1923. Membre du comité central du Parti bolchevique, commissaire du peuple à l'Assistance publique puis commissaire du peuple à la Sécurité sociale, Alexandra Kollontaï promulgue les décrets sur la protection et la sécurité de la maternité et de l'enfance. Elle rédige plusieurs livres sur la condition des femmes et la nouvelle morale sexuelle en Russie. Ancienne membre de l'Opposition avec Chliapnikov, en 1922, elle refuse de rejoindre, en 1926, Léon Trotsky. En 1930, elle prend ouvertement position en faveur de Staline. Ministre plénipotentiaire en Norvège, elle poursuit une carrière diplomatique, que rien ne vient troubler, au Mexique et dans les pays nordiques.

bénéficient de toute l'attention de la puissance publique russe puisqu'elles sont appelées, elles aussi, à remplir une tâche économique dans la nation. L'administration se soucie alors de leur accorder des aides substantielles (vêtements, lait gratuit) et se charge d'accueillir leurs enfants dans les établissements scolaires et parascolaires. Pour assurer une complète libération de la femme, Alexandra Kollontaï rappelle que le gouvernement russe a pris l'initiative de légaliser l'avortement par la loi du 20 août 1920. Si, dans la société capitaliste, l'avortement est considéré comme une pratique scandaleuse et dangereuse, mettant directement en cause le patrimoine de la famille bourgeoise en le privant d'héritiers potentiels, il apparaît comme un acte légitime, note Alexandra Kollontaï, dans la société communiste, visant à servir pleinement les intérêts de la femme travailleuse de Russie.

Alexandra Kollontaï (35) insiste également sur la naissance d'une nouvelle morale sexuelle qui prend forme en Russie du fait de l'indépendance économique acquise par la femme dans la société. Le changement de condition économique entraîne une profonde métamorphose des mœurs et des rapports entre les sexes. Le mariage, explique Alexandra Kollontaï, n'est plus considéré comme un contrat définitif, comme l'entend la morale bourgeoise, entre les époux. Il consacre l'unité de deux forces de travail entièrement libres et autonomes, fondée sur l'amour libre. La virginité qui, dans la morale bourgeoise garantit la légitimité de l'enfant et son droit à l'héritage, perd toute signification. Que l'enfant soit issu d'un mariage régulier ou d'une liaison, il représente pour l'État bolchevique une force de travail essentielle. La distinction entre enfant naturel et enfant légitime est supprimée. Le cas particulier de la fille-mère, si tragique dans la société capitaliste, ne se pose plus. L'adultère qui mettait en péril les intérêts bourgeois du ménage dans l'Occident capitaliste disparaît de lui-même. La prostitution, qui est « une forme de désertion du travail », est bannie en Russie puisque le droit au travail, l'assurance d'avoir accès à tous les emplois dans les services de l'État sont clairement proclamés dans les diffé-

rentes lois votées par la République des soviets.

Clarté n'arrête pas là son travail d'investigation sur la condition féminine. Dans une perspective essentiellement occidentale, elle se penche sur l'exploitation de la femme dans la société capitaliste, au cours des années 1922-1923. Plusieurs collaborateurs, comme Séverine (36), Georges Michael (37), montrent le degré d'étouffement que la femme subit au cœur du système économique bourgeois, soulignant le rapport étroit existant entre la décomposition du système capitaliste et le dérèglement des mœurs et de la morale individuelle qui interdit d'espérer voir la bourgeoisie prendre des mesures concrètes pour changer la condition sociale de la femme, sa vie relationnelle et sexuelle. A. Guillain, pour sa part, prône une libération totale de la femme en faisant référence aux thèses de Lasalle (38) sur l'union libre qui, en considérant les lois et les institutions de la classe dominante, dénonce le mariage comme un contrat inacceptable « où la femme trafique son âme et livre son corps », exprimant tout son mépris pour la vie de couple et les devoirs conjugaux, saluant l'adultère comme l'expression de la passion la plus sublime qui soit dans sa spontanéité. Revendiquant « la libération sociale des sexes », il repousse l'emprise spirituelle de la dogmatique chrétienne et de la morale bourgeoise. Henri Bru (39), reprenant les explications marxistes d'Engels sur la famille, explique comment l'état de servitude et d'infériorité de la femme est parallèle à l'introduction de la propriété privée, le système patriarcal faisant de la femme un objet d'appropriation, l'adultère étant considéré comme un vol et sévèrement puni, la virginité de l'épouse assimilée à

(35) Alexandra Kollontaï, « L'affranchissement de la femme par le travail », *Clarté*, n° 36, 1923.

(36) Séverine, « La morale bourgeoise », *Clarté*, n° 2, 1919-1921.

(37) Georges Michael, « Du mariage bourgeois contemporain », *Clarté*, n° 10, 1919-1921.

(38) A. Guillain, « Lasalle, champion de l'amour libre », *Clarté*, n° 22, 1921-1922.

(39) Henri Bru, « La propriété base de la famille », *Clarté*, nos 11-12-13-15, 1921-1922.

une pratique de probité commerciale. À l'occasion de la publication des ouvrages de Victor Margueritte *La Garçonne* et *Le Compagnon*, un débat agité secoue la rédaction de *Clarté*. Plusieurs clartéistes comme Jean Bernier ou Montrevel considèrent le féminisme bourgeois comme parfaitement inopérant (40) puisque portant en lui-même les stigmates de la civilisation capitaliste. À leurs yeux, seule une nouvelle morale naîtra de l'avènement du pouvoir bolchevique, pensant naïvement que l'évolution des mentalités chez les prolétaires s'opérera d'elle-même spontanément, passant sous silence toutes les questions touchant aux rapports affectifs et sexuels entre l'homme et la femme.

Avec l'intervention de Victor Serge (41), *Clarté* rompt alors avec ce type d'idéalisme prolétarien. Victor Serge entreprend, en effet, d'analyser de très près la réalité sociale de la condition féminine en Russie, en 1926. Il démontre alors que les circonstances économiques et politiques des années 1917-1919 ont sérieusement réduit la portée émancipatrice des décrets sur la libération morale et sexuelle. La famine, le désordre financier, le blocus économique organisé par les Alliés, la lutte quotidienne pour la survie ont conduit à un renforcement de la cellule familiale. Il constate que la paysannerie russe repousse les diverses dispositions juridiques du Code de la famille de 1918 et notamment le droit au divorce et à l'union libre. Le paysan russe, en effet, exige que le mariage soit sévèrement enregistré et célébré religieusement et repousse toute forme de mariage de fait. Pour Victor Serge, cet attachement profond à la vieille famille patriarcale s'explique, en grande partie, par les structures mêmes de l'économie rurale. La politique soviétique qui vise au maintien de la NEP n'est pas étrangère à cette évolution. En réintroduisant le droit de propriété, en facilitant l'enrichissement des paysans propriétaires, elle a rétabli, dans les relations entre les individus, l'égoïsme, l'esprit de possessivité. Désormais, dans la vie du couple, ce sont les intérêts économiques qui prédominent, le mariage se réduisant alors à un simple contrat au sens bourgeois du terme.

Vers un rapprochement entre *Clarté* et les surréalistes

Au milieu de ce travail intense et varié d'investigation culturelle et morale d'essence révolutionnaire directement inspiré de l'expérience bolchevique d'octobre 1917, *Clarté* renouvelle, tout au long des années 1922-1924, ses attaques contre toute espèce de propagande militariste, assurée par les journalistes et essayistes de tout bord (42). Elle exprime, avec force, sa volonté farouche de dénoncer la presse d'information, complice du pouvoir militaire et gouvernemental, qui a méthodiquement trompé les civils de l'arrière et étouffé les protestations et les souffrances des soldats. Elle stigmatise l'attitude scélérate des écrivains patriotes comme Emile Boutroux, Pierre Bourget, Maurice Barrès, Alain Germain, qui se sont faits les chantres d'un héroïsme guerrier sanguinaire insupportable (43). Elle s'élève contre toute espèce de manipulation visant à idéaliser la mort tragique des combattants et voit dans l'entreprise de l'AEC de publier une anthologie des écrivains morts, ouvrage préfacé par le maréchal Joffre, une ignoble exploitation de la mort.

Dans sa détermination à tuer tout esprit de guerre, tout chauvinisme patriotique au sein de l'opinion, *Clarté*, au cours de l'année 1924, mène une attaque en règle contre le pilier du nationalisme, Maurice Barrès, et contre le représentant de l'humanisme bourgeois, Anatole France. Les conséquences politiques d'une telle démarche viennent peser sur l'évolution de la revue, provoquant un

(40) Jean Bernier, « Le compagnon », *Clarté*, n° 44, 1923.

Montrevel, « La femme et le régime bourgeois », *Clarté*, n° 72, 1925.

(41) Victor Serge, « Le mariage en Russie », *Clarté*, n° 6, 1926-1927.

Victor Serge, « Vers l'industrialisation », *Clarté*, n° 15, 1927.

(42) Marcel Fourrier, « Mort pour le communiqué », *Clarté*, n° 6, 1921-1922.

(43) Charles Vildrac, « Militarisme inconscient », *Clarté*, n° 2, 1921-1922.

rapprochement inattendu avec le groupe surréaliste d'André Breton, au cours de l'année 1925. La mort de Maurice Barrès survenue le 4 décembre 1923 permet à *Clarté* de rompre avec le concert de louanges qui s'exprime alors pour dénoncer avec violence l'attitude criminelle de cet écrivain durant la guerre. Dans son éditorial du 1^{er} janvier 1924, *Clarté* s'acharne sur ce romancier et son fanatisme guerrier, ce propagandiste forcené qui a maquillé le tragique des combats et la souffrance des soldats tel un faussaire (44). Jean Bernier (45) oppose au militarisme aveugle de Maurice Barrès et de la bourgeoisie les cris de révolte des soldats et exprime tout son mépris à celui qui a bafoué, tout au long de la guerre, l'agonie des combattants. Edouard Berth et Georges Michael (46), en fonction d'un vocabulaire essentiellement sorélien, démontrent que la production littéraire de cet écrivain est la parfaite expression de la décadence culturelle de la civilisation bourgeoise et assimilent ce serviteur zélé de la classe dominante à un vil artiste de la décomposition sociale. Les mêmes accusations s'abattent sur Anatole France, symbole d'un classicisme désuet et d'un social-démocratisme placé dévotement au service de l'appareil de guerre de 1914 à 1917.

Par cette série d'attaques cinglantes contre Maurice Barrès et Anatole France qui rejoignent la violence accusatrice des procès lancés à la face des généraux et des représentants de l'Union sacrée, *Clarté* franchit une nouvelle étape sur le plan politique et culturel. Rompant pour un temps avec une activité classique d'analyses théoriques sur l'art prolétarien, elle engage un travail de dénonciation qui la réconcilie avec un esprit de contestation brutal et agressif. Les dernières critiques qu'elle lance contre Anatole France ne sont pas sans conséquence. Elles lui offrent l'occasion inespérée de se rapprocher du groupe surréaliste d'André Breton qui, lui aussi, avec son célèbre pamphlet *Un Cadavre*, réussit à malmener très durement cet écrivain honni. La parenté des réquisitoires antifrançais permet aux deux groupes d'envisager un possible rapprochement.

Le rôle de Jean Bernier et de Victor Crastre

Attaché à sensibiliser *Clarté* et ses collaborateurs à l'activité des surréalistes et à leurs publications, Jean Bernier rédige, dans les colonnes de la revue, plusieurs articles sur « *les pas perdus* » d'André Breton et analyse très favorablement l'œuvre de Paul Eluard *Mourir ou ne pas mourir*. Dans sa critique contre Anatole France, il commence son article par une citation de Paul Eluard. Par ses interventions successives, Jean Bernier cherche à préparer le contact futur qui doit normalement réunir *Clarté* et les surréalistes. En fait, un incident fâcheux, dû à Louis Aragon, vient mettre un terme, pour un temps, à un tel rapprochement. Une polémique assez vive éclate entre Jean Bernier et Louis Aragon au sujet de la révolution russe et retarde, pour quelque temps, l'entente entre surréalistes et clartéistes. Il faut toute l'habileté manœuvrière de Jean Bernier vis-à-vis de la rédaction de *Clarté* pour relativiser la portée des propos hostiles de Louis Aragon accusant Moscou de gâtisme politique et assimilant la révolution russe à « *une vague crise ministérielle* ». Malgré l'entêtement de Louis Aragon qui persiste dans ses propos hostiles, Jean Bernier maintient le contact avec le groupe d'André Breton. Il peut compter sur l'appui de Victor Crastre qui présente, lui aussi, dans la revue une série d'articles (47) en faveur des surréalistes, s'appliquant à montrer que les points d'accord sont possibles entre les deux camps, insistant à chaque occasion sur le sens révolutionnaire des activités surréalistes.

(44) Éditorial, « Barrès fossoyeur et faussaire », *Clarté*, janvier 1924.

(45) Bernier Jean, « La réponse du soldat », *Clarté*, janvier 1924.

(46) Edouard, Berth « L'anti-Barrès, du génie du christianisme au génie du Rhin », *Clarté*, n^{os} 53-54, 1924.

Michael Georges, « L'anti-Barrès : une psychologie de parasite », *Clarté*, n^o 51, 1924.

(47) Victor Crastre, « Explosion surréaliste », *Clarté*, n^o 74, 1925. Victor Crastre, « Scandale surréaliste », *Clarté*, n^o 75, 1925.

Vers une action commune

De tels articles ne laissent pas indifférents les surréalistes. André Breton envoie à Victor Crastre une carte de remerciements. Louis Aragon, par l'intermédiaire



André Breton (avec Paul Eluard, Benjamin Péret, Tristan Tzara). D.R.

de Jean Bernier, rencontre Victor Crastre et le félicite chaleureusement pour ses articles. Le principe d'une entente avec les surréalistes est admis. Au sein de la rédaction de *Clarté*, les thèses de Jean Bernier et de Victor Crastre l'emportent, malgré la sourde opposition des doctrinaires soréliens comme Edouard Berth et Georges Michael qui, par dépit, démissionnent, en octobre 1925. Les surréalistes, de leur côté, s'efforcent de donner à leur révolte exaltée un sens plus politique et révolutionnaire sous l'impulsion d'Antonin Artaud (48). Cet inflexionnement graduel de leur pensée, qui s'accorde tout naturellement avec les ambitions contestataires de *Clarté*, se traduit alors concrètement à l'occasion d'un événement de taille : la guerre du Maroc. La révolte rifaine surgit à point nommé. Pour Jean Bernier, elle apparaît comme « *le deus ex machina* » de la situation. Tel un événement providentiel, elle précipite l'évolution des deux groupes, elle dissipe toute forme d'atermoiements et appelle impérieusement clartéristes et surréalistes à se mobiliser. Ceux-ci vont alors multiplier les publica-

tions et les engagements publics tout au long de l'été et de l'automne 1925. En juin 1925, *Clarté*, s'associant à la campagne anticolonialiste du PCF, lance une enquête invitant les intellectuels français à se prononcer sur cet événement. Les surréalistes (49) ne se font pas faute de condamner avec la plus grande ferveur cette entreprise impérialiste criminelle. En juillet 1925, *Clarté* et le groupe d'André Breton signent conjointement l'appel d'Henri Barbusse dénonçant le drame qui vient s'abattre sur le peuple marocain (50). Le 21 septembre 1925, clartéristes et surréalistes rédigent un manifeste commun intitulé « *La révolution d'abord et toujours* », affirmant leur volonté d'abattre le système capitaliste et son impérialisme dévastateur pour atteindre à

une délivrance totale de l'individu (51). Le 8 novembre 1925, les deux groupes font paraître dans *L'Humanité* une déclaration qui affirme hautement le caractère

(48) Voir Paule Thévenin, Archives du surréalisme, Bureau de recherches surréalistes, Paris, Gallimard, 1988. Voir « Lettre aux recteurs des universités européennes, Adresse au pape, Adresse au dalaï-lama, Lettres aux écoles de Bouddha, Lettre aux médecins chefs des asiles de fous », *Révolution surréaliste*, n° 3, 15 avril 1925. Voir Pierre Naville, *Le temps du surréel*, Paris, Galilée, 1977, pp. 305-308.

(49) Les réponses d'Antonin Artaud, René Crevel, Paul Eluard, Louis Aragon paraissent dans le numéro de juin 1925 de *Clarté*.

(50) *Clarté*, dans son numéro de juillet 1925, présente les signatures de nombreux intellectuels et celles de trois groupements littéraires : la rédaction de *Clarté*, le groupe surréaliste et le groupe « Philosophie ». Voir Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Paris, Seuil, 1945, 358 pages.

(51) Le manifeste est signé par la rédaction de *Clarté*, le groupe surréaliste, les deux membres de la revue belge *Correspondance*, proche des surréalistes et le groupe « Philosophie » de Pierre Morhange et Henri Lefebvre.



La guerre du Rif (1921-1926) - *Clarté* et les surréalistes dénoncent l'intervention impérialiste de la France en 1925 aux côtés de l'Espagne, et les massacres au Maroc (notamment par l'utilisation du gaz moutarde). D.R.

éminemment politique et social de la révolution à construire aux côtés des communistes. Pour parfaire leur entente, ils organisent des réunions communes tout au long de l'automne 1925 (52) et rédigent un numéro de *Clarté*, le 30 novembre 1925, dont la rédaction est assurée conjointement par les responsables clartéistes et les surréalistes (53). Les deux revues échangent leurs collaborateurs. En janvier 1926, les deux groupes envisagent même la création d'une publication commune qui porterait le nom de *Guerre civile*, mais le projet échoue. Plusieurs facteurs expliquent ce revers : André Breton ne veut pas renoncer aussi vite au surréalisme et se jeter dans les bras du marxisme. Le PCF (54) voit d'un très mauvais œil le capital culturel que représentent Henri Barbusse et *Clarté* disparaître aussi vite et considère le groupe surréaliste comme un mouvement littéraire hybride et confus, dépourvu de sentiments marxistes. En effet, les dirigeants du parti, imprégnés de symbolisme et de naturalisme, défendent une conception hybride d'un art populiste et classique à la fois. Bien peu sensibles aux efforts déployés par les responsables soviétiques pour fonder un art prolétarien, ils tiennent avant tout à s'attacher les services de célébrités littéraires sympathisantes comme Henri Barbusse, promises au rôle solennel de guide, plutôt que de se tourner vers de jeunes écrivains et poètes contestataires tout à fait inconnus. Par leur méfiance, ils font avorter une tentative culturelle et politique dont

ils ne distinguent ni le sens ni la portée historique. La grande question du rapport entre avant-garde et parti révolutionnaire est ainsi éludée. Finalement, l'équipe de *Clarté*, avec Marcel Fourier, désireuse de respecter les choix politiques du PCF, reprend en main la direction de la revue pour en faire un outil d'éducation communiste et écarte Jean Bernier (55) de toute responsabilité, élément jugé trop dérangeant et critique, s'obstinant dans un révolutionnarisme

de type anarchisant bien peu compatible avec une action communiste militante.

L'échec de la Guerre civile

L'échec de la *Guerre civile* marque en vérité les difficultés réelles des surréalistes à s'engager aux côtés du PCF. L'intervention de Pierre Naville, jeune surréaliste décidé à servir la révolution bolchevique, va précipiter l'évolution du groupe. Ce dernier, en rédigeant au début de l'année 1926, une brochure intitulée *La révolution et les intellectuels*, tient à démontrer à André Breton que sa conception révolutionnaire aux côtés des clartéistes n'aboutit qu'à une



Pierre Naville. D.R.

(53) Louis Aragon, « Le prolétariat de l'esprit », *Clarté*, n° 78, novembre 1925. Robert Desnos, « Le sens révolutionnaire du surréalisme », *Clarté*, n° 78, novembre 1925. André Breton, « La force d'attendre », *Clarté*, n° 79, décembre-janvier 1926.
(54) Voir le procès-verbal de la séance du bureau politique du PCF, tenu le 18 février 1926, présenté par les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 15, 1^{er} trimestre 1976.

(55) Pour une étude plus approfondie des conflits de personnes au sein de la rédaction de *Clarté*, voir notre thèse pp. 383-394.

impasse. À ses yeux, les surréalistes ne peuvent échapper à l'emprise du capitalisme. Ils doivent nécessairement se situer par rapport à lui. Dans ces conditions, leur tâche première est de combattre avec acharnement la société capitaliste pour assurer le triomphe de la révolution. L'activité proprement intellectuelle est reléguée au second plan. L'esprit attendra pour vivre. Les moments d'exaltation avec les gens de *Clarté* ne suffisent plus. Il faut prendre ses responsabilités en tant qu'intellectuel et se consacrer unilatéralement au monde des faits. André Breton réplique à Pierre Naville dans *Légitime défense*, publié en 1926, qu'il est prêt à servir la cause du prolétariat mais n'admet pas aussi aisément de se plier aux exigences théoriques du marxisme et de la lutte des classes. Il rejette la séparation artificielle du monde des faits et du monde de l'esprit que trace Pierre Naville, tenant à maintenir l'indépendance irréductible de la pensée et de la création surréaliste.

Clarté (juin 1926-février 1928)

Après l'échec de la *Guerre civile*, qui n'entame pas la collaboration entre les deux groupes, Marcel Fourier entreprend, en compagnie de Pierre Naville, de redonner une nouvelle direction à la revue *Clarté*, à partir de juin 1926 (56). Tous deux (57) sont désormais déterminés à engager *Clarté* dans une voie résolument communiste. Repoussant les tentatives de recherches culturelles sur l'art prolétarien de l'ancienne *Clarté*, les essais de définition d'un art occidental révolutionnaire, ils veulent apparaître comme des théoriciens de la philosophie marxiste et des spécialistes de la lutte de classes. Pour eux, *Clarté* doit se transformer en outil essentiel de propagande et d'éducation communistes. Elle doit guider la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire, à la lumière des thèses de l'Internationale communiste et de Moscou. Cependant, décidés à faire adhérer le groupe d'André Breton au communisme, ils se soucient d'ouvrir les colonnes de *Clarté* aux textes surréalistes et d'assister très régulièrement aux soirées organisées par André Breton durant l'automne 1926 (58).

La collaboration surréaliste ainsi conçue par Marcel Fourier et Pierre Naville se traduit par la publication de plusieurs articles et poèmes d'Aragon, Eluard, Leiris et Desnos (59), chacun à sa manière s'efforçant de traduire son souci légitime de se tourner vers l'action révolutionnaire. La parution de tels articles dans *Clarté* provoque une sourde hostilité de *L'Humanité* et de ses rédacteurs (60), qui refusent d'accorder quelque crédit que ce soit à des intellectuels avant-gardistes si peu au fait de la doctrine marxiste. Malgré cette opposition déclarée, l'entente entre clartéistes et surréalistes se poursuit. La volonté manifestée par Marcel Fourier et Pierre Naville de veiller aux destinées politiques dans un sens communiste du groupe d'André Breton trouve sa juste récompense. Au cours du mois de mai 1927, André Breton, Louis Aragon, Paul Eluard, Benjamin Péret et Pierre Unik donnent leur adhésion au parti. Ils publient une brochure, *Au grand jour*, affirmant que la seule voie révolutionnaire concevable est celle du marxisme militant, mais en même temps émettant plusieurs réserves, ne pouvant supporter que *Clarté* ait présenté le surréalisme comme une « déviation a priori » du marxisme et que sa direction se taise alors que *L'Humanité* a jeté le discrédit sur le mouvement surréaliste et s'est

(56) Équipe rédactionnelle de *Clarté* : Jean Cello, Michel Collinet, Marcel Fourier, Lucien Laurat, J. Malleret, Jean Mécat, Pierre Naville, Aimé Patri, Gérard Rosenthal (Francis Gérard), Victor Serge.

(57) Marcel Fourier, « Rapport sur *Clarté* », *Clarté*, n° 3, 1926-1927. Pierre Naville, « Notre travail révolutionnaire », *Clarté*, n° 6, 1926-1927.

(58) Voir Archives du surréalisme : *Adhérer au parti communiste ?* Septembre-décembre 1926, présenté et annoté par Marguerite Bonnet, tome 3, Paris, Gallimard, 1992.

(59) Louis Aragon, « Le prix de l'esprit », *Clarté*, n° 1, juin 1926. Michel Leiris, « La vie aventureuse d'Arthur Rimbaud », *Clarté*, n° 2, juillet 1926. Robert Desnos, « Le chiffonnier de Paris », *Clarté*, n° 2, juillet 1926. Paul Eluard, « L'intelligence révolutionnaire », *Clarté*, n° 4, octobre-novembre 1926. Paul Eluard, « Petrus Borel », *Clarté*, n° 5, janvier 1927. Paul Eluard, « Le marquis de Sade », *Clarté*, n° 6, juin 1927.

(60) Voir l'article de Maurice Parijanine contre le livre d'Eluard : *Capitale de la douleur*, dans *L'Humanité*, 31 octobre 1926.

refusée à faire paraître ses écrits.

De telles critiques poussent Pierre Naville à présenter une claire mise au point dans le n° 11 de *Clarté*, complétée par la rédaction d'une brochure intitulée *Mieux et moins bien*, afin de dissiper toute équivoque politique et morale. Pierre Naville se félicite de voir les surréalistes servir la cause du prolétariat avec ambition, tout en précisant qu'il ne tient pas à voir l'intelligence révolutionnaire subordonnée à de vulgaires calculs politiques ou à des nécessités tactiques de basse propagande comme l'entend le parti. Mais il avertit ses amis surréalistes qu'il faut, en qualité d'intellectuels communistes, aller plus loin dans la dialectique marxiste. Il ne s'agit pas de lancer quelques coups de chapeau amicaux au communisme. Il faut davantage peser la valeur et le bien-fondé de l'action révolutionnaire et du marxisme international. Curieusement, alors qu'André Breton et ses amis surréalistes se rangent du côté du PCF, déjà Pierre Naville se pose en intellectuel révolutionnaire critique et exigeant vis-à-vis de la doctrine marxiste (61).

Ayant réussi à faire passer le surréalisme dans le camp communiste, Pierre Naville et Marcel Fourrier ne cherchent pas à poursuivre une collaboration d'ordre politico-culturel avec leurs anciens amis. Tout à leur activité de propagande communiste avec *Clarté*, ils multiplient avec leurs collaborateurs les études et travaux, essentiellement politiques et théoriques, sur l'évolution de la Russie soviétique et le sens du mouvement prolétarien international. Forts de cette conception stricte de l'action communiste, influencés par le durcissement idéologique qui s'impose dans les rangs du parti dans le cadre de la politique de bolchevisation, Pierre Naville et Marcel Fourrier entraînent *Clarté* dans une politique de discipline communiste. Cependant, à partir de mars 1927, Pierre Naville, avec *Clarté*, dans un souci d'éclaircissement idéologique, engage une attaque cinglante contre Henri Barbusse, alors directeur littéraire de *L'Humanité*, à propos de son livre *Jésus* et de son révolutionnarisme abstrait et mystique sans rapport aucun, à ses yeux, avec l'idéologie marxiste-léniniste (62). À partir d'avril 1927, avec Victor Serge,

Clarté entreprend une étude critique virulente contre le PCR et l'IC aux prises avec la révolution chinoise (63), à la lumière des thèses de Léon Trotsky. Enfin, de novembre 1927 à janvier 1928, à la suite du voyage de Pierre Naville et Francis Gérard en Russie, à l'occasion du X^e anniversaire de la Russie de 1917, *Clarté* et sa rédaction se présentent comme le porte-parole de l'Opposition de gauche en France, dénonçant les effets dramatiques de la politique stalinienne sur l'IC et les partis communistes (64) nationaux.

Ainsi, *Clarté* révèle une capacité à défendre une démarche politique et culturelle d'une originalité et d'une richesse insoupçonnée tout au long des années 1919-1928. Voulant bannir l'ordre de la guerre, les intellectuels clar-téistes ont dressé le procès du système politique bourgeois et de sa pensée réactionnaire en s'inspirant de la révolution bolchevique victorieuse d'Octobre 1917 et en apportant leur soutien au jeune Parti communiste français. Tout en considérant avec attention les réalisations russes, tout en puisant dans l'héritage sorélien pour mieux structurer leur démarche culturelle, ils parviennent à appréhender un champ littéraire et artistique d'une

(62) Pierre Naville, « Pourquoi nous combattons « Jésus », *Clarté*, n° 8-9, 1927. Pierre Naville, « Un nouvel idéaliste Henri Barbusse », *Clarté*, n° 10, 1927. Pierre Naville, « L'activité de Clarté », *Clarté*, n° 11, 1927.

Soucieux de conserver intacte l'image d'Henri Barbusse, actuel directeur de *L'Humanité*, le bureau politique du PC, réuni le 11 février et le 31 mars 1927, décide d'infliger un blâme à la revue *Clarté* (voir les procès-verbaux des séances du bureau politique, présentés par les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 15, 1^{er} trimestre 1976).

(63) Victor Serge, « La lutte des classes dans la révolution chinoise », *Clarté*, n° 9, n° 11, n° 12, n° 13, n° 14, 1926-1927.

(64) « Le testament de Lénine », *Clarté*, n° 15, 1927-1928. Éditorial, « Le X^e anniversaire d'Octobre », *Clarté*, n° 15, 1927-1928. Éditorial, « Politique communiste et bourrage de crâne », *Clarté*, n° 16, 1927-1928. « Le testament politique de A. Ioffé », *Clarté*, n° 16, 1927-1928. Ami personnel de Léon Trotsky, partisan résolu de l'Opposition russe, Ioffé, atteint d'une polynévrite incurable, se suicide, en guise de protestation contre la politique stalinienne, à l'automne 1927.

profonde diversité. Leur curiosité intellectuelle les conduit à se pencher aussi bien sur les travaux d'Albert Gleizes, Georges Grosz, Jean Lurçat, Céléstin Freinet, dans un cadre essentiellement français et occidental, que d'étudier avec rigueur l'émergence d'une nouvelle littérature prolétarienne définie avec précision par Victor Serge, ou l'affirmation d'une nouvelle morale sexuelle à partir de la politique d'Alexandra Kollontaï, dans une perspective avant tout soviétique. Ils prennent la précaution de ne pas tout sacrifier à un schéma doctrinal unique qui prédéterminerait le sens de leur réflexion et bornerait leur propre horizon artistique. En renouvelant également leur travail de dénonciation du classicisme bourgeois par des mises en accusations cinglantes, ils se plongent à nouveau dans la richesse d'un révolutionnarisme contestataire exaltant qui les conduit à se rapprocher favorablement du groupe surréaliste d'André Breton, ouvrant de nouvelles perspectives d'action entre avant-gardisme littéraire et groupe révolutionnaire d'obédience marxiste. Les interpellations successives de Jean Bernier au sein de *Clarté* ou les discussions passionnées entre André Breton et Pierre Naville posent d'une manière aiguë la question de l'engagement de l'intellectuel en liaison étroite avec une idéologie et un appareil de parti. Au cours de cette période charnière, les intellectuels clartéistes butent sur l'hostilité du PCF, insensible à toute entente littéraire avec un groupe avant-gardiste. Plongé avant tout dans une phase de bolchevisation, marqué par un néoclas-

sicisme étroit, le parti se décidera seulement, dans les années trente, à s'intéresser au concept d'art prolétarien et à s'ouvrir progressivement aux « compagnons de route » et à leurs revues et organisations respectives. Après l'échec de la *Guerre civile*, les rédacteurs de *Clarté*, en accueillant les textes et les publications surréalistes, tiennent personnellement à précipiter l'engagement du groupe surréaliste vers le communisme militant, non sans un certain succès. Mais, en transformant *Clarté* en organe d'éducation communiste, ils mettent alors un terme à toute activité culturelle d'essence prolétarienne et à toute forme de contestation artistique globale dans le domaine des arts et des lettres. Soucieux de privilégier l'action politique à l'aune de la doctrine marxiste et des impératifs tactiques de la lutte de classes, ils refusent cependant, avec Victor Serge et Pierre Naville, de se soumettre instinctivement aux décisions unilatérales du parti ou de se prêter à quelque idolâtrie politique. Se déclarant trotskystes, ils tiennent à retrouver les sources mêmes de l'intelligence révolutionnaire, plaçant toute leur énergie dans la lutte de classes afin de préparer les victoires futures du prolétariat. En transformant *Clarté* en *Lutte de classes*, les dirigeants clartéistes mettent fin à une expérience politique et culturelle inédite, mettant en lumière les espoirs d'intellectuels, combattant inspirés par l'horreur de la guerre, décidés à abattre avec rage, séduits qu'ils sont par le modèle bolchevique d'Octobre 1917, les valeurs spirituelles de l'ordre bourgeois dominant qui les a précipités dans le chaos de 1914-1918. ■

Le Goulag, héritage ou conséquence de la révolution d'Octobre ?

par Jean-Jacques Marie

Pour le détenu du Goulag Zoubtchaninov, déporté dix ans dans l'enfer des mines de Vorkouta, le Goulag est un héritage hypertrophié du tsarisme.

Luba Jurgenson et Nicolas Werth ont publié en octobre 2017 un ouvrage sur le Goulag qui présente le royaume du travail forcé comme une conséquence ou un héritage d'Octobre 1917. L'affirmation n'est pas nouvelle. On la trouve déjà chez Soljenit-syne.

En 1997, un ancien déporté au Goulag dans les mines de Vorkouta, au nord de la Sibérie, non loin du cercle polaire, racontait et analysait sa tragique expérience dans deux numéros de la revue mensuelle *Oktiabr* (n° 7 et n° 8). Pour lui, Staline n'a fait que reprendre, étendre et aggraver l'emploi systématique du travail servile sous le tsarisme. Il écrit :

« *Tout au long de l'histoire russe, les conquêtes des territoires s'étaient accompagnées de l'envoi forcé d'individus qu'à cette fin on privait de liberté et de tous les droits de l'homme.* »

La colonisation de la Sibérie, la construction de Saint-Petersbourg qui repose sur les cadavres de centaines de milliers de paysans envoyés de force édifier la capitale

nouvelle sur un terrain marécageux gorgé d'eau, celle des usines de l'Oural, s'étaient effectuées grâce à cette main-d'œuvre servile. Les tsars ont utilisé, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, des paysans arrachés à leurs villages ou des soldats astreints à un service militaire de vingt-cinq ans, réduit plus tard à sept ans, pour extraire du minerai en Sibérie et construire des villes militaires et des fortins. Le servage, avant son abolition en 1861, facilitait cette utilisation massive d'une main-d'œuvre quasiment gratuite, à la mortalité très élevée. Le Goulag réintroduit en décuplant son usage ce servage ancestral, dont subsistait dans l'armée russe, jusqu'au 27 février 1917, la tradition des châtiments corporels à l'encontre des soldats...

Zoubtchaninov poursuit : « *Sous ce rapport comme sous bien d'autres, Staline continuait les traditions de la Russie tsariste. Mais les dimensions du système policier créé par lui élargissaient de façon inhabituelle les possibilités de la colonisation forcée qui, à son tour, exigeait l'élargissement et le renforcement de la dictature policière* »*.

* Un prochain numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* publiera de longs extraits des souvenirs du déporté Zoubtchaninov.



Délégué = bureaucrate... ?

Une invention de Marc Ferro très à la mode

par Jean-Jacques Marie

Dans le premier tome de son *Histoire de la révolution russe*, Marc Ferro évoque la bureaucratisation des institutions soviétiques qui, d'après lui, commence très tôt.

Évoquant d'abord une bureaucratisation par en haut, il y ajoute une « *bureaucratisation par en bas* » dont il écrit :

« *Dans les institutions populaires de 1917, où la démocratie directe règne, on observe l'existence de formes différentes de bureaucratisation spontanée, si l'on peut dire, et que l'on propose de nommer bureaucratisation par en bas (...). Il s'agit d'une procédure qui renforce ou consolide un pouvoir, fût-il d'un seul homme (...). Le cas des comités d'usine se rapproche du phénomène de bureaucratisation par en bas. Il existe au moins au sens le plus apparent du terme, si l'on peut dire : sur les rares photos dont on dispose, la séparation entre le comité et l'assemblée de l'usine apparaît au fait que le comité siège autour d'un bureau : il est assis, les travailleurs demeurent debout.* »

Le fait tient sans aucun doute à l'absence de chaises pour tout le monde, mais qu'importe : ceux qui sont assis derrière un bureau sont déjà des bureaucrates en herbe... Ferro continue :

« *Le cas des comités de quartier fournit une illustration exemplaire du phénomène de la bureaucratisation par en bas. Il est lié à la capture de l'activité politique par des permanents.*

« *À l'origine, en février, ceux-ci n'étaient pas des militants professionnels, quelques syndicalistes mis à part. Ce sont des habitants du quartier qui, assurant une perma-*

nence au local du comité, abandonnent peu à peu leur emploi. Comme ils ne touchent plus leur salaire, l'assemblée du comité de quartier décide de leur allouer une petite indemnité avec de l'argent provenant d'une souscription (1). Dès lors, une corrélation s'observe : à peine un permanent est-il choisi et le nombre de participants aux assemblées générales diminue régulièrement (sauf une remontée lors des journées de Juillet) (2). Au quartier de Peterhof par exemple, il passe entre mars et octobre de quarante présents en moyenne à vingt-cinq. Parallèlement les réunions des responsables du Bureau se font de plus en plus fréquentes : bimensuelles en avril 1917, elles ont lieu trois ou quatre fois par semaine durant l'été et l'automne alors que les assemblées générales que ce bureau convoque sont de plus en plus espacées : six en septembre, quatre en octobre. »

(1) L'assemblée de quartier juge donc utile, voire indispensable, d'avoir un ou plusieurs délégués qui puissent suivre en permanence les problèmes multiples auxquels ses membres sont confrontés pendant que ces membres travaillent. Comment faire autrement ?

(2) Ce « *sauf une remontée lors des journées de Juillet* » a un sens qui semble échapper à l'auteur de cette remarque : les masses travaillent, font les courses, ne peuvent pas vivre que de politique puisqu'elles sont confrontées aux nécessités de la vie quotidienne. Elles se mobilisent lors des moments de montée révolutionnaire et se relâchent inéluctablement plus ou moins lorsque la tension sociale et politique baisse. Elles ne peuvent vivre en assemblée générale permanente ! (Quatre assemblées générales en octobre, sans doute avant le congrès des soviets, cela fait une assemblée générale tous les six jours... NDA).

Quoi d'étonnant ? Tout le monde note une certaine lassitude des masses, confrontées à une dégradation permanente de la situation. C'est un des leitmotivs des bolcheviks réticents face à l'insurrection pour cette raison. Ceux qui sont las, déçus ou plus ou moins démoralisés ne se ruent pas d'habitude aux assemblées générales s'ils n'en voient pas l'utilité ! « *L'assistance est plus grêle. Sous-informée, elle ne prend bientôt plus part aux discussions : seuls les membres du Bureau y participent, proposent des motions que l'assistance accepte ou non de voter.* »

Apparemment, la réalité est plus complexe, car Marc Ferro écrit quelques pages plus loin : « *Dans leur quartier les membres des comités devaient être plus actifs, plus dévoués, plus radicaux que la majorité des membres de l'assemblée, sinon cette assemblée se choisirait d'autres responsables.* »

Diable ! Des apprentis-bureaucrates qui se doivent d'être « *plus actifs, plus dévoués, plus radicaux que la majorité des membres de l'assemblée* »... sous peine d'être remplacés. Apparemment, Marc Ferro a une expérience très limitée de ce qu'est la bureaucratie ouvrière, politique ou syndicale, d'aujourd'hui ou d'hier... Dans une assemblée générale préparatoire à une grève ou une assemblée générale de grévistes, le bureaucrate est en règle générale le moins radical.

Ferro voit pourtant dans les membres des comités le « *premier élément d'un groupe social nouveau* » dont les caractéristiques sont les suivantes, affirme-t-il : « *Une source nouvelle de revenus ;*
– *une activité nouvelle dans la société ;*
– *une rupture avec leur classe d'origine ;*
– *une solidarité nécessaire avec les bolcheviks ;*
– *une dépendance vis-à-vis de leurs instances dirigeantes.* »

Cette source nouvelle de revenus ne représente pas un privilège puisqu'elle n'introduit pas une différenciation entre le délégué et ceux qui l'ont élu (cela viendra plus tard) et ont choisi ou accepté de l'indemniser par une somme identique à leur propre salaire.

Une rupture avec leur classe d'origine ? Parce qu'il est mandaté pour s'occuper des problèmes de ses camarades de travail ? L'élu syndical romprait donc

lui aussi avec sa classe d'origine... **dès qu'il est élu, quoiqu'il fasse, même s'il respecte scrupuleusement le mandat donné par ses camarades de travail ?**

La dépendance vis-à-vis des instances dirigeantes ? C'est très vite dit... Il suffit de se rappeler que lors de la réunion de la fraction communiste des syndicats en mars 1920 et à nouveau en mai 1921 (donc deux fois dans une situation de crise extrême), ladite fraction communiste a voté à une très grande majorité POUR la résolution présentée par David Riazanov, CONTRE la motion rédigée et adoptée par le bureau politique auquel appartenait le principal dirigeant des syndicats, Mikhaïl Tomsky.

Certes, l'existence de tout corps de permanents pose problème ; mais son existence est inévitable, à moins d'affirmer que l'on peut combattre l'État, son énorme machine et ses institutions sans se doter d'organismes, à un degré certes très réduit, semblables à cette machine, sous peine de se limiter à la parlote éternelle et impuissante. Dans toute lutte (y compris de classe), on doit inéluctablement s'adapter à son adversaire sous peine de ne pouvoir le combattre ou de considérer que la seule forme de combat est l'esquive. C'est une loi de l'existence. Un instrument de combat ne peut fonctionner comme un club de discussion philosophique. **On ne combat pas une armée centralisée par des groupes de partisans autonomes. Face à un État centralisé, il faut des organismes centralisés, soviets (conseils), parti, syndicats.**

Certes, ce corps de permanents doit être soumis au contrôle de ses mandataires et à la réélection... régulière, au contraire de la « démocratie » bourgeoise qui se satisfait d'un vote quinquennal, sans parler de la Commission européenne qui n'est élue par personne. Certes, ce n'est ni simple ni automatique, mais depuis quand la lutte des classes a-t-elle posé devant les opprimés et les exploités des problèmes simples ?

En tout cas, une chose est certaine : la bureaucratie ne vient pas de délégués élus et révocables ayant le culot de se rassembler sur des chaises derrière un bureau, **mais de l'accumulation et de la répartition de privilèges politiques, sociaux et matériels.** ■

Notes de lecture



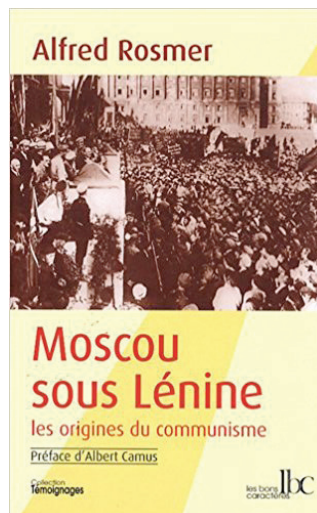
Moscou sous Lénine, les origines du communisme d'Alfred Rosmer (1)

(Les Bons Caractères, 2009 - 16,50 euros)

par Roger Revuz

C'est en 1953 (2), l'année de la mort de Staline, qu'Alfred Rosmer publia ses souvenirs sur les premières années de la République soviétique. Alfred Rosmer, militant de la tendance syndicaliste révolutionnaire de la CGT, appartenait à la minorité qui, en 1914, avait refusé l'Union sacrée ; il s'était rallié dès 1917 au mouvement communiste. En juillet 1920, délégué au deuxième congrès de l'Internationale communiste fondée en 1919 par les bolcheviks, il y fut élu à la direction et y joua ensuite un rôle important. Il vécut à Moscou jusqu'en 1924, année de la mort de Lénine.

Rosmer, qui parlait le russe, nous livre un témoignage passionnant sur la vie politique pendant ces premières années de la République soviétique, que ce soit dans l'Internationale communiste ou dans le Parti bolchevique. Les discussions y sont vives et libres alors que jusqu'en 1921 le régime doit faire face à une terrible guerre civile. Rien à voir avec le régime qu'instaurera Staline, régime dans lequel la servilité sera érigée en principe. Rosmer évoque ainsi un couple de communistes chez qui



La couverture de *Moscou sous Lénine*, réédité par Les Bons Caractères D.R.

« si tard qu'on rentrât dans la nuit [...] on était assuré de recevoir d'eux un verre de thé – quoique léger – et parfois un bonbon pour le sucer, mais toujours une âpre dénonciation des insuffisances du régime : une maison à ne pas fréquenter pour un communiste vacillant, mais ceux d'alors étaient bien trempés. »

En septembre 1920, Rosmer participe au Congrès des peuples d'Orient à Bakou comme délégué d'un pays ayant des colonies ; il s'y rend en compagnie de John Reed (3) dont il dresse un portrait chaleureux ; John Reed mourra du typhus peu après son retour à Moscou. Rosmer note que le ravitaillement dans des régions pourtant dévastées par la guerre civile est meilleur qu'à Moscou et Petrograd !

(1) Alfred Rosmer (1877-1964).

(2) En fait, Rosmer a écrit ses souvenirs en 1949. Il eut beaucoup de mal à se faire publier. Il y parvint en 1953 grâce à l'appui d'Albert Camus qui écrivit la préface qui figure dans la présente édition.

(3) John Reed (1887-1920) : journaliste américain, communiste, auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

À l'automne 1920, Rosmer est invité par Trotsky (4) à l'accompagner sur son train "blindé", véritable légende qui « *était en tout temps une véritable ruche* ». Il s'agit de mettre fin aux activités de l'armée blanche du baron Wrangel en Crimée. Un jour, Rosmer assiste, en présence de Trotsky, à un conflit entre un jeune commandant d'origine prolétarienne et un officier d'état-major. Trotsky, qui en avait connu de semblables par centaines, explique alors à Rosmer : « *La dispute classique [...], mais sans collaboration de la fougue révolutionnaire et de la technique du professionnel, nous n'aurions jamais pu vaincre.* »

Sur le soulèvement de Cronstadt en 1921, il soutient le gouvernement bolchevique qui choisit la répression. Il écrit : « *Même si on admet que le soulèvement fut le fait d'ouvriers et de marins qui agissaient en pleine indépendance [...], il faut reconnaître que, dès le déclenchement du soulèvement, tous les ennemis des bolcheviks accoururent ; [...] la presse de l'étranger exulte [...], elle comprend que leur révolte peut accomplir ce que les bourgeoisies coalisées n'ont pu faire : renverser un régime exécré dont depuis des années elle guette vainement la chute.* »

Un jour, à Moscou, en compagnie d'un autre délégué de l'Internationale communiste et d'un jeune communiste russe, ils s'arrêtent dans un café pour y boire « *de l'eau chaude légèrement colorée* ». Aux clients curieux qui les questionnent, le jeune communiste russe a la malencontreuse idée de révéler qu'ils sont membres du Conseil exécutif de l'Internationale communiste. Aussitôt on les prend pour des juifs ! Pour eux, écrit Rosmer, « *tous les dirigeants soviétiques étaient des juifs et ils ne se gênaient nullement de critiquer, même grossièrement, le régime [...]; la révolution avait une rude tâche à accomplir pour libérer ces frustes cervelles du poison que le tsarisme y avait versé* ».

En ce centième anniversaire de la révolution russe, il faut lire ou relire *Moscou sous Lénine*, car, comme on peut le lire sur la quatrième de couverture, « *l'histoire de cette période est encore mal connue. Surtout parce qu'elle a été ensevelie sous des monceaux de mensonges, de faux documents, de faux témoignages, trop souvent utilisés comme références encore aujourd'hui.* » ■

(4) Trotsky et Rosmer s'étaient connus pendant la Première Guerre mondiale à Paris et étaient devenus des amis.

Genèse et structuration du Front populaire à Grenoble et dans l'Isère (1934-1936)

de Pierre Saccoman

par Jean-Jacques Marie

Pierre Saccoman justifie d'emblée son travail en posant la question : pourquoi s'intéresser à Grenoble et à l'Isère ? Il répond en soulignant que « *tout ce qui avait été publié jusqu'alors [jusqu'aux années 1968 – nda] était passé au crible de la situation parisienne (...). Et pourtant déjà en 1966-67 se faisait jour le besoin de voir les événements par l'autre côté de la lorgnette : la base, les militants obscurs, les masses anonymes. Et rien de mieux que d'étudier ce qui se passe en "province" pour donner cet éclairage* » (p. 10).

Pierre Saccoman donne d'abord un tableau de l'industrie de la région, qui va du charbon au textile, en passant par la chimie et la métallurgie. Il étudie ensuite les conditions économiques de la région, la crise rampante qui frappe la métallurgie dès 1931, donne un tableau des luttes sociales de 1934 à 1935, en particulier la grève des mineurs de La Mure déclenchée contre une baisse de salaire de 8 %, que la grève décrétée dans l'unité par les deux centrales CGT (réformiste) et CGT-U (dirigée par le PCF) ne pourra que ramener à 4 à 5 %. Pierre Saccoman commente : « *Cette grève annonce déjà les grands mouvements sociaux de 1936 : volonté d'unité, souci du mot d'ordre politique, mais elle dénote aussi la volonté des responsables syndicaux d'éviter un*

affrontement politique immédiat, de tout reporter sur les élections » (pp. 25-26), donc sur la victoire du Front populaire dont l'une des composantes est constituée par les radicaux, dont Pierre Saccoman donne un tableau très éclairant sur la place qu'occupent ces derniers dans le dispositif politique du Front populaire. Et il décrit avec beaucoup de précision la faune radicale du département. Les ministres radicaux avaient siégé dans le gouvernement Laval qui, par décret-loi du 16 juillet 1935 (l'ancêtre des ordonnances de la V^e République), avait abaissé de 10 % les salaires des fonctionnaires et d'autant les dépenses publiques...

Pierre Saccoman étudie en détail la marche à l'unité syndicale dans le département. À cette occasion, Saccoman étudie le rôle joué par le groupe des bolcheviks-léninistes (auxquels il consacre le chapitre 8 de son livre) confortés un moment par la présence de Trotsky dans la région avant son départ en Norvège.

Le chapitre le plus riche du livre est sans doute le chapitre 14 où Pierre Saccoman étudie le « *grand mouvement de grève qui soulève le département et qui voit les effectifs de la CGT unifiée passer en quelques semaines de 400 à 80 000 syndiqués !* ». « *Des syndicats nouveaux, écrit-il, surgissent tous les jours* » (p. 98). Les grèves éclatent partout mais, note

Saccoman, elles durent « *quelques jours pour les grandes entreprises. Le patronat cède très vite et les augmentations de salaire sont très importantes* » (p. 103). Il cède ce qu'il pense pouvoir reprendre au cours des mois suivants – et cela ne va pas traîner ! – pour conserver l'essentiel : la propriété et le pouvoir !

Malgré le poids des appareils, souligne Pierre Saccoman, « *à un moment, les masses d'ouvriers et d'employés ont su échapper à ces appareils, à leurs habitudes et à leurs routines, pour se lancer à corps perdu dans une bataille spontanée qui n'aura pas pour champs les urnes ou les réunions électorales, mais*

le lieu même de leur travail » (p. 106). Mais dans cette bataille, même les minces troupes anarcho-syndicalistes et les trotskystes disparaissent, alors que les travailleurs « *avaient une confiance aveugle dans les responsables du PC et de la SFIO* » (p. 104) qui tentent de canaliser leur lutte dans le respect de l'ordre et de l'État bourgeois, dont les radicaux sont l'incarnation...

Un livre à lire donc... et à commander à l'auteur pour 10 euros (plus 4,50 euros d'envoi postal). ■

Mail de Pierre Saccoman : pierre.saccoman@orange.fr

Une nouvelle rubrique

Démystification



On n'est pas tous les jours poète

par Frank La Brasca

« *Merci à Staline de ce que les hommes de Vichy, ceux des combines atlantiques, ceux des pools de guerre, ceux qui mettent la France à l'encan et leurs aboyeurs, les trotskistes, les titistes... puissent appeler 800 000 Français du nom de staliniens.* »

Louis Aragon, *Les Lettres françaises*, 12 mars 1953

Dans son numéro spécial (n° 16 octobre-décembre 2017) ayant pour thème « 1917-2017. De Lénine à Poutine. Un siècle d'histoire russe », la revue *L'Express* consacre une double page (« *La France envoûtée* », pages 52-53) à une anthologie des réactions de diverses personnalités françaises à l'annonce de la mort de Staline le 5 mars 1953. Sans être en aucune manière dupe de la parfaite objectivité historique des motivations de cette initiative éditoriale dans le cadre d'une évocation en principe consacrée à Octobre 1917, il ne nous paraît cependant pas tout à fait inutile d'en extraire ce cri du cœur de notre grand poète national, à l'heure où quelques-uns de ses biographes et laudateurs nous la baillent belle sur la lucidité souffrante avec laquelle il aurait vécu son long engagement dans le PCF. ■

La une du journal d'Aragon, *Les Lettres françaises*, le 12 mars 1953. Aragon a demandé à Picasso un dessin pour la mort de Staline. D.R.





Anton Antonov-Ovseenko et la prise du palais d'Hiver

par Jean-Jacques Marie

Le numéro 75 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié d'assez longs extraits d'un texte de Nicolas Podvoïski, l'un des responsables de l'organisation militaire du Parti bolchevique, consacré à la prise du palais d'Hiver à laquelle il avait participé... très, très loin à l'arrière de la place où se déroulait l'affrontement confus qui déboucha sur la capture du gouvernement provisoire. Il n'est même pas certain qu'il en ait vu le moindre moment... sans parler d'une quelconque participation personnelle aux événements... Dans ce texte lyrique rédigé et publié en 1923 dans la revue d'histoire *Krasnaia Lietopis* (La chronique rouge), Podvoïski décrit la prise du palais d'Hiver comme « *un moment héroïque, effrayant, sanglant de la révolution* ». L'opération était organisée par Vladimir Antonov-Ovseenko au titre du Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd. Son fils, Anton, qui tâtera du Goulag dans les années 1940, a publié en 2003 aux éditions AST à Moscou un livre intitulé *L'exploit vain ?*, sous-titré : *Les héros de notre histoire : les vrais et les faux*. Il y consacre une page sévère – mais, il faut bien le dire, assez juste – au récit de Podvoïski, ramené au statut de fabricant de légende héroïque. Notre revue, après avoir ainsi contribué modestement à la propagation de la légende, ne peut que contribuer à la dissiper...

« *L'insurrection d'Octobre a engendré une masse de légendes. Le plus abondant des affabulateurs a été Nicolas Podvoïski,*

séminariste raté qui s'attribuera plus tard la charge de président du Comité militaire révolutionnaire. »

Écoutons un moment la relation faite par un homme qui, pendant les heures de la prise du palais d'Hiver, se trouvait loin à l'arrière :

« *Ce fut un moment héroïque, effrayant, sanglant de la révolution... De toutes les rues avoisinantes et des recoins les plus proches, fonçaient les colonnes de gardes rouges, de marins et de soldats comme des ombres menaçantes et sinistres... Les hurlements sauvages et le fracas des canons de 3 et de 6 pouces de la Petropavlosk (1) se turent... Un torrent humain inonde déjà le perron, les entrées, les escaliers du palais et, sur les côtés, des cadavres... le visage blême, les mâchoires tremblantes... nos ennemis... Mais on ne voit pas encore ceux par la faute de qui le sang a coulé, par la faute de qui dans les rues, dehors, dans les recoins luxueux du palais gisaient des cadavres raidis. Enfin ces criminels, les ministres... furent trouvés et arrêtés.* »

Si l'on en croit ce conteur, la capitale a été arrosée de sang et parsemée de cadavres... Malheureusement un tel délire est devenu rituel dans le récit de « *la grande révolution socialiste* ».

En réalité la vie habituelle a continué dans la ville : les gens se promenaient

(1) La forteresse Pierre-et-Paul où furent emprisonnés tant de révolutionnaires comme Vera Figner qui y passa vingt ans (NDR).

comme d'habitude sur la perspective Nevski, personne n'annula les séances de cinéma et les représentations théâtrales, les fabriques et les usines travaillaient et les cours continuaient dans les établissements d'enseignement. Et pendant la nuit de la révolution, la ville dormait tranquillement ; le matin du 26 octobre fut pacifique.

Les souvenirs de participants aux événements, les lieutenants Danilevitch et Sinégoub, et de l'ingénieur Paltchinski, le dernier gouverneur général de Petrograd, montrent qu'il n'y eut tout simplement ni grandiose bataille ni assaut sanglant du palais d'Hiver.

« *Nous avons pris le pouvoir presque sans effusion de sang* », déclara Lénine à la réunion des membres des comités de régiments de la garnison de Petrograd.

Il n'est pas très difficile non plus de dissiper une autre légende. L'énorme

supériorité numérique des insurgés sur les défenseurs du gouvernement provisoire ne signifiait nullement que toute la garnison de Petrograd était passée du côté de la révolution. Les grandes pauses qui marquèrent l'offensive contre le palais d'Hiver découlèrent de l'hésitation de nombreuses unités militaires. Les soldats du régiment Pavlovski prirent une part directe à l'attaque. Antonov-Ovseenko disait de ce régiment : « *C'est notre point d'appui révolutionnaire.* » D'autres unités agissaient derrière les attaquants, mais une grande partie des unités restèrent dans leurs casernes et la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul observa jusqu'au bout une attitude attentiste.

La molle défense du palais, que des détachements de défenseurs abandonnaient d'heure en heure, n'exigeait pas un courage particulier de la part des attaquants... ■



